COMMUNE DE WOLUWE-SAINT-PIERRE
GEMEENTE SINT-PIETERS-WOLUWE

CONSEIL COMMUNAL DU 25 AVRIL 2023
GEMEENTERAAD VAN 25 APRIL 2023

REGISTRE
REGISTER

Présents
Aanwezig

Damien De Keyser, *Conseiller communal-Président/Gemeenteraadslid-Voorzitter* ;
Benoît Cerexhe, *Bourgmestre/Burgemeester* ;
Caroline Lhoir, Alexandre Pirson, Françoise de Callatay-Herbiet, Antoine Bertrand, Carine Kolchory, Dominique Harmel, Gerda Postelmans, Helmut De Vos, *Échevins/Schepenen* ;
Philippe van Cranem, Anne-Charlotte d'Ursel, Carla Dejonghe, Christine Sallé, Tanguy Verheyen, Christophe De Beukelaer, Georges Dallemagne, Cécile Vainsel, Catherine Bruggeman, Etienne Dujardin, Laurent de Spirlet, Olivia Casterman, Marie Cruysmans, Muriel Godhaird, Jonathan de Patoul, Anne Delvaux de Fenffe, Juliette Siaens-Mahieu, Christiane Mekongo Ananga, Cathy Vaessen, Michel Naets, Sophie Busson, Danièle Van Crombrugghe-Gruloos, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden* ;
Florence van Lamsweerde, *Secrétaire communale/Gemeentesecretaris.*

Excusés
Verontschuldigd

Willem Draps, Alexia Bertrand, Aymeric de Lamotte, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden.*

Ouverture de la séance à 20:00
Opening van de zitting om 20:00

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

Secrétariat - Secretariaat

25.04.2023/A/0001 **CC - Adoption du registre des délibérations de la séance du 28.03.2023**

LE CONSEIL,
Considérant que le registre de la séance précédente a été mis à la disposition des membres du Conseil communal sept jours francs au moins avant la séance de ce jour ;
Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 89, et le règlement d'ordre intérieur du Conseil communal, notamment les articles 31 et 32 ;
DECIDE d'approuver le registre des délibérations de la séance du 28.03.2023.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.
27 votants : 27 votes positifs.

GR - Goedkeuring van het register der beraadslagingen van de zitting van 28.03.2023

DE RAAD,
Overwegende dat het register van de vorige zitting ter inzage van de Gemeenteraadsleden werd gelegd ten minste zeven vrije dagen voor de zitting van heden ;
Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 89, en het huishoudelijk reglement van de Gemeenteraad, met name de artikels 31 en 32 ;
BESLUIT het register der beraadslagingen van de zitting van 28.03.2023 goed te

keuren.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.
27 stemmers : 27 positieve stemmen.

Service juridique - Juridische dienst

25.04.2023/A/0002 **CC - Sociétés intercommunales auxquelles la commune est associée - S.C.R.L. BRUTELE - Convention de cession des parts conclue avec ENODIA - Libération du prix de cession et gestion des garanties et de l'Estimation de Base - Désignation de conseils et mandataires à ces fins**

LE CONSEIL,
Vu la délibération du Conseil communal du 23.02.2021 ;
Vu les articles 21.1, 21.2.2 et 21.2.7 de la convention de cession de l'intégralité des parts de la société intercommunale pour la diffusion de la télévision (BRUTELE) conclue avec ENODIA le 23 décembre 2021 (ci-après « la Convention »), aux termes desquels :
« *21.1. Les Vendeurs, agissant collectivement ainsi que chacun individuellement, délèguent irrévocablement tous les pouvoirs pour mettre en œuvre la Convention (le « Mandat ») :*

21.1.1 jusqu'au Transfert : au conseil d'administration de la Société ;
21.1.2 après le Transfert : les personnes listées à l' Annexe 17,
dans chacun de ces cas, les « Représentants des Vendeurs »

21.2. Le Mandat couvrira la prise de décisions, et la réalisation d'actes, liés à la mise en œuvre de la présente Convention, et notamment :

[...]

21.2.2 la libération de la partie cantonnée du prix, conformément à l'article 3.4 et au Contrat d'Escrow ;

[...]

21.2.7 la gestion des Réclamations de l'Acquéreur, conformément à l'article 12 » ;

Vu les articles 12.1.1 et 12.3 de la Convention relatifs aux notifications faites aux ou par les représentants des communes venderesses, l'article 10.1 et l'annexe 10 se rapportant aux déclarations de ces dernières pouvant donner lieu à garantie et les articles 12.3 et 12.4 de celle-ci relatifs aux délais dans lesquels les réclamations en matière de garanties doivent être traitées ;
Vu l'article 11.2.2 de la Convention relatifs aux délais des garanties ainsi consenties et disposant que :

« 11.2.2 Délais de prescription
Sans préjudice de l'article 4.5, les Vendeurs ne seront pas tenus d'indemniser l'Acquéreur au titre d'une Réclamation pour une inexactitude des Déclarations si celle-ci ne lui a pas été notifiée conformément à l'article12 :

(a) pour toute Réclamation pour inexactitude des Déclarations Fondamentales, dans un délai de cinq (5) ans à compter de la Date de Transfert ;
(b) pour toute Réclamation pour inexactitude des Déclarations Fiscales, dans un délai de septante-cinq (75) jours à partir de la date à laquelle le droit de l'administration Fiscale ou de toute autre Autorité compétente pour réclamer

tout Impôt est prescrit en vertu des Lois applicables ; et

(c) pour toute Réclamation pour inexactitude des Déclarations Assurées par OBE et des Déclarations Non Assurées par OBE, autres que les Déclarations Fiscales, dans un délai de 18 (dix-huit) mois plus trente (30) Jours Ouvrables à partir de la Date de Transfert,

étant entendu *que toute Réclamation ainsi notifiée aux Vendeurs sera considérée comme définitivement abandonnée et inopposable aux Vendeurs si elle n'est pas poursuivie conformément à l'article 23.2 dans les six (6) mois plus trente (30) Jours Ouvrables suivant la réception de ladite Réclamation par les Vendeurs. Aucune nouvelle Réclamation ne peut être faite concernant les faits, les questions, les événements ou les circonstances qui ont donné lieu à une telle Réclamation abandonnée* » ;

Vu les articles 28, § 1 er, alinéa 1 er, 4°, a), b) et c), et 92 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu l'article 16 de la Convention relative à l'Estimation de Base, destinée à tenir ENODIA indemne des avantages de retraite et de survie afférents au personnel statutaire de BRUTELE qui lui est transféré, et aux modalités de gestion de celle-ci par investissement prudent avec évaluations et revues en principe quinquennales visées à l'article 16.3 ;

Considérant que par sa délibération précitée, le Conseil a décidé de *« Charger le Bourgmestre et le Secrétaire communal ou la ou les personnes qu'ils désigneront, après la réalisation de la cession des parts communales, de prendre, en concertation avec les Directeurs généraux ou Secrétaires communaux des autres communes associées de BRUTELE, les décisions liées aux suites de la réalisation de la cession, notamment la gestion des réclamations d'ENODIA, la libération de la partie cantonnée du prix et la désignation, avec ENODIA, du ou des gestionnaires de fonds qui assureront la gestion des investissements du montant de la provision ("Estimation de Base") afférente aux cotisations de responsabilisation relatives au personnel statutaire de BRUTELE transféré à ENODIA, conformément aux conditions de la convention de cession des parts communales, et ce sans préjudice de l'adoption de toute autre solution structurelle pour assurer la représentation de la commune dans les actes précités »* ;

Que les articles 12.3 et 12.4 de la Convention impartissent des délais brefs pour réagir et traiter les réclamations adressées par ENODIA en vue de l'appel aux garanties consenties par la commune/ dans le cadre de celle-ci ;

Que les représentants de la commune sont tenus de notifier des objections aux réclamations qui leur sont adressées dans les vingt jours ouvrables, après les avoir au préalable analysées dans ce même délai ;

Qu'il est par ailleurs prévu que les parties chercheront à s'accorder quant aux réclamations introduites dans les trente jours ouvrables ;

Qu'à l'occasion du transfert visé par la Convention, BRUTELE sera absorbée et cessera dès lors d'exister en tant qu'entité, avec la conséquence que les communes cessionnaires deviendront elles-mêmes les interlocutrices d'ENODIA dans le cadre des garanties consécutives à ce transfert, ainsi qu'il résulte de l'article 21.2 et l'annexe 17 de la Convention ;

Considérant que le traitement de ces questions dans de tels délais à l'intervention des Bourgmestres et/ou des Secrétaires communaux ou Directeurs généraux de chacune des communes venderesses, nécessite que ceux-ci puissent être assistés de conseils et de représentants pouvant réagir rapidement aux réclamations et demandes de garantie;

Que ces questions présentent par ailleurs un caractère hautement technique qui requiert une analyse et des appréciations du même ordre ;

Qu'il convient dès lors, dans l'intérêt de la commune, de charger un même tiers en

vue d'assister et représenter les différents représentants des communes venderesses ;
Considérant qu'il y a lieu d'en charger le cabinet SIMONT BRAUN ;
Qu'en tant que cabinet d'avocats, celui-ci est mieux équipé pour traiter, préparer et formuler une proposition concernant des questions de cet ordre ;
Qu'ayant suivi et accompagné l'opération en question depuis l'origine et pris part à la négociation de la Convention et le traitement des questions qui l'entourent, il s'avère par ailleurs le mieux à même de donner suite aux réclamations d'ENODIA et le seul à pouvoir le faire avec une telle efficacité résultant de sa connaissance intime de la Convention et de ses modalités, complexes, ainsi que du contexte plus général, dans les stricts délais impartis dont question ci-avant ;
Qu'à raison de l'expertise et de la connaissance propre en ce domaine qu'il a déjà acquise, qui se révèle extrêmement spécifique et non interchangeable ou remplaçable par d'autres, ce cabinet apparaît ainsi exclusivement en mesure de réagir avec la célérité et le degré de maîtrise requise et voulue aux réclamations qui seraient adressées par ENODIA dès après le transfert à venir ;
Qu'au regard des motifs qui précèdent et compte tenu de la nature pré-contentieuse ou contentieuse de son intervention, le choix de ce cabinet est conforme à l'article 28, § 1er, alinéa 1er, 4°, a), et b) de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;
Considérant que la durée des garanties s'étend jusqu'à cinq ans après le transfert en ce concerne les déclarations fondamentales, après un premier délai de dix-huit mois et trente jours pour les autres déclarations, conformément à l'article 11.2.2 de la Convention, outre un délai spécifique, et variable, pour les déclarations fiscales ;
Que le cabinet retenu doit dès lors être chargé de la mission visée pour une durée de cinq ans ou tout autre délai plus long qui résulterait effectivement d'une garantie consentie ;
Qu'il y a en outre lieu de lui permettre de poursuivre le traitement et le suivi des réclamations qui se prolongerait au-delà de ce terme, notamment en cas de différend porté en justice ;
Qu'il y a également lieu pour la commune d'élire domicile au sein du cabinet SIMONT BRAUN pour tout ce qui relève de l'exécution ou de la gestion des garanties au titre de la Convention ;
Considérant, en termes d'organisation de cette assistance, que la commune charge ses représentants de communiquer à ce cabinet d'avocats toute réclamation adressée par ENODIA dans les vingt-quatre heures de sa réception, par courriel et par courrier ;
Que ledit cabinet analysera toute réclamation qui lui est communiquée ainsi que la suite à y réserver et préparera une proposition de décision soumise aux représentants de la commune, qui devront prendre position sur cette proposition dans le bref délai imparti par les nécessités des délais prévus par la Convention ;
Qu'à défaut de réaction dans le délai ainsi imparti, la proposition formulée sera réputée acceptée par la commune ;
Que la position, expresse ou tacite, de la commune sera prise en considération à concurrence du pourcentage découlant de la clé afférente à la répartition du prix de cession, dont les principes directeurs ont été arrêtés par délibération du conseil d'administration de BRUTELE du 27 août 2019 et actualisés par délibération du même organe du 19 janvier 2021 sur lesquels le Conseil a marqué son accord dans sa délibération précitée, dans la décision commune qui sera prise par l'ensemble des communes anciennement associées de BRUTELE (telles que reprises en annexe 1 de la Convention) sur la réclamation concernée à la majorité simple des voix pondérées que représentent ces différentes communes par application de la clé précitée ;
Considérant qu'il convient par ailleurs de permettre au cabinet ainsi désigné de s'entourer, dans l'exercice de sa mission, des conseils requis et de désigner à cette fin des tiers de son choix, notamment un réviseur pour les questions d'ordre comptable et financier ou encore des conseillers pour les aspects de nature opérationnelle, fiscale ou sociale ainsi qu'au regard des décisions liées à la gestion avant la date de transfert de

l'intercommunale BRUTELE ;
Qu'il convient de fixer la rémunération afférente à l'exercice de cette mission ;
Qu'après consultation de ce cabinet par BRUTELE, celui-ci exercera sa mission aux taux horaires suivants :

- 400,00 EUR pour un(e) associé(e) ;
- 300,00 EUR pour un(e) avocat(e) non associé(e) inscrit(e) au barreau depuis dix ans ou plus ;
- 200,00 EUR pour tout(e) autre avocat(e) ;

Que ces taux s'entendent frais compris, hors T.V.A. (actuellement fixée à 21 %) ou débours facturés à prix coûtant, et seront indexés annuellement, au 1er janvier de chaque année suivant le transfert intervenu, à l'évolution de l'indice des prix à la consommation, l'indice de base correspondant à celui du mois précédent le transfert à venir tel que visé à l'article 8.1 de la Convention ;
Que ces taux se révèlent justifiés eu égard aux montants en jeu, à la complexité de l'opération et de ses modalités contractuelles ainsi qu'à la technicité des questions que les réclamations susciteraient ;
Que la rémunération des conseillers que s'adjoindrait le cabinet désigné sera fixée selon les modalités usuelles pratiquées en ces matières, en tenant compte des taux ci-dessus ou des pratiques habituelles de ces conseillers externes, s'ils sont également déjà intervenus comme conseillers de BRUTELE, d'ENODIA ou de NETHYS et VOO, dans le cadre de cette opération ;
Qu'il appartiendra également d'assurer dans ce cadre la prise en charge d'une quotepart éventuelle, des frais de conseils qu'ENODIA ou sa filiale NETHYS exposeraient et qui concernaient la gestion d'appels à garantie ou de réclamations qui seraient communs aux activités de BRUTELE et à celles de VOO ;
Que ces charges seront supportées par la commune à proportion de la clé de répartition précédemment évoquée ;
Considérant qu'il convient, pour supporter les charges afférentes à l'assistance ou la représentation de la commune organisée par la présente délibération, sur la partie du prix définitif qui ne demeure pas cantonnée en application de l'article 3.4.3 de la Convention (i) de réserver et consigner un montant de 750.000,00 EUR, hors T.V.A. (907.500,00 EUR, T.V.A.C.) (ci-après dénommée la « Somme Réservée et Consignée pour la Mission du Cabinet d'avocats »), soit environ 0,32 pourcent du prix définitif visé aux articles 3.1.2 et 3.4 de la Convention, et (ii) de réserver et consigner un montant de 30.000,00 EUR, hors T.V.A. (36.300,00 EUR, T.V.A.C.) (ci-après dénommée la « Somme Réservée et Consignée pour la Mission du Notaire ») ;
Que la Somme Réservée et Consignée pour la Mission du Cabinet d'avocats comprend les frais d'assistance de tiers dont il s'entoure (réviseurs, conseillers pour les aspects de nature opérationnelle, fiscale, sociale ou de gestion, etc.) et sera libérée sur la base des états adressés par le cabinet désigné et étayés par un relevé des devoirs accomplis, comprenant ses prestations et celles des tiers qu'il s'adjoint le cas échéant ;
Que les prestations pouvant être raisonnablement attendues dans le cadre de cette mission de conseil et de défense des intérêts de la commune peuvent être évaluées à 25 heures en moyenne par mois, dans un premier temps, puis 16h40 en moyenne par mois, dans un second temps, à un taux moyen de 300,00 EUR, hors T.V.A. ; Qu'il y a lieu également de tenir compte des frais incompressibles et de la disponibilité requise dans l'exercice de cette mission ;
Que sur cette base et de sorte à assurer une prévisibilité au regard de cette charge, il y a lieu d'allouer, à dater du transfert à venir et par échéance trimestrielle, un montant forfaitaire mensuel de 7.500,00 EUR, hors T.V.A. (actuellement 9.075,00 EUR, T.V.A.C.), pour les dix-neuf premiers mois puis de 5.000,00 EUR, hors T.V.A.

(actuellement 6.050,00 EUR, T.V.A.C.), pour les mois ultérieurs, jusqu'au terme de la mission tel que précisé plus haut ;
Que ces montants forfaitaires sont en phase avec l'importance des enjeux et des sommes en cause dans le cadre des garanties (à savoir 10 % du prix définitif total revenant aux communes associées de BRUTELE), et apparaissent représentatifs de la charge de travail qu'entraîne la mission et les prestations escomptées à ce titre ; Que ces montants forfaitaires ne représentent que moins de la moitié du montant de la Somme Réservée et Consignée pour la Mission du Cabinet d'avocats telle que visée ci-dessus et n'obèrent pas cette réserve ;
Que ces montants mensuels ont en outre été modulés selon qu'ils se rapportent à la première période de garantie, qui couvre tant les garanties fondamentales que les autres garanties, que la durée ultérieure qui ne concerne plus que principalement les premières, et seront indexés de la même manière qu'indiquée ci-dessus en ce qui concerne les taux horaires ;
Que si cependant les devoirs accomplis s'avèrent plus importants que l'évaluation forfaitaire indiquée ci-avant, ceux-ci seront rémunérés conformément aux taux et modalités agréés ci-avant ;
Considérant que si la Somme Réservée et Consignée pour la Mission du Cabinet d'avocats risque de s'amenuiser en-deçà de 75.000,00 EUR, hors T.V.A. (actuellement 90.750,00 EUR, T.V.A.C.), il y aura lieu de procéder, sur instruction du cabinet désigné, à un appel de fonds auprès des différentes communes anciennement associées de BRUTELE telles que reprises en annexe 1 à la Convention, chacune supportant ces frais selon la clé applicable à la répartition du prix de cession visée plus haut ;
Que dans l'hypothèse d'une insuffisance de la somme affectée à la rémunération du cabinet retenu ou des tiers-conseils qu'il mandate, ceux-ci pourront suspendre leurs prestations jusqu'à réalimentation de ce montant couvrant leurs prestations accomplies et les provisions mensuelles définies ci-dessus pour trois mois à venir, sans aucune responsabilité de leur part ;
Considérant que le cabinet ainsi désigné rendra compte de l'exercice de sa mission par l'envoi à la commune, dans le mois de l'échéance de chaque trimestre, d'un rapport rendant compte de l'état d'avancement de sa mission et reprenant le solde des montants encore disponibles au titre de la garantie, l'état des facturations effectuées et le solde des montants restant disponibles par rapport aux montants réservés et consignés, sur la base des informations dont il dispose ;
Qu'à défaut d'objection dûment motivée de la commune dans les trente jours de la réception de ce rapport adressée par courrier recommandé, les prestations accomplies et les états d'honoraires ou de frais dont il est fait état seront réputés acceptés ;
Considérant qu'en cas de désaccord quant aux devoirs portés en compte ou de contestation des prestations accomplies par ou à la demande du cabinet d'avocats, émanant d'une ou de plusieurs communes concernées, il sera procédé comme suit :

i. le cabinet d'avocats relayera la réclamation adressée par la ou les communes concernées auprès des autres communes, qui disposeront alors d'un délai de trente jours pour se prononcer sur l'objection soulevée et relayée ;
ii. si l'objection est partagée par ces autres communes, leur objection devra être motivée dans le délai visé au point précédent et sera, à défaut, considérée comme non avenue ;
iii. l'objection motivée de la commune dans les délais précités sera prise en compte à concurrence de la clé de répartition précédemment évoquée et devra recueillir, dans le délai visé au point (ii), une majorité simple des voix pondérées que représentent les différentes communes par application de la clé de répartition visée à l'article 4, (i), faute de quoi l'objection sera considérée comme non avenue ;

iv. en cas d'objections motivées et ayant recueilli la majorité visée au point précédent dans le délai indiqué, les parties concernées se rencontreront aux fins de régler le différend ;

Que si le différend ne peut être résolu de commun accord dans les trente jours de la réception de l'objection motivée, le cabinet précité, et les tiers qu'il aurait désignés, pourront suspendre ou terminer l'exercice de leur mission jusqu'à règlement du différend, sans encourir une quelconque responsabilité de ce chef ;
Considérant qu'il y a également lieu, aux fins de la mise en œuvre de l'article 3.4 de la Convention, de désigner un représentant chargé de procéder en suite du transfert à la répartition du prix libérable perçu pour la cession des parts entre les différentes communes concernées et à la libération de la part revenant à chacune d'elle conformément aux principes de répartition auxquels elles ont souscrit et qui ont été arrêtés par délibération du Conseil d'administration de BRUTELE du 27 août 2019, tels qu'actualisés par la délibération du même organe du 19 janvier 2021 ainsi qu'à l'article 3.4 de la Convention, et à la gestion du montant réservé pour couvrir les charges liées à l'intervention du Notaire et à celles du cabinet d'avocats désigné ;
Qu'il y a lieu de désigner à cet effet le Notaire Peter Van MELKEBEKE, à Bruxelles, exerçant sa fonction dans la société "BERQUIN Notaires", intervenant habituel de BRUTELE en ces matières, ou tout autre notaire associé de l'étude précitée, qui est déjà chargé, dans l'exercice de ses missions légales, d'actes réalisés en vue du transfert à venir tels que les modifications statutaires, la constatation de la division des parts de BRUTELE et les recherches immobilières des actifs transférés, dont les présentes opérations constituent la suite ;
Qu'il convient en outre de le charger :

i. de consigner sur un compte rubriqué propre de son étude (i) la Somme Réservée et Consignée pour la Mission du Cabinet d'avocats affectée au paiement des prestations du cabinet chargé du traitement des appels à garantie et des tiers dont il s'entoure et (ii) la Somme Réservée et Consignée pour la Mission du Notaire affectée au paiement des prestations du notaire dont question ci-dessus ;
ii. de procéder, moyennant la production de factures adéquates, au paiement trimestriel, par prélèvement sur la Somme Réservée et Consignée pour la Mission du Cabinet d'avocats, le cas échéant augmentée des appels de fonds éventuels, des états trimestriels adressés par ce prestataire ainsi que des sommes forfaitaires minimales dues à celui-ci et, s'il échet, de procéder, sur instruction du cabinet désigné, aux appels de fonds destinés à réalimenter à suffisance le compte rubriqué tel qu'indiqué ci-dessus, et ;
iii. de contrôler, au nom et pour compte de la commune, que les états adressés par ledit cabinet et les tiers dont il s'entoure le cas échéant comportent toutes les mentions légales ;

Que ces tâches sont intimement liées à l'opération et au transfert à la réalisation desquels le notaire désigné prête son ministère ;
Qu'il convient par ailleurs de prévoir dans la convention d'escrow à signer, dont le modèle figure en annexe 14 à la Convention, que les libérations successives du prix définitif s'effectueront sur un compte rubriqué ouvert au nom de l'étude du notaire chargé de procéder à la répartition du prix ;
Que le notaire désigné communiquera également au cabinet d'avocats retenu, aux fins de l'établissement de son rapport trimestriel dont précédemment question, dans les huit jours de chaque mouvement ou ensemble de mouvements, le solde des montants restant disponibles par rapport aux sommes réservées et consignées sur le compte rubriqué de son étude, ainsi que toute somme perçue au titre de l'exécution de la convention d'escrow ;

Qu'après consultation du Notaire Peter Van MELKEBEKE, il y a lieu de prévoir les émoluments qui suivent à charge de la commune dans la mesure de la clé de répartition déjà évoquée :

- 2.000,00 EUR à prélever sur la Somme Réservée et Consignée pour la Mission du Notaire, le cas échéant augmentée des appels de fonds éventuels, pour la mission globale confiée au notaire dont question ci-dessus ;
- 150,00 EUR à prélever sur la Somme Réservée et Consignée pour la Mission du Notaire, le cas échéant augmentée des appels de fonds éventuels, pour chaque virement trimestriel relatif au paiement des prestations du cabinet chargé du traitement des appels à garantie et des tiers dont il s'entoure ;
- 150,00 EUR à prélever sur la Somme Réservée et Consignée pour la Mission du Notaire, le cas échéant augmentée des appels de fonds éventuels, pour chaque virement effectué en faveur de la commune relatif :

  i. au versement du prix de cession libérable à la date du transfert aux communes concernées conformément à la clé de répartition ;
  ii. au versement des tranches libérées de la partie du prix (10%) cantonnée conformément à l'article 3.4.3 de la Convention après sa libération, aux communes concernées conformément aux dispositions de l'article 5.1.2 du modèle de contrat d'escrow repris en annexe 14 à la Convention et conformément à la clé de répartition ;
  iii. à l'issue de la période des garanties visées dans la Convention et pour autant que plus aucune procédure judiciaire ou administrative ne soit en cours, à la répartition du solde du ou des montants consignés en vue de couvrir les émoluments du cabinet d'avocats et ceux du Notaire, après déduction de leurs états finaux, entre les différentes communes concernées conformément à la clé de répartition;

- 500,00 EUR à prélever sur la Somme Réservée et Consignée pour la Mission du Notaire, le cas échéant augmentée des appels de fonds éventuels, pour chaque mise en œuvre de la procédure d'appel de fonds ;

Que ces émoluments s'entendent hors T.V.A. (actuellement fixée à 21 %) ;
Considérant que la vérification des factures émanant du cabinet d'avocats par le notaire désigné est une vérification *prima facie* (i.e. et non une vérification du contenu de celles-ci, ni des prestations ou devoirs y afférents) ;
Qu'à l'issue de la période des garanties visées dans la Convention et pour autant que plus aucune procédure judiciaire ou administrative ne soit en cours, le solde du ou des montants consignés auprès du Notaire en vue de couvrir les émoluments du cabinet d'avocats et ceux du Notaire seront, après déduction de leurs états finaux, répartis entre les différentes communes concernées conformément aux principes de répartition auxquels elles ont souscrit et qui ont été arrêtés par délibération du Conseil d'administration de BRUTELE du 27 août 2019, tels qu'actualisés par la délibération du même organe du 19 janvier 2021 ;
Considérant, enfin, qu'il y a lieu de régler, tel qu'évoqué dans la délibération du Conseil, la gestion de l'Estimation de Base après transfert et des flux financiers qui en découlent, conformément à l'article 16, en particulier 16.2 et 16.3, de la Convention ;
Qu'il y a lieu à cet effet de mandater BRUTELE, agissant à l'intervention de son conseil d'administration, ou toutes autres personnes désignées par celui-ci avant le transfert à intervenir, de convenir avec ENODIA des modalités de gestion de l'Estimation de Base visée à l'article 16.2.2 de la Convention pour la durée de celle-ci, en ce compris la désignation du gestionnaire et, le cas échéant, le remplacement de celui-ci ;

Que ce mandat comprend également, au nom et pour compte de la commune, l'assistance aux réunions de présentation avec le gestionnaire désigné, l'évaluation des comptes rendus de la mission de ce dernier et le traitement des réévaluations visées à l'article 16.3 de la Convention ;
PAR CES MOTIFS :
DECIDE :

Article 1er :

De faire consigner et réserver, sur la partie du prix définitif libérable à la date du transfert au profit de la commune telle que visée à l'article 3.4 de la Convention, un montant de 907.500,00 EUR, T.V.A. comprise (750.000,00 EUR, hors T.V.A.) et de 36.300,00 EUR, T.V.A. comprise (30.000,00 EUR, hors T.V.A.), pour la couverture des frais et émoluments résultant des articles 3 et 5 ci-après.
De faire procéder à un appel de fonds auprès des différentes communes anciennement associées de BRUTELE telles que reprises en annexe 1 à la Convention, si le montant ainsi consigné menace de devenir inférieur à 75.000,00 EUR, hors T.V.A. (soit actuellement 90.750,00 EUR, T.V.A.C.), chacune de ces communes supportant ces frais selon la clé applicable à la répartition du prix de cession visée à l'article 4, (i), ci-après, les fonds appelés devant être libérés dans les soixante jours de l'appel.

Article 2 :

De charger le cabinet SIMONT BRAUN, dont le siège est établi à 1050 Bruxelles, avenue Louise 250 bte 10, et inscrite à la banque-carrefour des entreprises sous le numéro 0466.896.335 :

i. d'assister la commune dans la gestion des réclamations adressées par ENODIA telle que visée à l'article 21.2.7 de la Convention, et de représenter les représentants de la commune désignés à cet effet, selon les modalités et conditions visées ci-dessus ;
ii. d'analyser toute réclamation qui lui est communiquée ainsi que la suite à y réserver, étant entendu que ce cabinet peut s'entourer de conseillers de son propre choix pour l'éclairer quant à certains aspects spécifiques desdites garanties ;
iii. de formuler et soumettre une proposition de décision concernant les réclamations aux représentants de la commune, à charge pour ces derniers de se prononcer sur celle-ci dans le délai qui sera imparti, à défaut de quoi elle sera réputée acceptée, étant entendu que la position, expresse ou tacite, de la commune sera prise en considération à concurrence du pourcentage découlant de la clé de répartition visée à l'article 4, (i), ci-après dans la décision commune à prendre, à la majorité simple, par l'ensemble des communes anciennement associées de BRUTELE (tel que reprises en annexe 1 de la Convention) sur la base des voix ainsi pondérées de chacune d'elles ;
iv. le tout pour une durée de cinq ans à dater du transfert visé à l'article 8.1 de la Convention ou tout autre délai plus long qui résulterait effectivement d'une garantie consentie, cette mission se prolongeant le temps nécessaire à la gestion ou traitement de réclamations formées pendant la période précitée ;
v. à charge de rendre compte de sa mission par l'envoi à la commune, dans le mois de l'échéance de chaque trimestre, d'un rapport faisant état de l'avancement de sa mission et reprenant le solde des montants encore disponibles au titre de la garantie, l'état des facturations portées en compte ainsi que le solde des montants restant disponibles au regard des montants réservés et consignés à cet effet, sur la base des informations dont il dispose et communiquées par le notaire conformément à l'article 4 (viii) ci-après.

De charger les représentants de la commune précédemment désignés de communiquer audit cabinet d'avocats toute réclamation adressée par ENODIA dans les vingt-quatre heures de sa réception, par courriel et par courrier.

D'élire domicile de la commune au sein du cabinet SIMONT BRAUN pour tout ce qui relève de l'exécution ou de la gestion des garanties au titre de la Convention.

Article 3 :

De rétribuer ledit cabinet pour l'exercice de sa mission ainsi définie aux taux horaires suivants, frais compris et hors débours facturés à prix coûtant :

- 400,00 EUR, hors T.V.A. (484,00 EUR, T.V.A.C.), pour un(e) associé(e) ;
- 300,00 EUR, hors T.V.A. (363,00 EUR, T.V.A.C.), pour un(e) avocat(e) non associé(e) inscrit(e) au barreau depuis dix ans ou plus ;
- 200,00 EUR, hors T.V.A. (242,00 EUR, T.V.A.C.), pour tout(e) autre avocat(e) dudit cabinet.

De rémunérer les tiers de son choix dont ce cabinet estimerait nécessaire de s'entourer dans l'exercice de sa mission pour certaines questions spécifiques, selon les modalités usuelles pratiquées en ces domaines, en tenant compte des taux ci-dessus.

D'allouer, à dater du début de la mission et par échéance trimestrielle, un montant mensuel forfaitaire minimal de 7.500,00 EUR, hors T.V.A. (actuellement 9.075,00 EUR, T.V.A.C.), pour les dix-neuf premiers mois puis de 5.000,00 EUR, hors T.V.A. (actuellement 6.050,00 EUR, T.V.A.C.), pour les mois ultérieurs couvrant les devoirs attendus, les frais incompressibles et la disponibilité requise.

D'arrêter comme suit la procédure en cas de désaccord quant aux devoirs et états ainsi portés en compte ou de contestation des prestations accomplies :

i. toute objection de la commune/ devra être notifiée par pli recommandé au cabinet d'avocats désigné dans un délai de trente jours à dater de la réception du rapport trimestriel visé à l'article 2, (v), et être dûment motivée ; à défaut, les prestations accomplies et les états d'honoraires ou de frais dont il est fait état dans ce rapport seront réputés acceptés sous réserve du point (ii) ci-après ;
ii. en cas d'objection d'une ou plusieurs communes concernées dans les formes et délais visés au point précédent, le cabinet d'avocats retenu relayera cette objection auprès des autres communes, qui disposeront d'un délai de trente jours pour se prononcer ;
iii. si l'objection est partagée par ces autres communes, leur objection devra être motivée dans le délai visé au point précédent et sera, à défaut, considérée comme non avenue ;
iv. l'objection motivée de la commune dans les délais précités sera prise en compte à concurrence de la clé de répartition précédemment évoquée et devra recueillir, dans le délai visé au point (iii), une majorité simple des voix pondérées que représentent les différentes communes par application de la clé de répartition visée à l'article 4, (i), faute de quoi l'objection sera considérée comme non avenue ;
v. en cas d'objections motivées et ayant recueilli la majorité visée au point précédent dans le délai indiqué, les parties concernées se rencontreront aux fins de régler le différend ;
vi. faute d'accord dans les trente jours de la réception des objections motivées ayant recueilli une majorité simple des voix pondérées telle que précisée, le cabinet précité, de même que tout tiers qu'il aurait désigné dans le cadre de celle-ci, pourra suspendre l'exercice de sa mission jusqu'à règlement du différend, sans encourir quelconque responsabilité de ce chef.

Article 4 :

De désigner le Notaire Peter Van MELKEBEKE, à Bruxelles, exerçant sa fonction dans la société "BERQUIN Notaires", dont l'étude est sise à 1000 Bruxelles, avenue

Lloyd George 11 et inscrite à la banque-carrefour des entreprises sous le numéro 0474.073.840, ou tout autre notaire associé de l'étude précitée, pour la même durée que celle visée à l'article 2, (iv), ci-dessus aux fins, au nom et pour le compte de la commune:

i. de procéder, conformément à l'article 3.4.1 de la Convention, à la répartition du prix de cession libérable à la date du transfert selon la clé dont les principes directeurs ont été arrêtés par délibération du conseil d'administration de BRUTELE du 27 août 2019 et actualisés par délibération du même organe du 19 janvier 2021, auxquels le Conseil a marqué son accord dans sa délibération précitée, et de verser la part revenant à la commune, sous réserve de la consignation pour charges visées ci-après ;
ii. de répartir entre les différentes communes concernées la partie du prix (10 %) demeurant cantonnée conformément à l'article 3.4.3 de la Convention après sa libération et à proportion des tranches libérées conformément aux dispositions de l'article 5.1.2 du modèle de contrat d'escrow repris en annexe 14 à la Convention, selon les termes et modalités qui y sont visés et la clé de répartition dont question au point précédent ;
iii. de contrôler que les états des prestations adressés par le cabinet SIMONT BRAUN dans le cadre de sa mission comportent toutes les mentions légales ;
iv. d'effectuer une vérification *prima facie* des factures émanant du cabinet SIMONT BRAUN (i.e. et non une vérification du contenu de celles-ci, ni des prestations ou devoirs y afférents) et, en cas de désaccord, de régler le point avec le cabinet SIMONT BRAUN ;
v. de consigner, sur la partie libérable du prix à la date du transfert, (i) la somme de 907.500,00 EUR, T.V.A. comprise (soit 750.000,00 EUR, H.T.V.A., étant la Somme Réservée et Consignée pour la Mission du Cabinet d'avocats) sur un compte rubriqué de son étude pour le règlement des états de prestations adressés par le cabinet SIMONT BRAUN, comprenant ses propres prestations et celles accomplies le cas échéant par les tiers qu'il aura désignés pour le conseiller et (ii) la somme de 36.300,00 EUR, T.V.A. comprise (soit 30.000,00 EUR, hors T.V.A., étant la Somme Réservée et Consignée pour la Mission du Notaire) sur ledit compte rubriqué pour la couverture de ses propres émoluments ;
vi. de procéder, moyennant la production de factures adéquates, au paiement trimestriel, par prélèvement sur la Somme Réservée et Consignée pour la Mission du Cabinet d'avocats, le cas échéant augmentée des appels de fonds éventuels, des états trimestriels adressés par ce cabinet et les sommes forfaitaires visés à l'article 3 ci-dessus ;
vii. de procéder, sur instruction du cabinet SIMONT BRAUN, aux éventuels appels de fonds dont question à l'article 1er, alinéa 2, qui précède ;
viii. de communiquer au cabinet SIMONT BRAUN, aux fins de l'établissement du rapport trimestriel visé à l'article 2, (v), dans les huit jours de chaque mouvement ou ensemble de mouvements, le solde des montants restant disponibles par rapport aux sommes réservées et consignées sur le compte rubriqué de son étude, et toute somme perçue au titre de l'exécution de la convention d'escrow conclue ;
ix. à l'issue de la période des garanties visées dans la Convention et pour autant que plus aucune procédure judiciaire ou administrative ne soit en cours, de répartir le solde du ou des montants consignés en vue de couvrir les émoluments du cabinet d'avocats et ceux du Notaire, après déduction de leurs états finaux, entre les différentes communes concernées conformément aux principes de répartition auxquels elles ont souscrit et qui ont été arrêtés par délibération du Conseil d'administration de BRUTELE du 27 août 2019, tels

qu'actualisés par la délibération du même organe du 19 janvier 2021 ;

x. d'accomplir toutes démarches et mesures utiles à l'exercice de la mission décrite ci-avant.

De communiquer au notaire précité, l'identité du ou des représentants de la commune précédemment désignés ainsi que les informations relatives au compte bancaire de la commune sur lequel toute libération ou tout paiement en vertu des présentes délibérations sera effectué.

Article 5 :

De déterminer les émoluments dus au notaire ainsi désigné pour l'exercice de sa mission décrite à l'article 4 comme suit :

- 2.000,00 EUR à prélever sur la Somme Réservée et Consignée pour la Mission du Notaire, le cas échéant augmentée des appels de fonds éventuels, pour la mission globale confiée au notaire dont question ci-dessus ;
- 150,00 EUR à prélever sur la Somme Réservée et Consignée pour la Mission du Notaire, le cas échéant augmentée des appels de fonds éventuels, pour chaque virement trimestriel relatif au paiement des prestations du cabinet chargé du traitement des appels à garantie et des tiers dont il s'entoure ;
- 150,00 EUR à prélever sur la Somme Réservée et Consignée pour la Mission du Notaire, le cas échéant augmentée des appels de fonds éventuels, pour chaque virement effectué en faveur de la commune relatif :

  i. au versement du prix de cession libérable à la date du transfert aux communes concernées conformément à la clé de répartition ;
  ii. au versement des tranches libérées de la partie du prix (10 %) cantonnée conformément à l'article 3.4.3 de la Convention après libération, aux communes concernées conformément aux dispositions de l'article 5.1.2 du modèle de contrat d'escrow repris en annexe 14 à la Convention et conformément à la clé de répartition ;
  iii. à l'issue de la période des garanties visées dans la Convention et pour autant que plus aucune procédure judiciaire ou administrative ne soit en cours, à la répartition du solde du ou des montants consignés en vue de couvrir les émoluments du cabinet d'avocats et ceux du Notaire, après déduction de leurs états finaux, entre les différentes communes concernées conformément à la clé de répartition ;

- 500,00 EUR à prélever sur la Somme Réservée et Consignée pour la Mission du Notaire, le cas échéant augmentée des appels de fonds éventuels, pour chaque mise en œuvre de la procédure d'appel de fonds ;

Ces émoluments s'entendent hors T.V.A. (actuellement fixée à 21 %).

Article 6 :

Que les sommes et montants visés aux articles 3 et 5 ci-dessus seront indexées au 1 er janvier de chaque année à l'évolution de l'indice des prix à la consommation, l'indice de base de base correspondant à celui du mois précédent le transfert à venir et visé à l'article 8.1 de la Convention.

Qu'en cas d'insuffisance de la somme consignée dont question à l'article 1 er et affectée à la rémunération des cabinet ou des tiers dont il s'entoure et du notaire visés aux articles 2 et 4 ci-dessus, ces derniers pourront, chacun pour ce qui le concerne, suspendre leurs prestations jusqu'à réalimentation de ce montant couvrant les devoirs accomplis et les provisions mensuelles définies à l'article 3, alinéa 3, pour trois mois à venir, sans responsabilité aucune de leur part.

Article 7 :
De conférer, dans le cadre de la gestion de l'Estimation de Base conformément à l'article 16 de la Convention, mandat à BRUTELE, agissant à l'intervention de son conseil d'administration, ou toutes autres personnes désignées par celui-ci avant le transfert à intervenir, aux fins de :

i. convenir avec ENODIA des modalités de gestion de l'Estimation de Base visée à l'article 16.2.2 de la Convention et des flux financiers qui en découlent conformément à l'article 16.3 de la Convention, pour la durée de cette gestion, en ce compris la désignation du gestionnaire et, le cas échéant, le remplacement de celui-ci ;
ii. pourvoir, au nom et pour compte de la commune, à l'assistance aux réunions de présentation avec le gestionnaire désigné, à l'évaluation des comptes rendus de la mission de ce dernier et au traitement des réévaluations visées à l'article 16.3 de la Convention ;
iii. accomplir toutes démarches, mesures et actes, signer tous documents aux fins décrites ci-avant et liées à celles-ci, aux conditions décrites dans la Convention et ses différentes annexes.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.
27 votants : 27 votes positifs.

GR - Intercommunale maatschappijen waarbij de gemeente aangesloten is - C.V.B.A. BRUTELE - Overeenkomst tot overdracht van de aandelen met ENODIA - Vrijgave van de overdrachtsprijs en beheer van de garanties en de Basisraming - Aanstelling van raden en gemachtigden voor deze doeleinden

DE RAAD,
Gezien de beraadslaging van de Raad van 23.02.2021 ;
Gelet op de artikelen 21.1, 21.2.2 en 21.2.7 van de overeenkomst tot overdracht van het geheel van de aandelen van de intercommunale vennootschap voor televisie-uitzendingen (BRUTELE) gesloten op 23 december 2021 met ENODIA (hierna "de Overeenkomst"), naar luid waarvan (vrije vertaling) :
"21.1. De Verkopers, die samen en elk afzonderlijk handelen, dragen onherroepelijk alle bevoegdheden over om de Overeenkomst uit te voeren (de "Lastgeving"):
21.1.1 tot aan de Overdracht: aan de Raad van Bestuur van de Vennootschap ;
21.1.2 na de Overdracht: aan de in bijlage 17 genoemde personen,
in elk van deze gevallen, aan de " Vertegenwoordigers van de Verkopers" ;
21.2. De Lastgeving omvat het nemen van beslissingen en het verrichten van handelingen die verband houden met de uitvoering van huidige Overeenkomst, waaronder :
[...]
21.2.2. de vrijgave van het deel van de prijs, overeenkomstig artikel 3.4 en de Escrow-overeenkomst ;
[...]
21.2.7. de behandeling van Aanspraken van de Koper, overeenkomstig artikel 12 " ;
Gelet op de artikelen 12.1.1 en 12.3 van de Overeenkomst betreffende de kennisgevingen aan of door de vertegenwoordigers van de verkopende gemeenten, artikel 10.1 en bijlage 10 betreffende de verklaringen van laatstgenoemden die aanleiding kunnen geven tot een garantie en de artikelen 12.3 en 12.4 betreffende de termijnen waarbinnen aanspraken inzake garanties moeten worden behandeld ;
Gelet op artikel 11.2.2 van de Overeenkomst betreffende de verjaringstermijnen van

de aldus verleende garanties dat bepaalt dat (vrije vertaling) :

"11.2.2 Verjaringstermijnen :

Onverminderd artikel 4.5 zijn de Verkopers niet verplicht de Koper schadeloos te stellen uit hoofde van een Aanspraak wegens een onjuistheid in de Verklaringen indien deze hem niet overeenkomstig artikel 12 ter kennis wordt gebracht :

(a) *voor elke Aanspraak wegens onjuistheid van de Basisverklaringen, binnen een termijn van vijf (5) jaar na de Datum van Overdracht ;*

(b) *voor elke Aanspraak wegens onjuistheid van de Fiscale Verklaringen, binnen vijfenzeventig (75) dagen vanaf de datum waarop het recht van de Belastingdienst of welke andere bevoegde Overheid ook om de Belasting te vorderen op grond van de toepasselijke wetgeving, verjaard is ; en*

(c) *voor elke Aanspraak wegens onjuistheid van de Verklaringen Verzekerd door OBE en de Verklaringen Niet Verzekerd door OBE, buiten de Fiscale Verklaringen, binnen 18 (achttien) maanden plus dertig (30) Werkdagen vanaf de Datum van Overdracht,*

met dien verstande *dat elke Aanspraak die aldus aan de Verkopers ter kennis wordt gebracht, geacht wordt definitief te zijn opgegeven en niet aan de Verkopers tegenstelbaar te zijn indien deze niet binnen zes (6) maanden plus dertig (30) Werkdagen na ontvangst van dergelijke Aanspraak door de Verkopers wordt voortgezet overeenkomstig artikel 23.2. Geen enkele nieuwe Aanspraak kan worden ingesteld met betrekking tot de feiten, zaken, gebeurtenissen of omstandigheden die aanleiding hebben gegeven tot een dergelijke nagelaten Aanspraak*" ;

Gelet op de artikelen 28, § 1er, eerste lid, 4°, a), b) en c), en 92 van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten ;

Gelet op artikel 16 van de Overeenkomst betreffende de Basisraming (Vrije vertaling van "*Estimation de Base*" uit de Overeenkomst), bedoeld om ENODIA schadeloos te stellen voor de pensioen- en overlevingsuitkeringen met betrekking tot het statutaire personeel van BRUTELE dat haar wordt overgedragen, en op de wijze van beheer van deze Basisraming als een voorzichtige investering en de in de regel vijfjaarlijkse waarderingen en herzieningen zoals gesteld in artikel 16.3 ;

Overwegende dat de Raad in zijn voormelde beraadslaging heeft besloten *"Belast de Burgemeester en de Gemeentesecretaris of iedere andere persoon of personen die zij zullen aanstellen, na totstandkoming van de overdracht van de gemeentelijke aandelen, in overleg met de Algemene Directeurs of Gemeentesecretarissen van de andere gemeentevennoten van BRUTELE, met het nemen van de beslissingen verbonden aan de gevolgen van de totstandkoming van de overdracht, waaronder het beheer van de vorderingen van ENODIA, de vrijgave van het gekantonneerde deel van de prijs en de aanstelling, met ENODIA, van de fondsbeheerder(s) belast met het beheer van de investeringen van het bedrag van de voorraad ("Basisraming") betreffende de responsabiliseringsbijdragen inzake het statutair personeel van BRUTELE dat overgedragen wordt aan ENODIA, overeenkomstig de voorwaarden van de overeenkomst tot overdracht van de gemeentelijke aandelen, en dit onverminderd het treffen van elke andere structurele oplossing ter vertegenwoordiging van de gemeente in voormelde handelingen" ;*

Dat de artikelen 12.3 en 12.4 van de Overeenkomst korte termijnen opleggen om in te gaan op de aanspraken van ENODIA ter inroeping van de garanties verleend door de gemeente krachtens de Overeenkomst, en om deze te behandelen ;

Dat de vertegenwoordigers van de gemeente gehouden zijn binnen twintig werkdagen bezwaren kenbaar te maken tegen de aanspraken die aan hen worden gericht, na deze

binnen diezelfde termijn voorafgaandelijk te hebben onderzocht ;
Dat voorts bepaald wordt dat de partijen binnen de dertig werkdagen zullen pogen een overeenstemming te bereiken over de ingediende aanspraken ;
Dat ter gelegenheid van de in de Overeenkomst bedoelde overdracht BRUTELE zal worden opgeslorpt en derhalve ophouden te bestaan als entiteit, met als gevolg dat de overdragende gemeenten zelf de aangesprokenen van ENODIA zullen worden in het raam van de garanties die voortvloeien uit deze overdracht, zoals volgt uit artikel 21.2 en bijlage 17 van de Overeenkomst ;
Overwegende dat de behandeling van deze aangelegenheden binnen dergelijke termijnen door optreden van de burgemeesters en/of gemeentesecretarissen of directeuren-generaal van elk van de verkopende gemeenten vereist dat zij worden bijgestaan door raadslieden en vertegenwoordigers die snel kunnen inspelen op aanspraken en verzoeken inzake garanties ; dat deze aangelegenheden bovendien van zeer technische aard zijn die een onderzoek en beoordelingen van diezelfde aard vergen ;
Dat het dan ook in het belang van de gemeente past om eenzelfde derde aan te stellen teneinde de verschillende vertegenwoordigers van de verkopende gemeenten bij te staan en te vertegenwoordigen ;
Overwegende dat dit aan het kantoor SIMONT BRAUN dient te worden toevertrouwd ;
Dat deze als advocatenkantoor beter uitgerust is om dergelijke zaken te behandelen, voor te bereiden en een voorstel op te stellen ;
Dat vermits dit kantoor de betrokken operatie vanaf het begin heeft opgevolgd en begeleid en deelgenomen heeft aan de onderhandelingen over de Overeenkomst en de behandeling van de daarmee gepaarde aangelegenheden, het tevens het meest geschikt is om gevolg te geven aan de aanspraken van ENODIA en dat het de enige is die dat zo doeltreffend kan doen binnen voormelde strikte termijnen, dankzij de grondige kennis van de Overeenkomst en de ingewikkelde regelen ervan, alsmede van de meer algemene context ;
Dat wegens de reeds verworven deskundigheid en kennis op dat gebied, die uiterst specifiek en niet verwisselbaar of door anderen vervangbaar voorkomt, dit kantoor uitsluitend in staat blijkt om met de vereiste en gewenste snelheid en expertise in te gaan op de aanspraken die aan ENODIA zouden gericht worden zodra de totstandkoming van de aanstaande overdracht ;
Dat in het licht van het voorgaande en rekening houdend met het pre-litigieuze of litigieuze karakter van zijn tussenkomst, de keuze van dit kantoor in overeenstemming is met artikel 28, § 1, eerste lid, 4°, a), en b) van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten ;
Overwegende dat de duur van de garanties zich uitstrekt tot vijf jaar na de overdracht wat basisverklaringen betreft, een eerste termijn van achttien maanden en dertig dagen voor wat andere verklaringen overeenkomstig artikel 11.2.2 van de Overdracht betreft, naast een bijzondere, en variabele, termijn voor de fiscale verklaringen ;
Dat het aangestelde kantoor met de betrokken opdracht moet worden belast voor een duur van vijf jaar of elke langere termijn die daadwerkelijk uit een gegeven garantie zou volgen ;
Dat het tevens toegelaten moet worden de aanspraken die na deze termijn voortduren, te blijven behandelen en op te volgen, onder meer in het geval van een geschil dat voor de rechter wordt gebracht ;
Dat het voor de gemeente eveneens behoort om keuze van woonplaats te doen op het kantoor SIMONT BRAUN voor alles wat de uitvoering of het beheer van de garanties uit hoofde van de Overeenkomst betreft ;
Overwegende dat, met betrekking tot de organisatie van deze bijstand, de gemeente haar vertegenwoordigers opdraagt elke aanspraak ingediend door ENODIA aan dit advocatenkantoor mee te delen binnen vierentwintig uur na ontvangst, per mailbericht

en per post ;
Dat voornoemd kantoor elke aan hem meegedeelde aanspraak en het daaraan te verlenen gevolg zal onderzoeken en een voorstel tot beslissing zal opstellen en voorleggen aan de vertegenwoordigers van de gemeente, dewelke zich over dit voorstel zullen dienen uit te spreken binnen de beknopte termijn die de in de Overeenkomst vastgestelde termijnen vergen ;
Dat, bij gebreke aan reactie binnen de aldus toebedeelde termijn, het voorgelegde voorstel geacht wordt te zijn aanvaard door de gemeente ;
Dat het uitdrukkelijke of stilzwijgende standpunt van de gemeente in aanmerking zal worden genomen in de gezamenlijke beslissing in verhouding tot het percentage dat voortvloeit uit de verdeelsleutel van de overdrachtsprijs, bepaald volgens de leidraad vastgesteld bij beraadslaging van de raad van bestuur van BRUTELE van 27 augustus 2019 en bijgewerkt bij beraadslaging van hetzelfde orgaan van 19 januari 2021, waarmee de Raad in zijn voormelde beraadslaging heeft ingestemd, waarbij de beslissing die door alle gemeenten die voordien vennoot waren van BRUTELE (zoals vermeld in bijlage 1 van de Overeenkomst) over de betrokken aanspraak zal worden genomen met een gewone meerderheid van de gewogen stemmen die deze verschillende gemeenten vertegenwoordigen met toepassing van de voormelde verdeelsleutel ;
Overwegende dat het eveneens behoort het hierbij aangestelde kantoor toe te staan bij de uitoefening van zijn opdracht de nodige adviezen in te winnen en te dien einde derden die het verkiest aan te stellen, onder meer een revisor voor boekhoudkundige en financiële aangelegenheden of raadslieden voor operationele, fiscale of sociale zaken en voor wat beslissingen betreft in verband met het beheer van de intercommunale BRUTELE vóór de datum van overdracht ;
Dat het behoort de bezoldiging voor de uitoefening van deze opdracht vast te leggen ;
Dat na overleg van BRUTELE met dit kantoor, het zijn opdracht zal uitvoeren mits de volgende uurlonen :

- 400,00 EUR voor een partner ;
- 300,00 EUR een advocaat die geen partner is en sinds tien jaar of meer ingeschreven is bij de balie ;
- 200,00 EUR voor alle andere advocaten ;

Dat deze uurlonen met inbegrip van kosten begrepen worden, exclusief B.T.W. (momenteel vastgesteld op 21 %) of tegen kostprijs gefactureerde onkosten, en jaarlijks, op 1 januari van elk jaar volgend op de tot stand gekomen overdracht, geïndexeerd zullen worden aan de schommeling van het indexcijfer voor de consumptieprijzen, waarbij het basisindexcijfer overeenkomt met dat van de maand voorafgaand aan de aanstaande overdracht zoals bedoeld in artikel 8.1 van de Overeenkomst ;
Dat deze uurlonen verantwoord voorkomen gelet op de betrokken bedragen, het complexe karakter van de operatie en van de contractuele voorwaarden, alsook gelet op de technische aard van de vragen die de aanspraken zouden doen rijzen ;
Dat de bezoldiging van de raadslieden waarmee het aangestelde kantoor zich zal laten bijstaan, vastgesteld zal worden volgens de gebruikelijke voorwaarden in deze zaken, rekening houdend met hogervermelde uurlonen of de gebruikelijke praktijken van deze externe raadslieden indien zij in het raam van deze operatie reeds als raadslieden van BRUTELE, ENODIA of NETHYS en VOO zijn opgetreden ;
Dat het in verband hiermee ook behoort te zorgen voor de tenlasteneming van een eventueel aandeel in de advieskosten die ENODIA of haar dochteronderneming NETHYS zouden maken en die betrekking hebben op het beheer van de beroepen op garanties of aanspraken die de activiteiten van BRUTELE en VOO gemeenschappelijk zouden hebben ;

Dat deze lasten door de gemeente zullen worden gedragen naar rato van voormelde verdeelsleutel ;
Overwegende dat het past, teneinde de kosten te dragen in verband met de bijstand of vertegenwoordiging van de gemeente die bij huidige beraadslaging wordt geregeld, op het gedeelte van de uiteindelijke prijs niet gekantonneerd blijft in toepassing van artikel 3.4.3 van de Overeenkomst (i) een bedrag van 750.000,00 EUR, exclusief B.T.W. (907.500,00 EUR, B.T.W. inclusief), voor te behouden en te consigneren (hierna het "Voorbehouden en Geconsigneerde Bedrag voor de Opdracht van het Advocatenkantoor"), zijnde ongeveer 0,32 procent van de uiteindelijke prijs bedoeld in de artikelen 3.1.2 en 3.4 van de Overeenkomst, en (ii) een bedrag van 30.000,00 EUR, exclusief B.T.W. (36.300,00 EUR, B.T.W. inclusief), voor te behouden en te consigneren (hierna het "Voorbehouden en Geconsigneerde Bedrag voor de Opdracht van de Notaris") ;
Dat het Voorbehouden en Geconsigneerde Bedrag voor de Opdracht van het Advocatenkantoor de kosten omvat voor de bijstand van derden op wie het beroep doet (revisors, raadslieden voor operationele, fiscale, sociale zaken of inzake beheer, enz.) en zal worden vrijgegeven aan de hand van de door het aangestelde kantoor verstuurde ereloonstaten met opgave van de uitgevoerde verrichtingen, die zijn prestaties en in voorkomend geval die van de door dit kantoor aangestelde derden omvat ;
Dat de prestaties die redelijkerwijze verwacht mogen worden inzake deze adviestaken en inzake het behartigen van de belangen van de gemeente op gemiddeld 25 uur per maand, in een eerste fase, en vervolgens op gemiddeld 16u40 per maand, in een tweede fase, tegen een gemiddeld uurloon van 300,00 EUR, exclusief B.T.W., kunnen worden gewaardeerd ; Dat tevens rekening dient te worden gehouden met de niet-indrukbare kosten en de beschikbaarheid die vereist is om deze opdracht uit te voeren;
Dat op grond hiervan en teneinde een voorspelbaarheid te verzekeren wat deze kosten betreft, een forfaitair bedrag dient te worden toegekend, vanaf de aanstaande overdracht en per trimestriële vervalperiode, ten belope van 7.500,00 EUR, exclusief B.T.W. (tegenwoordig 9.075,00 EUR, B.T.W. inclusief), voor de eerste negentien maanden en vervolgens 5.000,00 EUR, exclusief B.T.W. (tegenwoordig 6.050,00 EUR, B.T.W. inclusief), voor de daaropvolgende maanden, tot beëindiging van de opdracht zoals hoger bepaald ;
Dat deze forfaitaire bedragen in overeenstemming zijn met de omvang van de belangen en de betrokken bedragen in het kader van de garanties (met name 10 % van de totale definitieve prijs die aan de gemeente-vennoten van BRUTELE toekomen), en representatief blijken voor de werklast die met de opdracht gepaard gaat ; Dat deze forfaitaire bedragen slechts minder dan de helft vertegenwoordigen van het Voorbehouden en Geconsigneerde Bedrag voor de Opdracht van het Advocatenkantoor zoals hoger bedoeld en deze voorraad niet in gevaar brengt ;
Dat deze maandelijkse bedragen bovendien verschillen naargelang zij betrekking hebben op de eerste garantieperiode, die zowel de basis- als de andere garanties dekt, of op de daaropvolgende periode, die slechts hoofdzakelijk de eerste betreft, en op dezelfde wijze zullen worden geïndexeerd als hoger gesteld inzake de uurlonen ;
Dat indien echter de verrichte prestaties belangrijker blijken dan voormelde forfaitaire waardering, zij overeenkomstig de hierboven goedgekeurde uurlonen en regelingen worden bezoldigd ;
Overwegende dat, indien het Voorbehouden en Geconsigneerde Bedrag voor de Opdracht van het Advocatenkantoor beneden de 75.000,00 EUR, exclusief B.T.W. (tegenwoordig 90.750,00 EUR, B.T.W. inclusief), dreigt te dalen, een oproep tot middelen, op instructie van het aangestelde kantoor, ingediend zal moeten worden bij de verschillende gemeenten die voorheen vennoot waren van BRUTELE, zoals vermeld in bijlage 1 bij de Overeenkomst, die elk deze kosten zullen dragen volgens voormelde verdeelsleutel van de overdrachtsprijs ;

Dat, in geval van ontoereikendheid van het bedrag dat bestemd is voor de bezoldiging van het weerhouden kantoor of de door haar aangestelde externe raadslieden, deze laatsten hun diensten kunnen opschorten, zonder enige aansprakelijkheid, tot na aanvulling van het bedrag dat hun verrichte diensten en de hierboven omschreven maandelijkse voorzieningen voor drie verdere maanden dekt ;
Overwegende dat het aldus aangewezen kantoor over de uitoefening van zijn opdracht verslag zal uitbrengen middels het opsturen, binnen de maand na verval van elk kwartaal, van een verslag over de vordering van zijn opdracht, en dat alleszins het saldo van de in het raam van de garanties nog beschikbare bedragen, de stand van de in rekening gebrachte facturen en het saldo van de bedragen die beschikbaar blijven aan de hand van de te dien einde voorbehouden en geconsigneerde bedragen, opgeeft op grond van de inlichtingen waarover het kantoor beschikt ;
Dat, bij gebreke aan bezwaar van de gemeente dat naar behoren gemotiveerd en verstuurd wordt naar het aangestelde advocatenkantoor bij aangetekend schrijven binnen dertig dagen na ontvangst van voormeld kwartaalverslag, de verleende prestaties en de ereloon- of kostenstaten opgenomen in dit verslag geacht worden aanvaard te zijn, onverminderd het hierna bepaalde ;
Overwegende dat, in het geval van geschil betreffende de aangerekende handelingen of van betwisting van de prestaties verleend door of op verzoek van het advocatenkantoor, als volgt gehandeld wordt :

i. het advocatenkantoor stelt het bezwaar verstuurd door de betrokken gemeente(n) ter kennis van de andere gemeenten, die dan over een termijn van dertig dagen beschikken om hun standpunt kenbaar te maken ;
ii. indien het bezwaar gedeeld wordt door die andere gemeenten, dient hun bezwaar binnen de in het vorige punt vermelde termijn te worden gemotiveerd ; bij gebreke daarvan wordt het bezwaar als onbestaande beschouwd ;
iii. het gemotiveerde bezwaar van de gemeente binnen de voormelde termijnen zal worden in aanmerking genomen in verhouding tot het aandeel van de verdeelsleutel bedoeld in artikel 4, (i), en dient binnen de in punt (iii) gestelde termijn een gewone meerderheid van de gewogen stemmen die deze verschillende gemeenten vertegenwoordigen te verkrijgen, bij gebreke waarvan het bezwaar als onbestaande wordt beschouwd ;
iv. in geval van met redenen omklede bezwaren die de in het vorige punt bedoelde meerderheid verkrijgen binnen de vermelde termijn, komen de betrokken partijen bijeen om het geschil te regelen ;

Dat indien het geschil niet geregeld wordt binnen dertig dagen na ontvangst van de bezwaren die een meerderheid zoals bepaald hebben verkregen, het voormeld kantoor alsmede de derden dat het desgevallend heeft aangesteld de uitoefening van hun opdracht kunnen opschorten of beëindigen totdat het geschil wordt geregeld, zonder enige aansprakelijkheid uit hoofde hiervan op te lopen ;
Overwegende dat het, met het oog op de tenuitvoerlegging van artikel 3.4 van de Overeenkomst, eveneens aangewezen is om een vertegenwoordiger aan te stellen die ingevolge de overdracht wordt belast met de verdeling van de voor de voor vrijgave vatbare prijs die wordt ontvangen voor de overdracht van de aandelen tussen de verschillende betrokken gemeenten en de betaling van het aan elk van hen toekomende aandeel overeenkomstig de verdelingsbeginselen die zij hebben onderschreven en die vastgesteld werden in de beraadslaging van de raad van bestuur van BRUTELE van 27 augustus 2019, zoals bijgewerkt in de beraadslaging van hetzelfde orgaan van 19 januari 2021, alsmede artikel 3.4 van de Overeenkomst en het beheer van het bedrag dat is voorbehouden om de kosten in verband met het optreden van de notaris en van het aangestelde advocatenkantoor te dekken ;
Dat het te dien einde past notaris Peter Van MELKEBEKE, te Brussel aan te stellen,

die zijn ambt uitoefent in de vennootschap "BERQUIN Notarissen", de gebruikelijke ambtsverlener van BRUTELE in deze zaken, of elke andere notaris die vennoot is in voormeld notaris kantoor, die in de uitoefening van zijn wettelijke opdrachten reeds handelingen verricht heeft met het oog op de komende overdracht, zoals de vaststelling van de verdeling van de aandelen van BRUTELE en de vastgoedopzoekingen van de overgedragen activa, waarvan de huidige handelingen het vervolg vormen ;
Dat het verder behoort om hem op te dragen :

i. op een afzonderlijke rubriekrekening van zijn kantoor (i) het Voorbehouden en Geconsigneerde Bedrag voor de Opdracht van het Advocatenkantoor bestemd voor de uitbetaling van de diensten van het advocatenkantoor belast met de behandeling van de beroepen tot de garanties en van de derden die het aanstelt en (ii) de Voorbehouden en Geconsigneerde Bedrag voor de Opdracht van de Notaris bestemd voor de prestaties van de notaris waarvan hoger sprake, in te houden ;
ii. aan de hand van de overlegging van passende facturen, over te gaan tot driemaandelijkse betaling door afname op het Voorbehouden en Geconsigneerde Bedrag voor de Opdracht van het Advocatenkantoor, zo nodig vermeerderd met eventuele oproepen tot aanvulling, van de door deze dienstverlener verstuurde kwartaalstaten alsmede van de minimale forfaitaire bedragen die aan deze dienstverlener verschuldigd zijn en, indien nodig, de oproepen ter voldoende aanvulling van de rubriekrekening zoals hoger aangegeven, te vervullen ;
iii. in naam en voor rekening van de gemeente na te gaan of de ereloonstaten die door voornoemd kantoor en de derden die het desgevallend aanstelt, alle wettelijke vermeldingen opnemen ;

Dat deze taken nauw verband houden met de operatie en overdracht waartoe de aangestelde notaris zijn ambt zal verlenen ;
Dat het tevens toekomt te voorzien in de te ondertekenen escrow-overeenkomst, waarvan het model opgenomen wordt in bijlage 14 bij de Overeenkomst, dat de opeenvolgende vrijgaven van de definitieve prijzen overgeschreven worden op een rubriekrekening geopend op naam van het kantoor van de notaris belast met de verdeling van de prijs ;
Dat de aangestelde notaris verder aan het verkozen advocatenkantoor, ter opmaak van zijn kwartaalverslag waarvan hoger sprake, binnen de acht dagen van iedere beweging of reeks bewegingen, het saldo zal meedelen van de bedragen die beschikbaar blijven met betrekking tot de voorbehouden en geconsigneerde sommen op de rubriekrekening van zijn kantoor, alsmede van alle ontvangen bedragen uit hoofde van de uitvoering van de gesloten escrow-overeenkomst ;
Dat, na overleg met notaris Peter Van MELKEBEKE, de volgende emolumenten ten laste van de gemeente moeten worden voorzien rekening houdend met de reeds vermelde verdeelsleutel :

- 2.000,00 EUR, af te nemen op het Voorbehouden en Geconsigneerde Bedrag voor de Opdracht van de Notaris, zo nodig vermeerderd met eventuele oproepen tot aanvulling, voor de globale opdracht die aan de notaris is toevertrouwd waarvan hoger sprake ;
- 150,00 EUR, af te nemen op het Voorbehouden en Geconsigneerde Bedrag voor de Opdracht van de Notaris, zo nodig vermeerderd met eventuele oproepen tot aanvulling, voor elke driemaandelijkse overschrijving met betrekking tot de uitbetaling van de diensten van het kantoor belast met de behandeling van de beroepen op de garantie, en van de derden die het aanstelt ;

• 150,00 EUR, af te nemen op het Voorbehouden en Geconsigneerde Bedrag voor de Opdracht van de Notaris, zo nodig vermeerderd met eventuele oproepen tot aanvulling, voor elke overschrijving ten behoeve van de gemeente betreffende :

i. de uitbetaling van de overdrachtsprijs die op de dag van de overdracht kan worden vrijgegeven aan de betrokken gemeenten overeenkomstig de verdeelsleutel ;
ii. de uitbetaling van de vrijgegeven onderdelen van het aandeel van de prijs (10 %) dat wordt gekantonneerd overeenkomstig artikel 3.4.3 van de Overeenkomst na vrijgave daarvan, aan de betrokken gemeenten overeenkomstig de bepalingen uit artikel 5.1.2 van de model escrow-overeenkomst opgenomen in bijlage 14 bij de Overeenkomst en overeenkomstig de verdeelsleutel ;
iii. na afloop van de in de Overeenkomst bedoelde garantieperiode en voor zover er geen verdere gerechtelijke of administratieve procedures lopen, de verdeling van het saldo van het/de bedrag(en) ingehouden ter dekking van de erelonen van het advocatenkantoor en de notaris, na aftrek van hun eindafrekeningen, tussen de verschillende betrokken gemeenten overeenkomstig de verdeelsleutel ;

• 500,00 EUR, af te nemen op het Voorbehouden en Geconsigneerde Bedrag voor de Opdracht van de Notaris, zo nodig vermeerderd met eventuele oproepen tot aanvulling, voor elke toepassing van de procedure van oproep tot aanvulling ;

Deze emolumenten worden begrepen exclusief B.T.W. (momenteel vastgesteld op 21%);
Overwegende dat het nazicht op de facturen van het advocatenkantoor door de aangestelde notaris een *prima facie* toezicht is (en m.n. geen onderzoek van de inhoud van de facturen, noch van de daarop betrekking hebbende prestatie of handelingen inhoudt) ;
Dat na afloop van de in de Overeenkomst bedoelde garantieperiode en voor zover er geen verdere gerechtelijke of administratieve procedures lopen, het saldo van het/de bij de notaris geconsigneerde bedrag(en) ter dekking van de erelonen van het advocatenkantoor en die van de notaris, na aftrek van hun eindafrekeningen, tussen de verschillende betrokken gemeenten wordt verdeeld overeenkomstig de verdelingsbeginselen die zij hebben onderschreven en die vastgesteld werden in de beraadslaging van de raad van bestuur van BRUTELE van 27 augustus 2019, zoals bijgewerkt in de beraadslaging van hetzelfde orgaan van 19 januari 2021 ;
Overwegende tenslotte dat het behoort om, zoals vermeld in de beraadslaging van de Raad, het beheer van de Basisraming na overdracht en van de hieruit volgende financiële stromen overeenkomstig artikel 16, inzonderheid 16.2 en 16.3 van de Overeenkomst, te regelen ;
Dat het met oog hierop past volmacht te verlenen aan BRUTELE, handelend middels haar raad van bestuur, of elke andere persoon aangesteld door deze laatste vóór de overdracht, om met ENODIA de voorwaarden overeen te komen voor het beheer van de in artikel 16.2.2 van de Overeenkomst bedoelde Basisraming en de daaruit voortvloeiende financiële stromen overeenkomstig artikel 16.3 van de Overeenkomst, voor de duur van dit beheer, met inbegrip van de aanstelling van de beheerder en, in voorkomend geval, diens vervanging ;
Dat deze volmacht tevens, in naam en voor rekening van de gemeente, de deelname aan de voorstellingsvergaderingen met de aangestelde beheerder, de beoordeling van diens opdrachtverslagen en de behandeling van de herwaarderingen bedoeld bij artikel

16.3 van de Overeenkomst, omvat ;
BIJ DEZE BESCHOUWINGEN :
BESLUIT :
Artikel 1 :
Een bedrag van 907.500,00 EUR, B.T.W. inclusief (750.000,00 EUR exclusief B.T.W.), en van 36.300,00 EUR, B.T.W. inclusief (30.000,00 EUR, exclusief B.T.W.), te laten consigneren en voor te behouden, op het aandeel van de definitieve prijs dat op de datum van overdracht kan worden vrijgegeven ten behoeve van de gemeente zoals bedoeld in artikel 3.4 van de Overeenkomst, ter dekking van de kosten en vergoedingen die voortvloeien uit de artikelen 3 en 5 hierna.
Bij de verschillende gemeenten die voorheen vennoot waren van BRUTELE, zoals opgenomen in bijlage 1 bij de Overeenkomst, tot oproep van middelen te doen overgaan indien het aldus geconsigneerde bedrag lager dreigt te worden dan 75.000,00 EUR, exclusief B.T.W. (hetzij tegenwoordig 90.750,00 EUR, B.T.W. inclusief), waarbij elk van deze gemeenten de kosten draagt die volgens de verdeelsleutel van toepassing zijn op de in artikel 4, (i), hierna bedoelde verdeling van de overdrachtsprijs, en de opgeroepen middelen binnen zestig dagen na oproep volstort moeten worden.
Artikel 2 :
Het advocatenkantoor SIMONT BRAUN, met maatschappelijke zetel gevestigd te 1050 Brussel, Louizalaan 250 bus 10, en ingeschreven bij de Kruispuntbank van Ondernemingen onder het nummer 0466.896.335 op te dragen :

i. de gemeente bij te staan bij de behandeling van de door ENODIA ingediende aanspraken zoals bedoeld in artikel 21.2.7 van de Overeenkomst, en de daartoe aangewezen vertegenwoordigers van de gemeente te vertegenwoordigen, overeenkomstig de voormelde voorwaarden en bepalingen ;
ii. iedere aanspraak die aan voormeld kantoor meegedeeld wordt en het daaraan te verlenen gevolg te onderzoeken, met dien verstande dat dit kantoor beroep kan doen op raadslieden van zijn eigen keuze om het in te lichten over bepaalde bijzondere onderdelen van de bedoelde garanties ;
iii. een voorstel tot een beslissing over de aanspraken op te stellen en voor te leggen aan de vertegenwoordigers van de gemeente, die daarover binnen de gestelde termijn zullen dienen te oordelen, bij gebreke waarvan het voorstel wordt geacht aanvaard te zijn, en met dien verstande dat het, uitdrukkelijke of stilzwijgende, standpunt van de gemeente in verhouding tot het percentage dat voortvloeit uit de verdeelsleutel vermeld in artikel 4, (i), hierna in aanmerking wordt genomen inzake de gemeenschappelijke beslissing die door alle gemeenten die voordien vennoot waren van BRUTELE genomen moet worden bij gewone meerderheid op grond van de aldus gewogen stemmen van elk onder hen ;
iv. dit alles voor een duur van vijf jaar vanaf de datum van de in artikel 8.1 van de Overeenkomst bedoelde overdracht of elke andere en langere periode die daadwerkelijk uit een verleende garantie zou voortvloeien, waarbij deze opdracht verlengd wordt met de tijd die nodig is voor het beheer of de behandeling van aanspraken die tijdens voormelde periode werden ingediend;
v. verslag uit te brengen over zijn opdracht middels versturing aan de gemeente binnen de maand na verval van elk kwartaal van een verslag met vermelding van de vordering van zijn opdracht en opname van het saldo van de in het raam van de garanties nog beschikbare bedragen, de stand van de in rekening gebrachte facturen en het saldo van de bedragen die beschikbaar blijven aan de hand van de te dien einde voorbehouden en geconsigneerde bedragen, op grond van de informatie waarover het beschikt en meegedeeld door de notaris

krachtens artikel 4 (viii){C}{C} hierna.

De reeds aangewezen vertegenwoordigers van de gemeente op te dragen elke aanspraak meegedeeld door ENODIA binnen vierentwintig uur na ontvangst per e-mail en per post aan voornoemd advocatenkantoor mee te delen ;
Woonplaats van de gemeente te vestigen binnen het kantoor SIMONT BRAUN voor al hetgeen verband houdt met de uitvoering of het beheer van de garanties uit hoofde van de Overeenkomst.

Artikel 3 :

Dit kantoor voor de uitoefening van haar aldus omschreven opdracht te bezoldigen op grond van de volgende uurlonen, inclusief kosten en onkosten gefactureerd tegen kostprijs :

- 400,00 EUR, exclusief B.T.W. (484,00 EUR, inclusief B.T.W.), voor een partner ;
- 300,00 EUR, exclusief B.T.W. (363,00 EUR, inclusief B.T.W.), voor een niet-partner-advocaat die tien jaar of langer advocaat is ;
- 200,00 EUR, exclusief B.T.W. (242,00 EUR, inclusief B.T.W.), voor elke andere advocaat van genoemd kantoor.

De derden die dit kantoor in de uitoefening van zijn opdracht voor bepaalde bijzondere aangelegenheden noodzakelijk acht aan te stellen, volgens de in deze domeinen gebruikelijke voorwaarden, rekening houdend met voormelde tarieven, te bezoldigen.
Vanaf de aanvang van deze opdracht en per kwartaalvervaldatum, een vast bedrag van minimaal 7.500,0EUR, exclusief B.T.W. (tegenwoordig 9.075,00 EUR, B.T.W. inclusief) per maand voor de eerste negentien maanden en 5.000,00 EUR, exclusief B.T.W. (tegenwoordig 6.050,00 EUR, B.T.W. inclusief), voor de daaropvolgende maanden toe te kennen ter dekking van de verwachte handelingen, de niet-indrukbare kosten en de vereiste beschikbaarheid.
De procedure in geval van geschil betreffende de aangerekende handelingen of van betwisting van de prestaties verleend door het advocatenkantoor, vast te stellen als volgt :

i. elk bezwaar van de gemeente dient binnen dertig dagen na ontvangst van het in artikel 2, (v), bedoelde kwartaalverslag bij aangetekend schrijven aan het aangestelde advocatenkantoor te worden meegedeeld en naar behoren te worden gemotiveerd ; bij gebreke daarvan worden de verleende prestaties en de ereloon- of kostenstaten opgenomen in dit verslag geacht aanvaard te zijn, onder voorbehoud van punt (ii) hierna ;
ii. in geval van bezwaar van een of meer van de betrokken gemeenten binnen de termijnen en naar de vorm bepaald in het vorige punt, brengt het verkozen advocatenkantoor dit bezwaar ter kennis aan de andere gemeenten, die over een termijn van dertig dagen beschikken om hun standpunt kenbaar te maken; (iii) indien het bezwaar gedeeld wordt door die andere gemeenten dient hun bezwaar binnen de in het vorige punt vermelde termijn te worden gemotiveerd ; bij gebreke daarvan wordt het bezwaar als onbestaande beschouwd ;
iii. indien het bezwaar door deze andere gemeenten wordt gedeeld, moet hun bezwaar binnen de in het vorige punt genoemde termijn worden gemotiveerd en wordt het anders als nietig beschouwd ;
iv. het gemotiveerde bezwaar van de gemeente wordt binnen de voormelde termijnen in aanmerking genomen in verhouding tot het aandeel van de verdeelsleutel bedoeld in artikel 4, (i), en dient binnen de in punt (iii) gestelde

termijn een gewone meerderheid van de gewogen stemmen die deze verschillende gemeenten vertegenwoordigen, te verkrijgen, bij gebreke waarvan het bezwaar als onbestaande zal worden beschouwd ;

v. in geval van met redenen omklede bezwaren die de in het vorige punt bedoelde meerderheid verkrijgen binnen de vermelde termijn, komen de betrokken partijen bijeen om het geschil te regelen ;

vi. indien het geschil niet wordt geregeld binnen dertig dagen na ontvangst van de bezwaren die een meerderheid zoals bepaald hebben verkregen, kunnen voormeld kantoor alsmede de derden dat het desgevallend heeft aangesteld de uitoefening van hun opdracht opschorten of beëindigen totdat het geschil wordt geregeld, zonder op grond hiervan enige aansprakelijkheid op te lopen.

Artikel 4 :

De notaris Peter Van MELKEBEKE, te Brussel, die zijn ambt uitoefent in de vennootschap "BERQUIN Notarissen", met kantoor gevestigd is te 1000 Brussel, Lloyd Georgelaan 11 en ingeschreven bij de Kruispuntbank van Ondernemingen onder het nummer 0474.073.840, of enige andere notaris vennoot binnen voormeld kantoor, aan te stellen voor dezelfde duur als bedoeld in artikel 2, (iv){C}{C} hierboven teneinde, in naam en voor rekening van de gemeente :

i. overeenkomstig artikel 3.4.1 van de Overeenkomst, de overdrachtsprijs die op de dag van de overdracht kan worden vrijgegeven, te verdelen volgens de sleutel waarvan de leidraad vastgesteld werd door de beraadslaging van de raad van bestuur van BRUTELE van 27 augustus 2019 en bijgewerkt door beraadslaging van hetzelfde orgaan van 19 januari 2021, waarmee de Raad heeft ingestemd in zijn voormelde beraadslaging, en het aandeel dat toekomt aan de gemeente uit te betalen, onder voorbehoud van de hierna bedoelde consignatie voor kosten ;

ii. het aandeel van de prijs (10%) dat overeenkomstig artikel 3.4.3 van de Overeenkomst gekantonneerd blijft, na vrijgave te verdelen naar rato van de gedeelten die worden vrijgegeven overeenkomstig de bepalingen uit artikel 5.1.2 van de model escrow-overeenkomst opgenomen in bijlage 14 bij de Overeenkomst, volgens de daarin gestelde voorwaarden en de verdeelsleutel bedoeld in het vorige punt ;

iii. na te gaan of de prestatiestaten verstuurd door het kantoor SIMONT BRAUN in het raam van zijn opdracht alle wettelijke vermeldingen opnemen ;

iv. een *prima facie* toezicht door te voeren van de facturen verstuurd door het kantoor SIMONT BRAUN (d.w.z. niet een nazicht van de inhoud van de facturen, noch van de daarmee gepaard gaande diensten of handelingen) en in geval van onenigheid, de zaak met het kantoor SIMONT BRAUN te regelen ;

v. op het vrij te geven aandeel van de prijs op de datum van de overdracht (i) het bedrag van 907.500,00 EUR, B.T.W. inclusief, (hetzij 750.000,00 EUR, exclusief B.T.W., zijnde het Voorbehouden en Geconsigneerde Bedrag voor de Opdracht van het Advocatenkantoor) in te houden op een rubriekrekening van zijn kantoor voor de uitbetaling van de ereloonstaten verstuurd door het kantoor SIMONT BRAUN, die zijn eigen prestaties en in voorkomend geval diegene van de derden die het aanstelt om het bij te staan omvat, en (ii) de som van 36.300,00 EUR, B.T.W. inclusief, (hetzij 30.000,00 exclusief B.T.W., zijnde het Voorbehouden en Geconsigneerde Bedrag voor de Opdracht van de Notaris) in te houden op de bedoelde rubriekrekening ter dekking van zijn eigen emolumenten ;

vi. mits voorlegging van passende facturen, over te gaan tot driemaandelijkse uitbetaling van de kwartaalstaten verstuurd door dit kantoor en de in artikel 3 bedoelde forfaitaire bedragen, door afname op het Voorbehouden en Geconsigneerde Bedrag voor de Opdracht van het Advocatenkantoor,

desgevallend vermeerderd met eventuele oproepen tot aanvulling ;

vii. over te gaan, op instructie van het kantoor SIMONT BRAUN, tot de eventuele oproepen tot aanvulling waarvan sprake in hoger artikel 1, tweede lid ;

viii. met het oog op de opmaak van het kwartaalverslag bedoeld in artikel 2, (v), binnen de acht dagen van iedere beweging of reeks bewegingen, aan het kantoor SIMONT BRAUN het saldo mee te delen van de bedragen die nog beschikbaar blijven met betrekking tot de voorbehouden en geconsigneerde bedragen op de rubriekrekening van zijn kantoor, en van alle ontvangen bedragen uit hoofde van de uitvoering van de gesloten escrow-overeenkomst ;

ix. na afloop van de in de Overeenkomst bedoelde periode voor garanties en voor zover er geen verdere gerechtelijke of administratieve procedures hangende zijn, het saldo van het (de) geconsigneerde bedrag(en) ter dekking van de erelonen van het advocatenkantoor en van de notaris, na aftrek van hun eindafrekeningen, te verdelen tussen de verschillende betrokken gemeenten volgens de verdelingsbeginselen die zij hebben onderschreven en vastgesteld worden in de beraadslaging van de raad van bestuur van BRUTELE van 27 augustus 2019, zoals bijgewerkt door de beraadslaging van hetzelfde orgaan van 19 januari 2021 ;

x. alle stappen en maatregelen te treffen die nuttig zijn voor de uitoefening van de hierboven beschreven opdracht.

Aan voormelde notaris, de identiteit van de voordien aangewezen vertegenwoordigers van de gemeente zowel als de informatie met betrekking tot bankrekening van de gemeente waarop elke vrijgave of betalingen op grond van de huidige beraadslaging zal uitgevoerd worden.

Artikel 5 :

De emolumenten die aan de aldus aangestelde notaris verschuldigd voor de uitoefening van zijn in artikel 4 omschreven opdracht, vast te stellen als volgt :

- 2.000,00 EUR, af te nemen op het Voorbehouden en Geconsigneerde Bedrag voor de Opdracht van de Notaris, zo nodig vermeerderd met eventuele oproepen tot aanvulling, voor de globale opdracht die aan de notaris is toevertrouwd waarvan hoger sprake ;
- 150,00 EUR, af te nemen op het Voorbehouden en Geconsigneerde Bedrag voor de Opdracht van de Notaris, zo nodig vermeerderd met eventuele oproepen tot aanvulling, voor elke driemaandelijkse overschrijving met betrekking tot de uitbetaling van de diensten van het kantoor belast met de behandeling van de beroepen op de garantie en van de derden die het aanstelt ;
- 150,00 EUR, af te nemen op het Voorbehouden en Geconsigneerde Bedrag voor de Opdracht van de Notaris, zo nodig vermeerderd met eventuele oproepen tot aanvulling, voor elke overschrijving ten behoeve van de gemeente betreffende

    i. de uitbetaling van de prijs van overdracht die op de dag daarvan kan worden vrijgegeven aan de betrokken gemeenten overeenkomstig de verdeelsleutel ;

    ii. de uitbetaling van de vrijgegeven onderdelen van het aandeel van de prijs (10 %) dat wordt gekantonneerd overeenkomstig artikel 3.4.3 van de Overeenkomst na vrijgave daarvan, aan de betrokken gemeenten overeenkomstig de bepalingen uit artikel 5.1.2 van de model escrow-overeenkomst opgenomen in bijlage 14 bij de Overeenkomst en overeenkomstig de verdeelsleutel ;

    iii. na afloop van de in de Overeenkomst bedoelde periode voor garanties

en voor zover er geen verdere gerechtelijke of administratieve procedures hangende is, de verdeling van het saldo van het/de bedrag(en) ingehouden ter dekking van de erelonen van het advocatenkantoor en de notaris, na aftrek van hun eindafrekeningen, tussen de verschillende betrokken gemeenten overeenkomstig de verdeelsleutel ;

- 500,00 EUR, af te nemen op het Voorbehouden en Geconsigneerde Bedrag voor de Opdracht van de Notaris, zo nodig vermeerderd met eventuele oproepen tot aanvulling, voor elke toepassing van de procedure van oproep tot aanvulling.

Deze emolumenten worden begrepen exclusief B.T.W. (momenteel vastgesteld op 21%).

Artikel 6 :

Dat de in de artikelen 3 en 5 bedoelde bedragen op 1 januari van elk jaar geïndexeerd worden rekening houdend met de schommelingen van het indexcijfer van de consumptieprijzen, waarbij het basisindexcijfer overeenkomt met dat van de maand voorafgaand aan de aanstaande overdracht zoals bedoeld in artikel 8.1 van de Overeenkomst.

Dat in geval van ontoereikendheid van het in artikel 1 bedoelde geconsigneerd bedrag dat bestemd is voor de bezoldiging van het advocatenkantoor of de derden die het aanstelt en de notaris vermeld in de artikelen 2 en 4, deze laatsten, ieder voor wat hen betreft, hun optreden kunnen opschorten totdat het bedrag dat de verrichte handelingen en de in artikel 3, lid 3, omschreven maandelijkse provisies dekt, voor de volgende drie maanden is aangevuld, zonder hiervoor op enige wijze aansprakelijk te kunnen worden gesteld.

Artikel 7 :

In het kader van het beheer van de Basisraming overeenkomstig artikel 16 van de Overeenkomst, volmacht te verlenen aan BRUTELE, handelend middels haar raad van bestuur, of elke andere persoon aangesteld door deze laatste vóór de overdracht, teneinde :

i. met ENODIA de voorwaarden overeen te komen voor het beheer van de in artikel 16.2.2 van de Overeenkomst bedoelde Basisraming en de daaruit voortvloeiende financiële stromen overeenkomstig artikel 16.3 van de Overeenkomst, voor de duur van dit beheer ;
ii. in naam en voor rekening van de gemeente, deel te nemen aan de voorstellingsvergaderingen met de aangestelde beheerder, diens opdrachtverslagen te beoordelen en de herwaarderingen bedoeld bij artikel 16.3 van de Overeenkomst te behandelen ;
iii. alle stappen, maatregelen en handelingen te treffen en alle documenten te ondertekenen die bijdragen tot en verband houden met de hoger beschreven doeleinden, onder de voorwaarden bepaald in de Overeenkomst en de verschillende bijlagen daarbij.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.
27 stemmers : 27 positieve stemmen.

25.04.2023/A/0003 **CC - Contentieux - Urbanisme - Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 01.12.2022 - Classement du talus de l'ancienne halte Woluwe-Avenue sise avenue de Tervueren 368 - Requête en annulation devant le Conseil d'Etat par la S.R.L. PARMENTIER DEVELOPMENT - Intervention**

volontaire - Autorisation d'ester en justice

LE CONSEIL,
Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 270 ;
Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 09.05.2019 décidant d'initier une procédure de classement comme « site » du talus de l'ancienne halte Woluwe-Avenue sise avenue de Tervueren 368, 1150 Bruxelles ;
Considérant que le Collège a formellement demandé l'ouverture de cette procédure de classement au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale en date du 21.05.2019, conformément à l'article 222 § 1, 3° du Co.B.A.T. ;
Vu l'arrêté du 01.12.2022 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale classant comme site le talus de l'ancienne halte Woluwe-Avenue ;
Considérant que la S.R.L. PARMENTIER DEVELOPMENT, titulaire d'un droit réel d'emphytéose sur le bien sis avenue de Tervueren 368, a introduit une requête en annulation devant le Conseil d'Etat contre ladite décision de classement en date du 09.03.2023 ;
Considérant que la requérante estime que la procédure de classement est manifestement irrégulière, dès lors que la Région n'a adopté aucune décision dans le délai qui lui était imparti pour ce faire ; qu'en application de l'article 222, § 5 du Co.B.A.T., si le Gouvernement n'a pas adopté de décision dans le délai imparti, la procédure est caduque de plein droit ;
Considérant qu'en outre, la requérante estime que la Région ne démontre pas que le bien qui fait l'objet du classement présente *« un intérêt historique, archéologique, artistique, esthétique, scientifique, social, technique, paysager urbanistique ou folklorique suffisant »* ; que la requérante invoque également l'absence de motivation adéquate de la décision ;
Considérant que la commune souhaite intervenir volontairement à la cause afin que la décision de classement ne soit pas annulée ;
PREND ACTE :

a. de l'arrêté du 01.12.2022 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale classant comme site le talus de l'ancienne halte Woluwe-Avenue sise avenue de Tervueren 368, 1150 Bruxelles ;
b. de la requête en annulation introduite devant le Conseil d'Etat en date du 09.03.2023 par la S.R.L. PARMENTIER DEVELOPMENT, titulaire d'un droit réel d'emphytéose sur le bien sis avenue de Tervueren 368, 1150 Bruxelles, à l'encontre dudit arrêté ;

DECIDE, vu l'urgence, d'introduire une requête en intervention volontaire devant le Conseil d'Etat dans le cadre dudit recours.

Le Conseil prend acte et approuve à l'unanimité le projet de délibération.
27 votants : 27 votes positifs.

GR - Geschillen - Stedenbouw - Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 01.12.2022 - Bescherming van het talud van het voormalige station Woluwe-Laan gelegen Tervurenlaan 368 - Beroep tot nietigverklaring bij de Raad van State door "S.R.L. PARMENTIER DEVELOPMENT" - Vrijwillige tussenkomst - Toestemming om in rechte op te treden

DE RAAD,
Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 270 ;
Gelet op het besluit van het College van Burgemeester en Schepenen van 09.05.2019

waarbij besloten wordt een procedure tot bescherming als "landschap" van het talud van het voormalige station Woluwe-Laan gelegen Tervurenlaan 368, 1150 Brussel in te leiden ;
Overwegende dat het College op 21.05.2019 de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest formeel om de inleiding van deze procedure tot bescherming heeft verzocht, overeenkomstig artikel 222 § 1, 3° van het B.W.R.O. ;
Overwegende dat de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest op 01.12.2022 een besluit heeft aangenomen waarbij het talud van het voormalige station Woluwelaan als landschap wordt beschermd ;
Overwegende dat de "S.R.L. PARMENTIER DEVELOPMENT", houder van een zakelijk recht van erfpacht op het perceel gelegen Tervurenlaan 368, een verzoek tot nietigverklaring bij de Raad van State tegen bovengenoemde beschermingsbeslissing op 09.03.2023 heeft ingediend ;
Overwegende dat de verzoekster van mening is dat de beschermingsprocedure kennelijk onregelmatig is, aangezien het Gewest geen beslissing heeft genomen binnen de daartoe gestelde termijn ; dat in toepassing van artikel 222, § 5, van het B.W.R.O. de procedure van rechtswege nietig wordt indien de Regering niet binnen de gestelde termijn een beslissing heeft genomen ;
Overwegende dat de verzoekster bovendien van mening is dat het Gewest niet aantoont dat het goed waarop de bescherming betrekking heeft, van *"voldoende historisch, archeologisch, artistiek, esthetisch, wetenschappelijk, sociaal, technisch, landschappelijk, stedenbouwkundig of volkskundig belang"* is ; dat de verzoekster zich tevens beroept op het ontbreken van een toereikende motivering van de beslissing ;
Overwegende dat de gemeente vrijwillig in de zaak wenst tussen te komen, zodat de beslissing tot bescherming niet geannuleerd wordt ;
NEEMT AKTE :

a. van het besluit van 01.12.2022 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot bescherming als landschap van het talud van het voormalige station Woluwe-Laan gelegen Tervurenlaan 368 in Sint-Pieters-Woluwe ;
b. van het verzoek tot nietigverklaring dat de "S.R.L. PARMENTIER DEVELOPMENT", houder van een zakelijk recht van erfpacht op het onroerend goed gelegen Tervurenlaan 368, 1150 Brussel, op 09.03.2023 bij de Raad van State heeft ingediend tegen voornoemd besluit ;

BESLUIT, gelet op de hoogdringendheid, in het kader van genoemd verzoek bij de Raad van State een verzoek om vrijwillige tussenkomst in te dienen, opdat genoemd besluit niet nietig wordt verklaard.

De Raad neemt akte en keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.
27 stemmers : 27 positieve stemmen.

P.G.U.I. - A.U.I.P.

25.04.2023/A/0004 **CC - Planification d'urgence - Création d'une réserve de citoyens volontaires dans le cadre de la planification d'urgence et de gestion de situation d'exception ou de crise sur le territoire communal de Woluwe-Saint-Pierre - Approbation - Exercices 2023 et suivants**

LE CONSEIL
Vu l'article 117 de la Nouvelle loi communale, telle que modifiée ;

Vu l'Arrêté Royal du 02 février 2007 définissant la fonction de Directeur de l'Aide Médicale et son champ d'application ;
Vu la Circulaire Ministérielle du 25 juillet 2017 relative au Plan d'Intervention Psychosocial ;
Vu l'Arrêté Royal du 22 mai 2019 relatif à la planification d'urgence et la gestion des situations d'urgence à l'échelon communal et provincial et au rôle des bourgmestres et des gouverneurs de province en cas d'évènements et de situation de crise nécessitant une coordination ou une gestion à l'échelon national, imposant aux communes de rédiger et disposer d'un Plan Général d'Urgence et d'Intervention communal ;
Considérant que le Plan d'Intervention Psychosocial fait partie intégrante du plan mono-disciplinaire D2 et du Plan Général d'Urgence et d'Intervention communal ;
Vu la décision du Gouverneur du Brabant-Wallon, début 2023, d'inclure les citoyens volontaires dans une réserve provinciale de sécurité civile ;
Considérant que la Haute-fonctionnaire de la Région bruxelloise, en partenariat avec les bourgmestres de Woluwe-Saint-Pierre, Woluwe-Saint-Lambert, Etterbeek et la Zone de Police Montgomery, a décidé de créer en février 2023 une réserve citoyenne regroupant des citoyens volontaires qui pourront être contactés lors de la survenance de situation d'urgence mais également de faire participer ces citoyens aux exercices de gestion de crise ; que l'objectif est d'intégrer les citoyens volontaires dans la gestion de crise tout en organisant leur intervention ;
Considérant que la commune de Woluwe-Saint-Pierre a déjà eu recours ces dernières années à plusieurs reprises à des citoyens volontaires dans le cadre de situations de crise (crise de la migration en 2015, crise du Covid-19 et le centre de vaccination (2020 à 2022), crise ukrainienne en 2022) ;
Considérant que la commune souhaite s'inspirer des initiatives précitées pour mettre en place une réserve de citoyens volontaires au niveau de son territoire ;
Considérant que de nombreux citoyens volontaires ayant déjà collaboré avec la commune de Woluwe-Saint-Pierre souhaitent continuer à offrir leur aide à l'avenir ;
Considérant que l'implication de citoyens volontaires dans la gestion de situations d'exception ou de crise renforce la résilience de la population ;
Considérant que la gestion de situations d'exception ou de crise présente dans la plupart des cas un caractère imprévisible et requiert des ressources humaines et matérielles importantes disponibles rapidement ;
Considérant que pour mener à bien ces missions, la commune, via son service Planification d'urgence, souhaite faire appel à des citoyens volontaires ; que cette réserve de citoyens volontaires, préparés et formés, lui permettra de disposer d'une capacité opérationnelle nécessaire pour faire face à des événements de crise ;
Considérant que le service planification d'urgence de la commune récoltera les coordonnées des citoyens volontaires qui constitueront la réserve citoyenne et disposera à ce titre d'une base de données reprenant leurs coordonnées ; que la commune s'engage à respecter la législation relative au Règlement Général pour la Protection des Données, et notamment à n'utiliser les coordonnées des concernés qu'aux fins précitées ;
Considérant que les citoyens volontaires qui le souhaitent pourront être défrayés, conformément à la loi du 3 juillet 2005 relative aux droits des volontaires ; que les crédits nécessaires pour le défraiement des citoyens volontaires sont inscrits à l'article 3001/122-48//140 de l'exercice 2023 ;
Considérant que les crédits nécessaires pour les exercices 2024 et suivants feront l'objet d'une proposition au Conseil communal d'inscription au même article du service ordinaire des budgets des exercices 2024 et suivants à soumettre à l'approbation de l'autorité de tutelle ;
Considérant que le nombre de séances de préparation et d'exercices de gestion de crise organisé, hors situation de crise, est estimé à 50 par an ;

Considérant le caractère imprévisible des situations de crise et par conséquent l'impossibilité d'estimer la charge de travail, la durée et le nombre de citoyens volontaires impliqués en situation de crise, un budget supplémentaire pourra être octroyé par les autorités communales sur base de l'article 249 de la Nouvelle Loi Communale ;
Considérant qu'une convention de volontariat sera signée entre la commune et les citoyens volontaires ; que la commune souscrira une assurance couvrant la responsabilité civile et les accidents corporels et maladies professionnelles desdits volontaires ;
DECIDE, sous réserve d'inscription par le Conseil communal des crédits nécessaires à l'article 3001/122-48//140 du service ordinaire du budget des exercices 2024 et suivants et de leur approbation par l'autorité de tutelle :

1. d'approuver la création d'une réserve de citoyens volontaires dans le cadre de la planification d'urgence pour appuyer les différents services d'intervention communaux en cas de gestion de situations d'exception ou de crise sur le territoire communal de Woluwe-Saint-Pierre ; ceux-ci seront également invités à participer à l'élaboration et à des exercices de gestion de crise en vue d'être formés pour faire face à des événements de crise ;
2. de charger le service Planification d'urgence de lancer l'appel aux citoyens volontaires, d'organiser à leur attention les séances d'exercice de gestion de crise et de les coordonner ;
3. de charger le service de Politique RH d'établir les conventions de volontariat avec les citoyens volontaires.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.
27 votants : 27 votes positifs.

GR - Noodplanning - Oprichting van een reserve van vrijwillige burgers in het kader van de noodplanning en het beheer van uitzonderlijke of crisissituaties op het gemeentelijk grondgebied van Sint-Pieters-Woluwe - Goedkeuring - Dienstjaren 2023 en volgende

DE RAAD,
Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet, zoals gewijzigd ;
Gelet op het koninklijk besluit van 2 februari 2007 tot bepaling van de functie van Directeur Medische Hulpverlening en het toepassingsgebied ervan ;
Gelet op de ministeriële omzendbrief van 25 juli 2017 betreffende het Psychosociaal Interventieplan ;
Gelet op het koninklijk besluit van 22 mei 2019 betreffende de noodplanning en het beheer van noodsituaties op gemeentelijke en provinciale schaal en betreffende de rol van de burgemeesters en de provinciegouverneurs in geval van gebeurtenissen en crisissituaties die een coördinatie of beheer op nationaal niveau vereisen, op grond waarvan gemeenten een Algemeen Nood- en Interventieplan moeten opstellen en daarover moeten beschikken ;
Overwegende dat het Psychosociale Interventieplan integraal deel uitmaakt van het monodisciplinaire D2-plan en het Algemene Nood- en Interventieplan voor de gemeente ;
Gelet op het besluit van de gouverneur van Waals-Brabant om begin 2023 vrijwillige burgers op te nemen in een provinciale reserve voor civiele veiligheid ;
Overwegende dat de Hoge Ambtenaar van het Brusselse Gewest, in partnerschap met de burgemeesters van Sint-Pieters-Woluwe, Sint-Lambrechts-Woluwe en Etterbeek en de Politiezone Montgomery, heeft besloten om in februari 2023 een burgerreserve op te richten waarin vrijwillige burgers worden gegroepeerd die in geval van nood

gecontacteerd kunnen worden, maar ook om deze burgers te betrekken bij crisisbeheersingsoefeningen ; dat het doel is om vrijwillige burgers te integreren in de crisisbeheersing en tegelijkertijd hun interventie te organiseren ;
Overwegende dat de gemeente Sint-Pieters-Woluwe de afgelopen jaren in het kader van crisissituaties (migratiecrisis in 2015, Covid-19-crisis en het vaccinatiecentrum (2020 tot 2022), Oekraïense crisis in 2022) al meermaals een beroep heeft gedaan op vrijwillige burgers ;
Overwegende dat de gemeente zich wil laten inspireren door bovengenoemde initiatieven om op haar grondgebied een reserve van vrijwillige burgers aan te leggen;
Overwegende dat vele vrijwillige burgers die reeds met de gemeente Sint-Pieters-Woluwe hebben samengewerkt, ook in de toekomst hun hulp willen aanbieden ;
Overwegende dat de betrokkenheid van vrijwillige burgers bij het beheer van uitzonderlijke of crisissituaties de veerkracht van de bevolking versterkt ;
Overwegende dat het beheer van uitzonderlijke of crisissituaties in de meeste gevallen onvoorspelbaar is en vereist dat aanzienlijke personele en materiële middelen snel beschikbaar worden gesteld ;
Overwegende dat de gemeente, om deze opdrachten uit te voeren, via haar dienst Noodplanning een beroep wenst te doen op vrijwillige burgers ; dat deze reserve van voorbereide en opgeleide vrijwillige burgers haar in staat zal stellen over de nodige operationele capaciteit te beschikken om crisissituaties het hoofd te bieden ;
Overwegende dat de dienst Noodplanning van de gemeente de gegevens van de vrijwillige burgers die de burgerreserve zullen vormen, zal verzamelen en dus over een databank met hun gegevens zal beschikken ; dat de gemeente zich ertoe verbindt de wetgeving inzake de algemene verordening gegevensbescherming na te leven en met name de gegevens van de betrokkenen uitsluitend voor de bovengenoemde doeleinden te gebruiken ;
Overwegende dat vrijwillige burgers die dat wensen, kunnen worden vergoed overeenkomstig de wet van 3 juli 2005 betreffende de rechten van vrijwilligers ; dat de nodige kredieten voor de betaling van vrijwillige burgers zijn ingeschreven op artikel 3001/122-48//140 voor het dienstjaar 2023 ;
Overwegende dat de nodige kredieten voor de dienstjaren 2024 en volgende het voorwerp zullen uitmaken van een voorstel aan de Gemeenteraad om op hetzelfde artikel van de gewone dienst van de begroting voor de dienstjaren 2024 en volgende ingeschreven te worden, dat ter goedkeuring aan de toezichthoudende overheid zal worden voorgelegd ;
Overwegende dat het aantal voorbereidende sessies en crisisbeheersingsoefeningen dat buiten crisissituaties wordt georganiseerd, op 50 per jaar wordt geschat ;
Overwegende het onvoorspelbare karakter van crisissituaties en derhalve de onmogelijkheid om de werklast, de duur en het aantal van de bij een crisissituatie betrokken vrijwillige burgers in te schatten, mag door het gemeentebestuur een aanvullend budget worden toegekend op basis van artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet ;
Overwegende dat een vrijwilligersovereenkomst zal worden ondertekend tussen de gemeente en de vrijwillige burgers ; dat de gemeente voor de genoemde vrijwilligers een verzekering zal afsluiten die de wettelijke aansprakelijkheid en lichamelijk letsel en beroepsziekten dekt ;
BESLUIT, onder voorbehoud van inschrijving door de Gemeenteraad van de nodige kredieten op artikel 3001/122-48//140 van de gewone dienst van de begroting voor de dienstjaren 2024 en volgende, en van de goedkeuring ervan door de toezichthoudende overheid :

1. een reserve van vrijwillige burgers in het kader van de noodplanning om de verschillende gemeentelijke interventiediensten te ondersteunen in geval van beheersing van uitzonderlijke of crisissituaties op het gemeentelijk

grondgebied van Sint-Pieters-Woluwe goed te keuren ; dat zij ook zullen worden uitgenodigd om deel te nemen aan de ontwikkeling van en oefeningen in crisisbeheersing met het oog op een opleiding om crisissituaties het hoofd te bieden ;

2. de dienst Noodplanning te belasten met het oproepen van vrijwillige burgers en het organiseren en coördineren van de crisisbeheersingsoefeningen voor hen ;
3. de dienst HR-beleid te belasten de vrijwilligersovereenkomsten met de vrijwillige burgers op te stellen.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.
27 stemmers : 27 positieve stemmen.

Laurent de Spirlet entre en séance / treedt in zitting.
Muriel Godhaird entre en séance / treedt in zitting.

Cellule Marchés publics - Cel Overheidsopdrachten

25.04.2023/A/0005 **CC - Marchés de travaux, de fournitures et de services - Application de l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale - Choix de la procédure de passation et fixation des conditions du marché - Prise de connaissance de délibérations du Collège des Bourgmestre et Echevins - Financement - Exercice 2023**

LE CONSEIL,
Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 234 § 3, tel que modifié par arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23.06.2022, paru au Moniteur belge le 07.07.2022 ;
Vu l'obligation pour le Collège des Bourgmestre et Echevins de soumettre au Conseil communal pour information ses délibérations prises en application de l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale, telle que modifiée, et portant choix de la procédure de passation et fixation des conditions de marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 140.000,00 EUR ;
Entend l'intervention de Mme Sophie BUSSON, conseiller communal, ainsi que la réponse de M. Helmut DE VOS, échevin ;
PREND CONNAISSANCE des délibérations du Collège des Bourgmestre et Echevins, dont liste établie en annexe, prises en application de l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale, telle que modifiée, et portant choix de la procédure de passation et fixation des conditions de marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 140.000,00 EUR ;
DECIDE de financer les dépenses relatives auxdits marchés soit au moyen de fonds propres à prélever sur Fonds de Réserves Extraordinaires, soit au moyen d'emprunts à conclure auprès d'un organisme financier, soit au moyen de subsides à percevoir du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale ou autres autorités subsidiantes.

Le Conseil prend connaissance et approuve à l'unanimité le projet de délibération.
29 votants : 29 votes positifs.

GR - Opdrachten voor werken, leveringen en diensten - Toepassing van artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet - Keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht - Kennisneming van

beraadslagingen van het College van Burgemeester en Schepenen - Financiering - Dienstjaar 2023

DE RAAD,
Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door de federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 234 § 3, zoals gewijzigd bij besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 23.06.2022, gepubliceerd in het Belgisch Staatsblad op 07.07.2022 ;
Gelet op de verplichting voor het College van Burgemeester en Schepenen zijn beraadslagingen ter informatie aan de Gemeenteraad voor te leggen, beraadslagingen genomen in toepassing van artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd, en houdende keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de overheidsopdrachten waarvan de raming, B.T.W. exclusief, kleiner of gelijk is aan 140.000,00 EUR ;
Hoort de tussenkomst van Mevr. Sophie BUSSON, gemeenteraadslid, evenals het antwoord van Dhr. Helmut DE VOS, schepen ;
NEEMT KENNIS van de beraadslagingen van het College van Burgemeester en Schepenen, waarvan lijst in bijlage, genomen in toepassing van het artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd, en houdende keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de overheidsopdrachten, waarvan de raming, B.T.W. exclusief, kleiner of gelijk is aan 140.000,00 EUR ;
BESLUIT de uitgaven van de desbetreffende opdrachten te financieren hetzij door middel van eigen fondsen af te houden van Buitengewone Reservefondsen, hetzij door middel van leningen aan te gaan bij een financiële instelling, hetzij door middel van subsidies te verkrijgen bij het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest of andere subsidiërende overheden.

De Raad neemt kennis en keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

Espaces verts - Groene ruimten

25.04.2023/A/0006 **CC - Espaces verts - Potagers collectifs du Val des seigneurs - Règlement d'attribution des parcelles - Approbation**

LE CONSEIL,
Considérant l'existence de parcelles de potagers sur le petit parc du Val des seigneurs, situé dans l'îlot cerné par la rue des Hiboux et le Val des Seigneurs ;
Considérant que ces parcelles sont actuellement exploitées par des particuliers selon leur présence historique et les habitudes prises au fil du temps ;
Considérant que la demande pour ce type de parcelle est de plus en plus importante, et qu'il est désormais indispensable de réguler l'attribution des parcelles selon des critères clairs et d'encadrer leur usage selon des conditions d'exploitations bien définies ;
Considérant que ce réglement ne concerne que les parcelles du potager du Val des Seigneurs ;
Qu'il sera ensuite évalué pour servir de base à une gestion cohérente des autres potager collectifs de la commune ;
Entend l'intervention de Mme Sophie BUSSON, conseiller communal ;
DECIDE d'arrêter comme suit le règlement d'attribution des parcelles de potagers du parc du Val des Seigneurs :

REGLEMENT FIXANT LES CONDITIONS D'OCCUPATION PRECAIRE D'UNE PARCELLE DE TERRAIN A DES FINS DE POTAGERS

I. OBJET DU PRESENT REGLEMENT

I.1. Objet

La personne ayant été autorisée par la commune à occuper de manière précaire une parcelle communale à l'usage de potager est appelée « Le bénéficiaire ».

Le Collège des Bourgmestre et Echevins qui autorise l'occupation précaire de ladite parcelle en vue d'y exploiter un potager est appelé « La Commune ».

L'objet du présent règlement concerne l'autorisation d'occupation précaire de parcelles de terrain communaux à des fins de culture de potagers. Ces parcelles sont attribuées par la Commune, en fonction des disponibilités, aux personnes qui en ont fait la demande dans les formes prescrites dans le présent règlement et qui répondent aux conditions d'attribution. Elles sont inscrites dans un registre qui reprend les candidatures dans l'ordre chronologique de leur introduction.

II. CONDITIONS D'ATTRIBUTION

II.1. Conditions et priorités pour l'attribution

Le candidat doit être domicilié sur le territoire de la commune de Woluwe-Saint-Pierre.

La commune tient un registre qui reprend les candidatures dans l'ordre chronologique de leur introduction.

Dans l'hypothèse où il y a plus de demandes que de parcelles de potager disponibles, les parcelles de potager sont attribuées en tenant compte des critères de priorités suivants, dans l'ordre :

1. habitants qui sont domiciliés à une distance de 600 m à pied maximum par rapport à l'emplacement du potager visé ;
2. configuration de l'habitation ne permettant pas le maraîchage aisé (absence de jardin, mauvais ensoleillement, etc.) ;
3. date d'ancienneté de la demande, sur base du registre ;

Au cas où, après application des critères de priorités précités, les parcelles disponibles dans le potager ne sont pas toutes occupées, la Commune peut décider de les attribuer aux habitants qui ne répondent pas aux critères d'attribution repris dans le présent règlement à l'exception du critère de domiciliation au sein de la commune.

II.2. Candidature

Toute demande d'occupation à titre précaire de parcelle est introduite au moyen du formulaire disponible en ligne sur le site communal. Ce formulaire peut être complété en ligne, ou adressé par courrier ou par courriel au Département Espace public, avenue Charles Thielemans 93 à 1150 Bruxelles ou contactcitoyen@woluwe1150.be.

II.3. Durée et condition

L'autorisation est délivrée par la Commune pour une durée d'une année calendrier (du 1er janvier au 31 décembre) renouvelable.

L'occupation est octroyée à titre gratuit.

II.4. Durée de l'occupation et demande de prolongation annuelle

La durée globale de l'autorisation est limitée à 4 ans. Passé ce délai, les parcelles sont réattribuées en tenant compte des critères établis à l'article II.1 pour une nouvelle période de 4 ans.

Par ailleurs, chaque année, une demande de prolongation de l'autorisation d'occupation de parcelle du potager doit être envoyée par le bénéficiaire au plus tard pour le 1er octobre de l'année en cours, pour l'année civile qui suit.

En fin de cycle de 4 ans, si l'occupant réitère sa demande, c'est donc cette date qui est prise en compte pour établir le nouvel ordre de priorité visé au point II.1.

En cas d'absence de demande de renouvellement dans les délais impartis, l'autorisation d'occupation de la parcelle occupée prend fin automatiquement au 31 décembre de l'année d'occupation. En cas d'omission, le demandeur qui a perdu son autorisation peut réintroduire une nouvelle demande, dont la date sera prise en compte pour établir les priorités visées à l'article II.1.

Tout bénéficiaire qui n'est plus domicilié à Woluwe-Saint-Pierre se verra refuser la prolongation d'occupation pour l'année suivante.

Il est interdit au bénéficiaire d'une parcelle de céder, faire entretenir ou sous-louer, à titre gratuit ou payant, son emplacement à une tierce personne.

II.5. Limitation du nombre de parcelles

Une seule parcelle est octroyée par ménage/famille afin de permettre l'attribution de parcelles au plus grand nombre de ménages/familles. La jouissance de plusieurs parcelles de potagers est ainsi interdite.

II.6. Code d'accès au site

Seuls les bénéficiaires autorisés à occuper une parcelle se verront remettre les codes d'accès à la parcelle.

Les codes seront remis une fois par an aux bénéficiaires en début d'année, et pourront être modifiés. Dans ce cas, les nouveaux codes seront communiqués aux bénéficiaires par la commune.

Ces codes d'accès sont personnels et confidentiels. Ils ne peuvent en aucun cas être communiqués à des tiers.

III. CONDITIONS D'UTILISATION

III.1 Utilisation - Usage de potager des parcelles

La parcelle est destinée exclusivement à l'usage de potager (culture de plantes potagères) dans un cadre strictement privé, familial et non commercial.

Le bénéficiaire a l'obligation d'entretenir la parcelle et de l'utiliser à des fins de potager.

Le bénéficiaire s'engage, tant par lui-même que pour ses visiteurs, à respecter les infrastructures existantes (clôtures, portillon, conduite d'eau, chalet, etc.) ainsi que les parcelles voisines et à ne pas y pénétrer.

Toute construction de plus 1 m de hauteur est interdite à l'exception des tuteurs et supports adossés à un élément vertical de clôture ou suffisamment éloignés des bords de parcelles pour ne pas faire de l'ombre aux plantations voisines (1m de haut pour 1,5m de distance). La Commune se réserve le droit de faire supprimer, sans indemnité et à n'importe quel moment toute installation montée sans autorisation.

La plantation de plantes ligneuses (arbustes, arbres, plantes grimpantes) est interdite sur la parcelle, exceptée la plantation d'arbustes à petits fruits non palissés dont la surface ne peut dépasser 20 % de la surface de la parcelle attribuée.

Les installations de compost individuel sont interdites sur le site. Seules les installations collectives de compostage sont fortement encouragées. Elles se font en bonne collaboration avec les services communaux.

III.2 Utilisation de la parcelle - Façon de cultiver

- Volonté de culture biologique

Le bénéficiaire d'une parcelle use du bien en personne prudente et raisonnable, dans le respect de l'environnement, du maraîchage biologique, des parcelles voisines et des autres bénéficiaires du potager. Il favorisera la plantation de plantes indigènes aux potagers de notre région.

Le bénéficiaire cultive lui-même sa parcelle au moyen de ses propres outils et produits (semences, plants, etc.).

- Déchets

Les déchets non-organiques de la parcelle ne peuvent être abandonnés dans le potager. Il est recommandé de traiter tous les déchets organiques par le compostage collectif installé sur le site. Les occupants s'engagent à n'y verser que des petites fractions de déchets organiques, à aérer (retourner) régulièrement les déchets, l'humidifier en cas de sècheresse, et enlever le substrat décomposé.
Le paillage des cultures par les matières organiques et la culture en lasagne sont autorisés.
Le bénéficiaire veillera à ce qu'aucun autres détritus, récipients, outils, ferrailles, tuyaux, planches en bois, plastiques ne traînent sur le potager.
De façon collective il veillera également à l'évacuation des déchets sur les parties communes du potager.
Le brûlage des herbes et déchets est strictement interdit (cf. RGP). Le chemin d'accès aux potagers ne peut être utilisé qu'en piétonnier.

- Produits phytosanitaires

L'usage des produits phytosanitaires est strictement interdit, conformément à la réglementation en vigueur en Région bruxelloise.

- Bruit

Le bénéficiaire s'inscrit dans le respect du calme du site, la tranquillité des autres bénéficiaires ainsi que des riverains.
Cette volonté de calme vaut aussi tout particulièrement pour l'usage d'outils motorisés (fraise, bineuse, etc.).

- Eau - consommations

Les bénéficiaires doivent utiliser avec parcimonie et en personne prudente et raisonnable l'eau mise à la disposition de l'ensemble des bénéficiaires. Du 31 octobre au 31 mars, les vannes d'alimentation en eau sont fermées. Le bénéficiaire a interdiction d'intervenir sur les vannes ou au niveau du compteur d'eau.
La clé du cadenas des robinets d'eau est mise à disposition collective des bénéficiaires et se trouve dans le chalet. Il appartient à chaque bénéficiaire de respecter cette mise à disposition collective de cette clé.
En cas de consommation excessive, la Commune pourra au besoin imposer des charges communes égales à l'ensemble des bénéficiaires, au prorata des montants qui lui sont facturés.

- Odeurs

Le bénéficiaire d'une parcelle de potager veillera à ne pas utiliser de produits dont l'odeur pourrait être gênante pour le voisinage (ex. fumier malodorant - purin non correctement géré).

- Les zones communautaires

Les zones communautaires doivent être gérées dans un esprit d'équité, de

convivialité, de courtoisie et de respect d'autrui. Ces zones comprennent le site de compost collectif, les points d'eau, les clôtures, l'abri (chalet) et les outils qui y sont entreposés, les zones d'intérêt ornemental ou pédagogique, etc.
La commune est compétente pour attribuer le statut de "zone communautaire" à une zone de potager et en informera les bénéficiaires

- Communication - liens avec la Commune

Les bénéficiaires peuvent adresser leurs demandes et réclamations à la cellule "Contact-citoyen" du département Espace public
(contactcitoyen@woluwe1150.be, ou 02 773 06 77)
Le bénéficiaire s'engage à signaler immédiatement à la Commune tout dommage, défectuosité, vandalisme ou infraction constaté.
La Commune a le droit d'accéder à la parcelle à tout moment, afin de vérifier le respect des présentes dispositions et/ou procéder aux entretiens et réparations nécessaires.

- Usage

Les bénéficiaires s'engagent à veiller au respect des réglementations en vigueur en matière de sécurité ainsi qu'au respect des dispositions du Règlement Général de Police de la Commune, notamment au niveau de la tranquillité et la paisible jouissance du voisinage. Les feux (barbecues - brasero) sont interdits, sauf accord préalable de la Commune.
Le respect, la convivialité, la bonne entente entre bénéficiaires, le voisinage et la commune sont des valeurs à respecter dans le cadre de la jouissance d'une des parcelles de potagers.
La Commune est compétente pour toute question relative à l'interprétation ou à l'exécution du présent règlement.

III.3 Entretien de la parcelle

III.3.1. Entretien de la parcelle par le bénéficiaire

Il appartient au bénéficiaire de maintenir entretenu et propre la parcelle qui lui est attribuée, en ce compris les parcelles annexes situées sur un même rang.
Le mauvais entretien avéré de la parcelle, le manque de culture et d'une façon générale le non-respect du présent règlement entrainera un avertissement de la part de la Commune.
Sans réaction du bénéficiaire dans le délai imparti dans l'avertissement, l'occupation prendra fin, moyennant un courrier de notification qui lui sera adressé.
Tout bénéficiaire dont l'occupation a pris fin dispose d'un délai de 30 jours à compter de la notification pour enlever tout ce qui lui appartient sur la parcelle.

III.3.2. Entretien de la parcelle - Intervention par la Commune

La Commune assure l'entretien général du site, à l'exclusion des parcelles qui sont entretenues par les bénéficiaires eux-mêmes. Toutes les réparations sont à sa charge, sauf celles dues à la négligence du bénéficiaire d'une parcelle. Dans ce cas, la commune procédera à la réparation, aux frais du bénéficiaire responsable.
En cas de besoin, la Commune se réserve le droit d'occuper temporairement l'espace d'une ou plusieurs parcelles pour effectuer les interventions nécessaires d'entretien et de réparation.

IV. DISPOSITIONS PARTICULIERES

IV.1. Responsabilités

Le potager n'est pas surveillé. Le bénéficiaire d'une parcelle a l'obligation de verrouiller convenablement le potager après chaque usage, au moyen des codes d'accès. La Commune ne peut d'aucune manière être tenue responsable des dommages généralement quelconques subis dans le chef du bénéficiaire d'une parcelle ou de tiers et/ou en cas de vol ou dégradation.

Le bénéficiaire d'une parcelle est conscient du fait que le potager est partagé avec d'autres bénéficiaires.

IV.2. Manque de respect du règlement

En cas de non-respect d'une disposition du présent règlement, la Commune pourra révoquer l'autorisation sans préavis ni indemnité.

IV.3 Occupation à titre précaire

La commune se réserve le droit à tout moment de reprendre la jouissance de l'ensemble des parcelles.

V. FIN D'UTILISATION ET D'OCCUPATION DE LA PARCELLE

V.1. Renonciation

Le bénéficiaire d'une parcelle peut renoncer à tout moment à l'occupation de cette dernière, moyennant notification écrite à la Commune.

Le bénéficiaire est tenu d'informer le service « Contact-citoyen » par courrier ou par email sans délai de tout changement dans sa situation qui affecterait le respect des conditions définies aux articles II.1, II.4, et II.5. du présent règlement. A défaut, l'occupation de la parcelle prendra fin, sans autre avertissement.

VI. ENTREE EN VIGUEUR

Le présent règlement entre en vigueur le 01/06/2023.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.
29 votants : 29 votes positifs.

GR - Groene ruimten - Collectieve moestuinen van het Herendal - Reglement voor de toewijzing van de percelen - Goedkeuring

DE RAAD,

Overwegende het bestaan van moestuinpercelen in het kleine park van het Herendal, gelegen in het huizenblok omringd door de Uilenstraat en het Herendal ;

Overwegende dat deze percelen momenteel door particulieren worden geëxploiteerd volgens hun historische aanwezigheid en de in de loop der tijd ontwikkelde gewoonten ;

Overwegende dat de vraag naar dit soort percelen toeneemt en dat het nu van essentieel belang is de toewijzing van percelen volgens duidelijke criteria te regelen en het gebruik ervan volgens welomschreven exploitatievoorwaarden te regelen ;

Overwegende dat dit reglement alleen betrekking heeft op de percelen van de moestuin van het Herendal ;

Dat dit vervolgens zal worden geëvalueerd om als basis te dienen voor een coherent beheer van de andere collectieve moestuinen van de gemeente ;

Hoort de tussenkomst van Mevr. Sophie BUSSON, gemeenteraadslid ;

BESLUIT het reglement voor de toewijzing van moestuinpercelen in het park van het Herendal als volgt vast te stellen :

REGLEMENT TOT VASTSTELLING VAN DE VOORWAARDEN VOOR HET PRECAIRE GEBRUIK VAN EEN GRONDSTUK VOOR MOESTUINEN

I. VOORWERP VAN DIT REGLEMENT

I.1. Voorwerp

De persoon die van de gemeente toestemming heeft gekregen om een gemeentelijk perceel op precaire basis te gebruiken als moestuin, wordt "de begunstigde" genoemd.

Het College van Burgemeester en Schepenen dat toestemming geeft voor het precaire gebruik van het genoemde perceel met het oog op het exploiteren van een moestuin, wordt "de Gemeente" genoemd.

Het voorwerp van onderhavig reglement betreft de toestemming om gemeentelijke percelen op precaire basis te gebruiken voor de aanleg van moestuinen. Deze percelen worden door de Gemeente, afhankelijk van de beschikbaarheid, toegewezen aan personen die daartoe een aanvraag hebben ingediend op de in dit reglement voorgeschreven wijze en die aan de toewijzingsvoorwaarden voldoen. Zij worden geregistreerd in een register waarin de aanvragen in chronologische volgorde van indiening zijn opgenomen.

II. TOEWIJZINGSVOORWAARDEN

II.1. Voorwaarden en prioriteiten voor de toewijzing

De kandidaat moet meerderjarig zijn en zijn woonplaats op het grondgebied van de gemeente Sint-Pieters-Woluwe hebben.

De gemeente houdt een register bij waarin de aanvragen in chronologische volgorde van indiening zijn opgenomen.

Indien er meer aanvragen zijn dan beschikbare moestuinpercelen, worden de moestuinpercelen toegewezen met inachtneming van de volgende prioriteitscriteria, in volgorde van belangrijkheid:

1. bewoners die binnen een maximale loopafstand van 600 m van de beoogde moestuinlocatie wonen ;
2. de configuratie van de woning maakt tuinbouw niet gemakkelijk (geen tuin, weinig zonlicht, enz.) ;
3. anciënniteitsdatum van de aanvraag, gebaseerd op het register ;

Indien, na toepassing van de bovengenoemde voorrangscriteria, de beschikbare percelen in de moestuin niet allemaal bezet zijn, mag de gemeente besluiten ze toe te wijzen aan inwoners die niet voldoen aan de in dit reglement vastgestelde toewijzingscriteria, met uitzondering van het criterium dat zij in de gemeente moeten wonen.

II.2. Kandidatuur

Alle aanvragen voor precair gebruik van percelen worden ingediend met behulp van het formulier dat online beschikbaar is op de gemeentelijke website. Dit formulier kan online worden ingevuld of per post of e-mail worden gestuurd naar de Dienst Openbare Ruimte, Charles Thielemanslaan 93, 1150 Brussel of naar contactcitoyen@woluwe1150.be.

II.3. Duur en voorwaarde

De toestemming wordt door de gemeente afgegeven voor een periode van één kalenderjaar (van 1 januari tot 31 december), die mag worden verlengd.

Het gebruik is gratis.

II.4. Duur van het gebruik en verzoek om jaarlijkse verlenging

De totale duur van de toestemming is beperkt tot 4 jaar. Na deze periode worden de percelen opnieuw toegewezen met inachtneming van de criteria van artikel II.1 voor een nieuwe periode van 4 jaar.

Bovendien moet elk jaar uiterlijk op 1 oktober van het lopende jaar door de begunstigde een verzoek om verlenging van de vergunning voor het gebruik van de moestuin worden ingediend voor het volgende kalenderjaar.

Als de bewoner aan het einde van de cyclus van vier jaar opnieuw een aanvraag indient, wordt deze datum dus in aanmerking genomen om de nieuwe volgorde van prioriteit als bedoeld in punt II.1 vast te stellen.

Indien binnen de termijn geen verzoek om verlenging wordt ingediend, eindigt de vergunning om het bezette perceel in gebruik te nemen automatisch op 31 december van het jaar waarin het perceel in gebruik is genomen. In geval van verzuim mag de aanvrager die zijn vergunning heeft verloren opnieuw een

aanvraag indienen, waarvan de datum in aanmerking wordt genomen bij de vaststelling van de in artikel II, lid 1, bedoelde prioriteiten.
Een begunstigde die zijn woonplaats niet meer in Sint-Pieters-Woluwe heeft, krijgt geen verlenging van het gebruik voor het volgende jaar.
Het is de begunstigde van een perceel verboden zijn perceel kosteloos of tegen vergoeding over te dragen, te laten onderhouden of te onderverhuren aan een derde.

II.5. Beperking van het aantal percelen

Per huishouden/gezin wordt slechts één perceel toegewezen, zodat zoveel mogelijk huishoudens/gezinnen een perceel mogen krijgen. Het gebruik van meerdere moestuinpercelen is dus verboden.

II.6. Toegangscode tot de site

Alleen begunstigden die gemachtigd zijn om een perceel te gebruiken, krijgen toegangscodes voor het perceel.
De codes worden eenmaal per jaar aan het begin van het jaar aan de begunstigden verstrekt en mogen worden gewijzigd. In dat geval worden de nieuwe codes door de gemeente aan de begunstigden meegedeeld.
Deze toegangscodes zijn persoonlijk en vertrouwelijk. Ze mogen in geen geval aan derden worden meegedeeld.

III. GEBRUIKSVOORWAARDEN

III.1 Gebruik - Gebruik van de percelen als moestuin

Het perceel is uitsluitend bestemd voor het gebruik als moestuin (teelt van groenteplanten) in een strikt particuliere, familiale en niet-commerciële context.
De begunstigde is verplicht het perceel te onderhouden en te gebruiken als moestuin.
De begunstigde verbindt zich ertoe, zowel voor zichzelf als voor zijn bezoekers, de bestaande infrastructuur (omheiningen, poorten, waterleidingen, chalets, enz.) en de naburige percelen te respecteren en deze niet te betreden.
Elke constructie van meer dan 1 m hoog is verboden, met uitzondering van palen en steunen die tegen een verticale omheining leunen of voldoende ver van de rand van het perceel verwijderd zijn om naburige beplantingen niet te beschadigen (1 m hoog voor 1,5 m afstand). De gemeente behoudt zich het recht voor om zonder schadevergoeding en op elk moment elke niet toegestane installatie te verwijderen.
De aanplanting van houtachtige planten (struiken, bomen, klimplanten) is op het perceel verboden, met uitzondering van de aanplanting van kleine fruitstruiken zonder latwerk, waarvan de oppervlakte niet meer dan 20 % van de oppervlakte van het toegewezen perceel mag bedragen.
Individuele composteerinstallaties zijn niet toegestaan op de site. Alleen collectieve composteringsinstallaties worden sterk aangemoedigd. Zij worden uitgevoerd in goede samenwerking met de gemeentelijke diensten.

III.2 Gebruik van het perceel - Teeltmethoden

- Wens om biologische teelt

De begunstigde van een perceel gebruikt het perceel op verstandige en redelijke wijze, met respect voor het milieu, de biologische tuinbouw, de naburige percelen en de andere begunstigden van de moestuin. Hij zal de aanplanting bevorderen van planten die inheems zijn in de moestuinen van onze regio.
De begunstigde kweekt zelf zijn eigen perceel met zijn eigen gereedschap en producten (zaden, planten, enz.).

• Afval

Niet-organisch afval van het perceel mag niet in de moestuin worden achtergelaten. Aanbevolen wordt al het organische afval te verwerken via de collectieve composteringsinstallatie die op de site is geïnstalleerd. De gebruikers verbinden zich ertoe slechts kleine fracties organisch afval te storten, het afval regelmatig te beluchten (omkeren), het te bevochtigen in geval van droogte en het afgebroken substraat te verwijderen.
Gewasmulching met organisch materiaal en lasagne-teelt zijn toegestaan.
De begunstigde zorgt ervoor dat geen ander afval, containers, gereedschap, schroot, buizen, houten planken, plastic op de moestuin wordt achtergelaten.
Hij zorgt er ook gezamenlijk voor dat het afval in de gemeenschappelijke ruimtes van de moestuin wordt opgeruimd.
Het verbranden van gras en afval is ten strengste verboden (zie APR). De toegangsweg naar de moestuinen mag alleen worden gebruikt voor voetgangersverkeer.

• Fytosanitaire producten

Het gebruik van fytosanitaire producten is strikt verboden, overeenkomstig de in het Brusselse Gewest geldende voorschriften.

• Geluid

De begunstigde moet de rust van de site, de rust van de andere begunstigden en de buurtbewoners respecteren.
Dit verlangen naar rust geldt met name ook voor het gebruik van gemotoriseerd gereedschap (grondbeitel, schoffel, enz.).

• Water - verbruik

De begunstigden moeten het aan alle begunstigden ter beschikking gestelde water spaarzaam, voorzichtig en redelijk gebruiken. Van 31 oktober tot 31 maart zijn de waterkranen gesloten. Het is de begunstigde verboden in te grijpen in de kleppen of de watermeter.
De sleutel van het hangslot van de waterkranen wordt collectief aan de begunstigden ter beschikking gesteld en bevindt zich in het chalet. Het is aan elke begunstigde om deze collectieve terbeschikkingstelling van de sleutel te respecteren.
In geval van overmatig verbruik mag de Gemeente, indien nodig, aan alle begunstigden gelijke gemeenschappelijke lasten opleggen, in verhouding tot de aan haar gefactureerde bedragen.

• Geuren

De begunstigde van een moestuinperceel ziet erop toe dat hij geen producten gebruikt waarvan de geur storend kan zijn voor de buurt (bijvoorbeeld stinkende mest - niet behoorlijk beheerde mest).

• Gemeenschapsgebieden

De gemeenschapsgebieden moeten worden beheerd in een geest van billijkheid, vriendelijkheid, hoffelijkheid en respect voor anderen. Deze gebieden omvatten de collectieve composteerplaats, waterpunten, omheiningen, schuilplaatsen (chalet) en daar opgeslagen gereedschap, gebieden van sier- of educatief

belang, enz.
De gemeente is bevoegd om aan een moestuin de status van "gemeenschapsgebied" toe te kennen en zal de begunstigden van deze status op de hoogte brengen.

• Communicatie - banden met de gemeente

Begunstigden kunnen hun verzoeken en klachten richten aan de Cel "Burgercontacten" van de Dienst Openbare Ruimte (contactcitoyen@woluwe1150.be, of 02 773 06 77).
De begunstigde verbindt zich ertoe elke vastgestelde schade, defect, vandalisme of inbreuk onmiddellijk aan de gemeente te melden.
De gemeente heeft te allen tijde toegang tot het perceel om de naleving van deze bepalingen te controleren en/of eventueel onderhoud en herstellingen uit te voeren.

• Gebruik

De begunstigden verbinden zich er ook toe de geldende reglementering inzake veiligheid na te leven, alsook de bepalingen van het Algemeen politiereglement van de Gemeente, in het bijzonder wat betreft de rust, het vreedzaam buurtleven niet te verstoren. Vuren (barbecues - vuurschalen) zijn verboden, tenzij met voorafgaande toestemming van de Gemeente.
Respect, gezelligheid, goede verstandhouding tussen de begunstigden, de buurt en de gemeente zijn waarden die in acht moeten worden genomen in het kader van het genot van een van de moestuinpercelen.
De gemeente is bevoegd voor elke vraag betreffende de interpretatie of uitvoering van dit reglement.

III.3 Onderhoud van het perceel

III.3.1 Onderhoud van het perceel door de begunstigde

Het is de verantwoordelijkheid van de begunstigde om het hem toegewezen perceel schoon en netjes te houden, met inbegrip van de aangrenzende percelen in dezelfde rij.
Slecht onderhoud van het perceel, gebrek aan teelt en het niet naleven van dit reglement in het algemeen leidt tot een waarschuwing vanwege de Gemeente.
Indien de begunstigde niet binnen de in de waarschuwing vermelde termijn reageert, wordt het gebruik beëindigd door middel van een aan hem/haar gerichte kennisgeving.
Elke begunstigde wiens gebruik is beëindigd, beschikt over 30 dagen vanaf de kennisgeving om alles wat hem toebehoort op het perceel te verwijderen.

III.3.2 Onderhoud van het perceel - Tussenkomst van de Gemeente

De Gemeente is verantwoordelijk voor het algemene onderhoud van de site, met uitzondering van de percelen die door de begunstigden zelf worden onderhouden. Alle herstellingen zijn voor haar rekening, behalve die welke te wijten zijn aan de nalatigheid van de begunstigde van een perceel. In dat geval voert de gemeente de herstelling uit op kosten van de verantwoordelijke begunstigde.
Indien nodig behoudt de Gemeente zich het recht voor de ruimte van een of meer percelen tijdelijk in beslag te nemen om de nodige onderhouds- en herstelwerkzaamheden uit te voeren.

IV. BIJZONDERE BEPALINGEN

IV.1. Verantwoordelijkheden

De moestuin staat niet onder toezicht. De begunstigde van een perceel is

verplicht de moestuin na elk gebruik goed af te sluiten met behulp van de toegangscodes. De Gemeente kan in geen geval aansprakelijk worden gesteld voor eventuele schade geleden door de begunstigde van een perceel of door derden en/of in geval van diefstal of beschadiging.
De begunstigde van een perceel is zich ervan bewust dat de moestuin wordt gedeeld met andere begunstigden.

IV.2. Gebrek aan respect voor het reglement

Bij niet-naleving van een van de bepalingen van dit reglement mag de gemeente de toestemming zonder vooropzeg of schadevergoeding intrekken.

IV.3 Gebruik ten precaire titel

De gemeente behoudt zich te allen tijde het recht voor het gebruik van alle percelen terug te nemen.

V. EINDE VAN HET GEBRUIK EN DE BEZETTING VAN HET PERCEEL

V.1. Afstand

De begunstigde van een perceel kan te allen tijde afstand doen van het gebruik ervan door een schriftelijke kennisgeving aan de Gemeente.
De begunstigde moet de dienst "Burgercontacten" per post of e-mail onverwijld in kennis stellen van elke verandering in zijn situatie die gevolgen heeft voor de naleving van de voorwaarden van de artikels II.1, II.4 en II.5 van onderhavig reglement. Indien dit niet gebeurt, zal de bezetting van het perceel zonder verdere kennisgeving worden beëindigd.

VI. INWERKINGTREDING

Dit reglement treedt in werking op 01/06/2023.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

Urbanisme Planification et aménagement du territoire - Stedenbouwplanning en inrichting van het grondgebied

25.04.2023/A/0007 **CC - Urbanisme - Elaboration d'un Plan Particulier d'Affectation du Sol (P.P.A.S.) - Putdael - Approbation provisoire**

LE CONSEIL,
Vu la loi communale, notamment l'article 117 ;
Vu le Code Bruxellois de l'Aménagement du Territoire (Co.B.A.T.), adopté par la Région de Bruxelles-Capitale le 9 avril 2004 et, en particulier, ses articles 43-44 et 46-50 ;
Considérant que la situation urbanistique des lieux est actuellement définie par le Plan Régional d'Affectation du Sol (P.R.A.S.) du 3 mai 2001 qui affecte le site en zone d'habitation à prédominance résidentielle et zone d'habitation ;
Que les caractéristiques des constructions sont quant-à-elles régies par le Règlement Régional d'Urbanisme (R.R.U.) ;
Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 2 avril 2020 relatif au contenu des Plans Particuliers d'Affectation du Sol ;
Vu la délibération du Conseil communal du 27.04.2021 décidant :

1. d'approuver l'ouverture d'une procédure d'adoption d'un Plan Particulier d'Affectation du Sol « Putdael » accompagné d'un Rapport sur les Incidences Environnementales (R.I.E.) pour le périmètre délimité par l'avenue de

Tervueren, l'avenue Colonel Daumerie, le chemin de Putdael, la drève d'Aleyde de Brabant, l'avenue Marquis de Villalobar et l'avenue Général Baron Empain, selon les lignes directrices présentées dans la note de motivation annexée à la présente décision pour en faire partie intégrante ;

2. de solliciter, en application de l'article 44 § 1er du Co.B.A.T., l'avis préalable de Perspective.brussels et de Bruxelles-Environnement sur l'opportunité d'adopter un Plan Particulier d'Affectation du Sol accompagné d'un Rapport sur les Incidences Environnementales (R.I.E.) ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 06.05.2021 décidant de solliciter, en application de l'article 44 § 1er à § 3 du Co.B.A.T., l'avis préalable de Perspective.brussels et de Bruxelles Environnement sur l'opportunité d'adopter un Plan Particulier d'Affectation du Sol accompagné d'un Rapport sur les Incidences Environnementales (R.I.E.) ;
Vu le courrier de Bruxelles Environnement du 24.06.2021 confirmant la nécessité de réaliser un Rapport sur les Incidences Environnementales dans le cadre de la réalisation du nouveau P.P.A.S. « Putdael » ;
Vu le courrier de Perspective.Brussels du 12.07.2021 considérant favorablement les intentions de la Commune de Woluwe-Saint-Pierre d'élaborer le P.P.A.S. « Putdael » lequel entend préserver et renforcer les qualités du quartier tout en respectant les plans et règlements en vigueur ;
Considérant les travaux du Comité d'Accompagnement au cours des 6 réunions tenues les 14.12.2021, 21.03.2022, 10.05.2022, 20.06.2022, 18.10.2022 et 13.12.2022 ;
Considérant que ces travaux ont permis l'élaboration du projet de Plan Particulier d'Affectation du Sol (prescriptions graphiques et littérales) et de son Rapport sur les Incidences Environnementales ;
Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 18.01.2023 considérant que le Rapport sur les Incidences Environnementales est complet et décidant de transmettre le projet de Plan Particulier d'Affectation du Sol et le Rapport sur les Incidences Environnementales au Comité d'Accompagnement pour clôture ;
Vu le procès verbal de clôture du R.I.E. du 10.03.2023 ;
Vu la notification de complétude du R.I.E. du Comité d'Accompagnement au Collège des Bourgmestre et Echevins du 17.03.2023 ;
Vu le projet de Plan Particulier d'Affectation du Sol et Rapport sur les Incidences Environnementales annexés et faisant partie intégrante de la présente délibération ;
Considérant que l'adoption provisoire de ce Plan Particulier d'Affectation du Sol « Putdael » s'inscrit dans ce cadre ;
DECIDE :

- d'adopter provisoirement le projet de Plan Particulier d'Affectation du Sol « Putdael » pour les considérations reprises ci-avant ;
- de charger le Collège des Bourgmestre et Echevins de l'accomplissement des formalités légales en vue d'une adoption définitive dudit règlement par le Conseil communal.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.
29 votants : 29 votes positifs.

GR - Stedenbouw - Opstelling van een Bijzonder Bestemmingsplan (B.B.P.) - Putdael - Voorlopige Goedkeuring

DE RAAD,
Gelet op de nieuwe gemeentewet, namelijk het artikel 117 ;
Gelet op het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening (B.W.R.O.) gewijzigd bij

ordonnantie van 14.05.2009 die de ordonnantie van 13.05.2004 wijzigt houdende ratificatie van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening, met name de artikels 43-44 en 46-50 ;
Gelet dat de stedenbouwkundig toestand van de plaats bepaald wordt door de Gewestelijk Bestemmingsplan (G.B.P) goedgekeurd bij besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 03.05.2001 die deze site als *T*ypische woongebieden en Woongebieden met residentieel karakter bestemd.
Gelet dat de constructie eigenschappen daarentegen bepaald zij door de Gewestelijke Stedenbouwkundige Verordening (G.S.V.) ;
Gelet het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 2 april 2020 met betrekking tot de inhoud van de Bijzonder Bestemmingsplan ;
Gelet op het besluit van de beraadslaging van de Gemeenteraad van 27.04.2021 :

1. in te stemmen met het inleiden van een procedure voor de vaststelling van een Bijzonder Bestemmingsplan « Putdael », vergezeld van een Milieueffectenrapport (M.E.R.), voor het gebied dat wordt begrensd door de Tervurenlaan, de Kolonel Daumerielaan, de Putdaelweg, de Aleyde van Brabantdreef, de Markies de Villalobarlaan en de Generaal Baron Empainlaan, volgens de richtsnoeren die zijn opgenomen in de motiveringsnota die als bijlage bij deze beslissing is gevoegd en die er een integrerend deel van uitmaken ;
2. in toepassing van artikel 44, § 1 van het B.W.R.O., het voorafgaand advies van Perspective.brussels en Leefmilieu Brussel in te winnen over de opportuniteit van de aanneming van een bijzonder bestemmingsplan dat vergezeld gaat van een milieueffectenrapport (M.E.R.) ;

Gelet de beraadslaging van het Collège van Burgemeester en Schepenen van 06.05.2021 beslist het voorafgaand advies te vragen, krachtens artikel 44, § 1 van het B.W.R.O. van het Brussels Planningsbureau (Perspective.brussels) en het Brussels Instituut voor Milieubeheer (Leefmilieu Brussel) over de opportuniteit om een Bijzonder Bestemmingsplan (B.B.P.) aan te nemen en over de noodzaak om al dan niet een Milieueffectenrapport (M.E.R.) op te stellen ;
Gelet het schrijven van het Brussels Instituut voor Milieubeheer (Leefmilieu Brussel) van 24.06.2021 die de noodzaak bevestigd voor het opstellen van een Milieueffectenrapport (M.E.R.) inzicht het oprichten van de B.B.P. « Putdael » ;
Gelet het schrijven van het Brussels Planningsbureau (Perspective.brussels) van 12.07.2021 die de intenties van de gemeente van Sint-Pieters-Woluwe gunstig overweegt betreffende het opstellen van de B.B.P. « Putdael », welk zicht heeft op het beschermen en versterken van de kenmerken van de wijk met respect voor de bestaande voorschriften en plannen die van kracht zijn ;
Overwegende de werken van de Begeleidingscomité tijdens de 6 vergaderingen die plaats vonden op 14.12.2021, 21.03.2022, 10.05.2022, 20.06.2022, 18.10.2022 en 13.12.2022 ;
Overwegende dat deze werken het opstellen van het project van Bijzondere Bestemmingsplan (grafische en schriftelijke voorschriften) en het Milieueffectenrapport (M.E.R.) hebben toegelaten ;
Gelet de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 18.01.2023 overwegende dat het Milieueffectenrapport (M.E.R.) volledig is en beslist het project van Bijzondere Bestemmingsplan en het Milieueffectenrapport (M.E.R.) aan de Begeleidingscomité te verzenden voor afsluiting ;
Gelet het proces verbaal voor het afsluiten van de M.E.R op 10.03.2023 ;
Gelet de kennisgeving van de voltooiing van het M.E.R. door de Begeleidingscomité aan het College van Burgemeester en Schepenen op 17.03.2023 ;
Gelet het project van Bijzondere Bestemmingsplan en het Milieueffectenrapport in bijlage die integrerend deel uitmaakt van de huidige beraadslaging ;

Overwegende dat de voorlopige goedkeuring van de Bijzondere Bestemmingsplan « Putdael » zich in dit kader past ;
BESLUIT :

- het project van Bijzondere Bestemmingsplan « Putdael » voor de hiervoor vermelde overwegingen voorlopig goed te keuren ;
- het College van Burgemeester en Schepenen te lasten met de uitvoering van de wettelijke formaliteiten in zicht de definitieve goedkeuring van het reglement door de Gemeentelijke Raad te verkrijgen.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

Marie Cruysmans entre en séance / treedt in zitting.

Informatique - Informatica

25.04.2023/A/0008 **CC - Matériel roulant et/ou d'exploitation - Déclassement de matériels IT (1) - Mise au rebut - Exercice 2023**

LE CONSEIL,
Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 117 ;
Considérant que les appareils suivants ne peuvent plus satisfaire aux besoins réels et/ou nécessitent des réparations importantes, que leur vétusté, leur état général et leur usage ne justifient plus ;

- tous les HP ProBook 650 G2, G3, G4 et 655 G2 ;
- tous les Lenovo L530 ;
- tous les Zbook 15 G4 et G5 ;
- tous les smartphones Samsung Galaxy A5 et Xcover IV ;
- tous les firewalls Watchguard acquis jusqu'en 2017 ;
- le firewall Watchguard Firebox M400 SN : 80DA03A4C-A573 ;
- le firewall Watchguard Firebox M200 SN : 80DE047BD-2DF5 ;
- toutes les imprimantes à carte Fargo ;
- le serveur IBM AS400 type 9406-270 SN : 65C72DB et son moniteur ;

Considérant que ces appareils seront utilisés, dans la mesure du possible, soit pour récupération des pièces, soit pour dépannage, ou mis à disposition d'associations paracommunales ou autres dans le cadre de certains projets ;
Considérant que, dans le cas où aucune de ces options n'est possible, les appareils seront pris en charge par les ouvriers pour dépôt au centre de recyclage ;
DECIDE :

1. de déclasser :
   - tous les HP ProBook 650 G2, G3, G4 et 655 G2 ;
   - tous les Lenovo L530 ;

- tous les Zbook 15 G4 et G5 ;
- tous les smartphones Samsung Galaxy A5 et Xcover IV ;
- tous les firewalls Watchguard acquis jusqu'en 2017 ;
- le firewall Watchguard Firebox M400 SN : 80DA03A4C-A573 ;
- le firewall Watchguard Firebox M200 SN : 80DE047BD-2DF5 ;
- toutes les imprimantes à carte Fargo ;
- le serveur IBM AS400 type 9406-270 SN : 65C72DB et son moniteur ;

2. d'accepter la proposition de réutilisation et/ou recyclage desdits appareils.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.
30 votants : 30 votes positifs.

GR - Rollend en/of exploitatiematerieel - Declassering van IT-materiaal (1) - Afdanking - Dienstjaar 2023

DE RAAD,
Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 117 ;
Overwegende dat de volgende toestellen niet meer beantwoorden aan de werkelijke behoeften en/of aanzienlijke herstellingen vereisen die niet meer te rechtvaardigen zijn vanwege hun ouderdom, hun algemene staat en hun gebruik

- alle HP ProBook 650 G2, G3, G4 en 655 G2 ;
- alle Lenovo L530 ;
- alle HP Zbook 15 G4 en G5 ;
- alle smartphones Samsung Galaxy A5 en Xcover IV ;
- alle firewalls Watchguard tot 2017 verworven ;
- de firewall Watchguard Firebox M400 SN : 80DA03A4C-A573 ;
- de firewall Watchguard Firebox M200 SN : 80DE047BD-2DF5 ;
- alle kaartprinters Fargo ;
- de IBM AS400 server type 9406-270 SN : 65C72DB en zijn monitor ;

Overwegende dat deze toestellen zoveel mogelijk zullen worden gebruikt voor het terugwinnen van onderdelen of voor depannage, of ter beschikking zullen worden gesteld aan paragemeentelijke of andere verenigingen in het kader van bepaalde projecten;
Overwegende dat, in het geval geen van deze opties mogelijk is, zullen de toestellen door de arbeiders in het recyclagecentrum worden gestort ;
BESLUIT :

1. het volgende IT-materiaal te declasseren :
   - alle HP ProBook 650 G2, G3, G4 en 655 G2 ;
   - alle Lenovo L530 ;
   - alle HP Zbook 15 G4 en G5 ;
   - alle smartphones Samsung Galaxy A5 en Xcover IV ;
   - alle firewalls Watchguard tot 2017 verworven ;
   - de firewall Watchguard Firebox M400 SN : 80DA03A4C-A573 ;
   - de firewall Watchguard Firebox M200 SN : 80DE047BD-2DF5 ;

- alle kaartprinters Fargo ;
- de IBM AS400 server type 9406-270 SN : 65C72DB en zijn monitor ;

2. het voorstel om dergelijke toestellen te hergebruiken en/of te recycleren, te aanvaarden.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

Emploi - Tewerkstelling

25.04.2023/A/0009 **CC - Emploi - Convention de collaboration "Ateliers bien-être vers l'emploi" entre la commune de Woluwe-Saint-Pierre et ACTIRIS.brussels - Subvention - Approbation**

LE CONSEIL,
Considérant la décision d'ACTIRIS.BRUSSELS d'octroyer une subvention de 7.000,00 EUR pour l'organisation d'ateliers bien-être gratuits à destination des chercheurs d'emploi ;
Considérant la volonté de la commune de Woluwe-Saint-Pierre d'organiser des ateliers bien-être gratuits à destination des chercheurs d'emploi ;
DECIDE d'approuver la convention de collaboration rédigée par ACTIRIS.BRUSSELS, conclue dans le cadre du projet "Ateliers bien-être vers l'emploi" telle que reprise en annexe.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.
30 votants : 30 votes positifs.

GR - Werkgelegenheid - Samenwerkingsovereenkomst "Welzijnsworkshops naar een job" tussen de gemeente van Sint-Pieters-Woluwe en ACTIRIS.brussels - Subsidie - Goedkeuring

DE RAAD,
Overwegende de beslissing van ACTIRIS.BRUSSELS om een subsidie van 7.000,00 EUR toe te kennen voor de organisatie van gratis welzijnsworkshops voor werkzoekenden ;
Overwegende de wil van de gemeente Sint-Pieters-Woluwe om gratis welzijnsworkshops voor werkzoekenden te organiseren ;
BESLUIT de door ACTIRIS.BRUSSELS opgestelde samenwerkingsovereenkomst, gesloten in het kader van het project "Welzijnsworkshops naar een job", zoals bijgevoegd, goed te keuren.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

25.04.2023/A/0010 **CC - Emploi - Convention de collaboration "Formation continue 2023" entre la commune de Woluwe-Saint-Pierre et ACTIRIS.brussels - Subvention - Approbation**

LE CONSEIL,
Considérant la décision d'ACTIRIS.BRUSSELS d'octroyer une subvention de 3.000,00 EUR pour l'organisation de formations continues afin d'améliorer les synergies entre les Partenaires de la Maison de l'Emploi de Woluwe-Saint-Pierre ;
Considérant la volonté de la commune de Woluwe-Saint-Pierre d'organiser des formations continues en vue de développer les synergies entre les partenaires de la Maison de l'Emploi de Woluwe-Saint-Pierre ;
DECIDE d'approuver la convention de collaboration rédigée par ACTIRIS.BRUSSELS, conclue dans le cadre du projet "Formation continue 2023" telle que reprise en annexe.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.
30 votants : 30 votes positifs.

GR - Werkgelegenheid - Samenwerkingsovereenkomst "Voortgezette opleiding 2023" tussen de gemeente van Sint-Pieters-Woluwe en ACTIRIS.brussels - Subsidie - Goedkeuring

DE RAAD,
Overwegende de beslissing van ACTIRIS.BRUSSELS om een subsidie van 3.000,00 EUR toe te kennen aan de organisatie van permanente vorming om de synergieën tussen de partners van het Jobhuis van Sint-Pieters-Woluwe te verbeteren ;
Overwegende de wil van de gemeente Sint-Pieters-Woluwe om permanente vorming te organiseren met het oog op de ontwikkeling van synergieën tussen de partners van het Jobhuis van Sint-Pieters-Woluwe ;
BESLUIT de door ACTIRIS.BRUSSELS opgestelde samenwerkingsovereenkomst, gesloten in het kader van het project "Permanente vorming 2023", zoals bijgevoegd, goed te keuren.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

Enseignement francophone - Enseignement néerlandophone - Franstalig onderwijs - Nederlandstalig onderwijs

25.04.2023/A/0011 **CC - Enseignement fondamental francophone - R.G.P.D - Convention d'échange de données à caractère personnel entre la Commune de Woluwe-Saint-Pierre et le Centre PMS Libre de Woluwe 2 - Approbation**

LE CONSEIL,
Vu la Loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel ;
Vu le Décret du 14 juillet 2006 relatif aux missions, programmes et rapport d'activités des Centre psycho-médico-sociaux ;
Considérant que les établissements scolaires et les centres psycho-médico-sociaux sont soumis au Règlement général sur la protection des données ;
Considérant la nécessité des échanges entre les intervenants scolaires des écoles communales de Woluwe-Saint-Pierre et les membres du Centre PMS Libre de Woluwe 2 dans le cadre de leurs missions d'accompagnement psych-médico-social des élèves scolarisés au sein des écoles communales ;
Vu la politique de protection des données personnelles des Centres PMS Libre de

Woluwe 2 ;
DECIDE d'approuver la convention d'échange de données à caractère personnel entre la Commune de Woluwe-Saint-Pierre et le Centre PMS Libre de Woluwe 2, ci-annexée.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.
30 votants : 30 votes positifs.

25.04.2023/A/0012

GR - Nederlandstalig basisonderwijs - Scholen Mooi-Bos en Stokkel De Halte - Aansluiting bij het leercentrum Kasterlinden - Schooljaar 2023-2024 - Goedkeuring

DE RAAD,
Gelet op de nieuwe gemeentewet van 24.06.1988, betreffende de bevoegdheden van de Gemeenteraad ;
Gelet op het decreet van 10.03.2023 over leersteun ;
Gelet op het decreet basisonderwijs van 25.02.1997, artikel 172 quinquies ;
Overwegende dat het decreet van 10.03.2023 over leersteun bepaalt dat een schoolbestuur moet aansluiten bij één leersteuncentrum naar keuze, met uitzondering van een specifiek leersteuncentrum type 4, 6 of 7, georganiseerd door een bestuur van het eigen of een ander onderwijsnet, om leersteun te kunnen ontvangen voor de leerlingen en leerkrachten van zijn scholen voor gewoon onderwijs ;
Overwegende dat een dergelijk leersteuncentrum leersteun biedt aan scholen voor gewoon onderwijs die leerlingen hebben met :

- een GC-verslag (verslag gemeenschappelijk curriculum, dit is een verslag dat toegang geeft tot leersteun bij een gemeenschappelijk curriculum, vermeld in artikel 16 van het decreet basisonderwijs en artikel 352 van de Codex Secundair Onderwijs),
- IAC-verslag (verslag individueel aangepast curriculum, dit is een verslag dat toegang geeft tot een individueel aangepast curriculum, vermeld in artikel 15 van het decreet basisonderwijs en in artikel 294, § 2, 1° van de Codex Secundair Onderwijs) of
- OV4-verslag (dit is het verslag vermeld in artikel 294, § 2, 2° van de Codex Secundair Onderwijs).

Overwegende dat het leersteuncentrum komt in de plaats van de huidige ondersteuningsnetwerken dat een dergelijk leersteuncentrum deel kan uitmaken van een school voor buitengewoon onderwijs of een aparte instelling kan zijn ;
Gelet op de ontwerptekst van de memorie van toelichting, kiest de Vlaamse Regering hiermee voor een nieuw ondersteuningsmodel:

- mensen, middelen en expertise worden geconcentreerd in deze nieuwe leersteuncentra, die anders georganiseerd zijn dan de huidige ondersteuningsnetwerken ;
- er wordt gekozen voor een beperkt aantal leersteuncentra die de mogelijkheden maximaal bundelen én garanderen met een voldoende kritische massa :
- scholen voor gewoon onderwijs kiezen vrij het leersteuncentrum waarbij ze willen aansluiten (los van het net of de koepel waartoe ze behoren) en nemen een belangrijke rol op in de leersteunraad. Jaarlijks kunnen ze kiezen om hun

middelen in dat leersteuncentrum onder te brengen waar hun noden optimaal beantwoord worden ;

Overwegende dat de Vlaamse Regering met de representatieve verenigingen van inrichtende machten (waaronder OVSG) en het gemeenschapsonderwijs een protocol zal afsluiten over waar de LSC's mogen worden opgericht en door welke besturen (protocol landschap LSC) ;
Overwegende dat het schoolbestuur zijn keuze moet meedelen aan het betrokken leersteuncentrum en aan AGODI uiterlijk een maand na de publicatie van dit protocol landschap LSC ;
Overwegende dat het schoolbestuur wenst aan te sluiten bij het leersteuncentrum Kasterlinden, Groot-Bijgaardenstraat 434,1082 St-Agatha-Berchem, om voor de leerlingen en leerkrachten van de eigen scholen (GBS Mooi-Bos en GBS Stokkel De Halte) te voorzien in professionele leersteun ;
BESLUIT de aansluiting bij leersteuncentrum Kasterlinden, Groot-Bijgaardenstraat 434, 1082 St-Agatha-Berchem, voor schooljaar 2023-2024, voor de gemeentelijke basisscholen Mooi-Bos en Stokkel De Halte goed te keuren.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

Taxes - Belastingen

25.04.2023/A/0013 **CC - Règlement-redevance relatif à l'Académie néerlandophone de Woluwe-Saint-Pierre - Modification - Prorogation**

LE CONSEIL,
Vu le règlement-redevance relatif à l'Académie néerlandophone de Woluwe-Saint-Pierre, voté par le Conseil communal en séance du 29.03.2022, devenu obligatoire en date du 04.04.2022, applicable pour l'année scolaire 2022-2023 ;
Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 117 ainsi que l'article 137bis relatif au recouvrement des créances non-fiscales ;
Vu le décret du Gouvernement flamand du 31.07.1990 relatif à l'enseignement-II ;
Vu le décret du Gouvernement flamand du 09.03.2018 relatif à l'enseignement artistique à temps partiel, notamment l'article 91 ;
Vu l'information du 02.03.2023 de "OnderwijsVereniging van Steden en Gemeenten" communiquant les nouveaux tarifs des droits d'inscription pour l'année scolaire 2023-2024 ;
DECIDE de modifier et de proroger comme suit le règlement-redevance relatif à l'Académie néerlandophone de Woluwe-Saint-Pierre :
Article 1.-
Il est établi, pour l'année scolaire 2023-2024, un droit d'inscription à l'Académie néerlandophone, une cotisation pour l'A.S.B.L. "VRIENDENKRING VAN DE GEMEENTELIJKE MUZIEKACADEMIE VAN SINT-PIETERS-WOLUWE", ainsi qu'une redevance en cas de location d'instruments de musique.
Droit d'inscription
Article 2.-
La fréquentation de l'Académie est soumise au paiement du droit d'inscription exigé et fixé par le Gouvernement Flamand.
Le montant dudit droit d'inscription est obligatoirement reversé à "het agenschap voor

onderwijsdiensten (AGODI)" du ministère de la Communauté flamande.
L'AGODI ne remboursera pas le montant du droit d'inscription en cas d'abandon, quel qu'en soit le motif.

Article 3.-

Le tarif du droit d'inscription est fixé comme suit :

- pour les jeunes (nés après le 31.12.2005) avec tarif réduit : 54,00 EUR ;
- pour les autres jeunes (nés après le 31.12.2005) : 81,00 EUR ;
- pour les adultes avec tarif réduit : 158,00 EUR ;
- pour les autres adultes : 372,00 EUR.

Article 4.-

Pour entrer en considération pour les frais d'inscription réduits, l'élève doit remplir au moins une des conditions suivantes, le jour de l'inscription :

- être au chômage complet ou équivalent, le jour de l'inscription ;
preuve : une attestation délivrée par le Service flamand pour l'emploi ou une attestation délivrée par l'Office national pour l'emploi ;
- être obligatoirement inscrit comme demandeur d'emploi sur la base de la réglementation relative à l'emploi et au chômage ;
preuve : une attestation délivrée par le Service flamand pour l'emploi ou une attestation délivrée par l'Office national pour l'emploi ;
- percevoir un revenu d'intégration du C.P.A.S. ou une prestation équivalente ;
preuve : une attestation délivrée par le C.P.A.S. ou une carte UitPAS nominative indiquant le statut de précarité ;
- percevoir une garantie de revenu pour personnes âgées ou une rente ;
preuve : une attestation délivrée par l'Office national des pensions ou une carte UiTPAS nominative indiquant le statut de précarité ;
- être reconnu comme personne handicapée et bénéficier d'une allocation du Service Public Fédéral Sécurité Sociale ;
preuve : une attestation prouvant le droit à une allocation pour personnes handicapées délivrée par le Service Public Fédéral Sécurité sociale ou un extrait de compte prouvant une allocation pour personnes handicapées du SPF Sécurité sociale ou une carte européenne de handicap conformément au protocole d'accord du 10.10.2016 entre le gouvernement fédéral, le gouvernement flamand, le gouvernement wallon, la Commission communautaire française et le gouvernement de langue allemande concernant le projet de carte européenne de handicap ;
- être bénéficiaire d'allocations familiales majorées, reconnues pour au moins 66 % ;
preuve : une attestation du SPF Sécurité sociale, indiquant 4 points sur le critère "conséquences physiques et psychologiques du handicap" ou une attestation d'une caisse d'allocations familiales ou de l'Agence fédérale des allocations familiales si l'attestation indique explicitement que des allocations familiales majorées sont accordées en raison d'un handicap d'au moins 66 % ou une carte UiTPAS nominative indiquant le statut de précarité ;
- séjourner dans un foyer de remplacement ou dans un établissement médico-pédagogique ou dans une famille d'accueil ;
preuve : une déclaration écrite ou électronique de la direction de l'établissement où l'élève séjourne ou qui l'a placé ;
- avoir le statut de réfugié politique reconnu ;
preuve : une attestation délivrée par le Commissariat Général aux Réfugiés et

aux Apatrides.
Cette attestation doit mentionner explicitement "réfugié" comme nationalité ou un certificat d'inscription au registre des étrangers de la commune où réside l'élève ou une pièce d'identité pour les étrangers ;

- être en incapacité de travail à au moins 66 % ;

preuve : une attestation de l'assurance maladie si elle mentionne une période de validité et un degré d'incapacité de travail ou d'invalidité d'au moins 66 % ou une attestation de l'Office national d'assurance maladie et invalidité (I.N.A.M.I.) conformément à l'article 100 §1er de la loi du 14.07.1994 sur l'assurance maladie obligatoire ou une attestation du Service public fédéral Affaires sociales, indiquant "une réduction des revenus à un tiers ou moins des revenus qu'une personne valide peut gagner grâce à une profession sur le marché du travail en général" ;

- être bénéficiaire de l'intervention majorée de l'assurance ;

preuve : une attestation de l'intervention majorée de l'assurance par la mutuelle délivrée par l'organisme public qui verse la prestation ou une attestation attestant que l'élève perçoit un revenu d'intégration du C.P.A.S. ou une prestation équivalente ou une carte UiTPAS nominative indiquant le statut de précarité.

Article 5.-
Les attestations et certificats qui justifient le droit d'inscription réduit doivent être valables au mois de septembre de l'année scolaire pour laquelle la réduction est demandée.
Article 6.-
Un jeune qui est né après le 31.12.2005 paie un droit d'inscription réduit :

- si un autre membre de la même catégorie d'âge (résidence principale à la même adresse) a déjà payé le droit d'inscription dans la même académie ou dans une autre académie artistique à horaire réduit ;
- pour chaque nouvelle inscription dans une nouvelle discipline d'enseignement dans la même ou dans une autre académie artistique à horaire réduit.

Article 7.-
Tous les jeunes de 18 à 24 ans bénéficient par définition du tarif réduit pour adultes. Il n'y a pas de documents spécifiques requis.
Cotisation pour l'A.S.B.L. "VRIENDENKRING VAN DE GEMEENTELIJKE MUZIEKACADEMIE VAN SINT-PIETERS-WOLUWE"
Article 8.-
Le tarif de la cotisation est fixé comme suit :

- pour les jeunes avec tarif réduit : 11,00 EUR ;
- pour les autres jeunes : 9,00 EUR ;
- pour les adultes avec tarif réduit : 2,00 EUR ;
- pour les autres adultes : 3,00 EUR.

Le montant de ladite cotisation est obligatoirement reversé à l'A.S.B.L. "VRIENDENKRING VAN DE GEMEENTELIJKE MUZIEKACADEMIE VAN SINT-PIETERS-WOLUWE".
Frais de location d'un instrument de musique
Article 9.-
Le tarif pour la redevance annuelle est fixé comme suit :

- guitare, violon, violoncelle, clarinette, trompette, hautbois, flute, cornet, cor, trombone, tuba : 60,00 EUR ;
- contrebasse, basson, saxophone, harpe : 85,00 EUR.

Redevable

Article 10.-

La redevance est due par la personne inscrite à l'Académie ou, en cas d'enfant mineur, par ses parents ou toute autre personne légalement responsable.

Article 11.-

Le droit d'inscription et la cotisation sont payables directement au moment de l'inscription.

La redevance pour la location d'un instrument de musique est payable directement à la réception de l'instrument.

Article 12.-

Le recouvrement de la redevance est poursuivi par toute voie de droit.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.
30 votants : 30 votes positifs.

GR - Retributiereglement betreffende de Nederlandstalige Academie van Sint-Pieters-Woluwe - Wijziging - Verlenging

DE RAAD,

Gelet op het retributiereglement betreffende de Nederlandstalige Academie van Sint-Pieters-Woluwe, gestemd door de Gemeenteraad in zitting van 29.03.2022, verbindend geworden op datum van 04.04.2022, toepasselijk voor het schooljaar 2022-2023 ;

Gelet op de nieuwe Gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 117 evenals artikel 137bis betreffende de invordering van de niet-fiscale schuldvorderingen ;

Gelet op het decreet van de Vlaamse Regering van 31.07.1990 betreffende het onderwijs-II ;

Gelet op het decreet van de Vlaamse Regering van 09.03.2018 betreffende het deeltijds kunstonderwijs, met name artikel 91 ;

Gelet op het omzendbrief van 02.03.2022 van de OnderwijsVereniging van Steden en Gemeenten die de nieuwe tarieven van het inschrijvingsgeld voor het schooljaar 2023-2024 verstrekt ;

BESLUIT het retributiereglement betreffende de Nederlandstalige Academie van Sint-Pieters-Woluwe als volgt te wijzigen en te verlengen :

Artikel 1.-

Er wordt, voor het schooljaar 2023-2024, een inschrijvingsgeld voor de Nederlandstalige Academie, een bijdrage voor de V.Z.W. "VRIENDENKRING VAN DE GEMEENTELIJKE MUZIEKACADEMIE VAN SINT-PIETERS-WOLUWE" evenals een retributie in geval van de verhuur van muziekinstrumenten, geheven.

Inschrijvingsgeld

Artikel 2.-

Het bijwonen van de lessen van de academie is onderworpen aan de betaling van een inschrijvingsgeld vereist en vastgesteld door de Vlaamse Regering.

Het bedrag van het voornoemde inschrijvingsgeld moet verplicht worden doorgestort aan het agentschap voor onderwijsdiensten (AGODI) van het ministerie van de Vlaamse Gemeenschap.

Het AGODI zal in geval van stopzetting, wat ook het motief mag zijn, het bedrag van het inschrijvingsgeld niet terug storten.

Artikel 3.-
Het tarief van het inschrijvingsgeld wordt als volgt vastgesteld :

- voor de jongeren (geboren na 31.12.2005) met verminderd tarief : 54,00 EUR;
- voor de andere jongeren (geboren na 31.12.2005) : 81,00 EUR ;
- voor de volwassenen met verminderd tarief : 158,00 EUR ;
- voor de andere volwassenen : 372,00 EUR.

Artikel 4.-
Om in aanmerking te komen voor het verminderd inschrijvingsgeld moet de leerling op de dag van de inschrijving aan minstens een van de volgende voorwaarden voldoen:

- uitkeringsgerechtigd volledig werkloos zijn of daarmee gelijkgesteld ;
bewijsstuk : een attest uitgereikt door de Vlaamse Dienst voor Arbeidsbemiddeling of een attest uitgereikt door de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening ;
- verplicht ingeschreven zijn als werkzoekende op grond van de reglementering in verband met de arbeidsvoorziening en de werkloosheid ;
bewijsstuk : een attest uitgereikt door de Vlaamse Dienst voor Arbeidsbemiddeling of een attest uitgereikt door de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening ;
- een leefloon van het O.C.M.W. ontvangen of een uitkering die daarmee gelijkgesteld is ;
bewijsstuk : een attest uitgereikt door het O.C.M.W. of een UiTPAS met kansenstatuut op naam ;
- een inkomensgarantie voor ouderen of een rentebijslag ontvangen ;
bewijsstuk : een attest afgeleverd door de Rijksdienst voor Pensioenen of een UiTPAS met kansenstatuut op naam ;
- erkend zijn als persoon met een handicap en een tegemoetkoming van de Federale Overheidsdienst Sociale Zekerheid ontvangen ;
bewijsstuk : een attest dat het recht aantoont op een tegemoetkoming aan personen met een handicap dat is uitgereikt door de Federale Overheidsdienst Sociale Zekerheid of een rekeninguittreksel waaruit een tegemoetkoming aan personen met een handicap blijkt van de Federale Overheidsdienst (FOD) Sociale Zekerheid of een European Disability Card conform het protocolakkoord van 10.10.2016 over het project European Disability Card tussen de Federale Regering, de Vlaamse Regering, de Waalse Regering, de Franse Gemeenschapscommissie en de Duitstalige Regering ;
- begunstigde zijn van een verhoogde kinderbijslag, erkend voor ten minste 66% ;
bewijsstuk : een attest van de FOD Sociale Zekerheid, met vermelding van 4 punten op het criterium "lichamelijke en psychische gevolgen van de handicap" of een attest van een kinderbijslagfonds of van het Federaal Agentschap voor de Kinderbijslag Famifed als het attest uitdrukkelijk vermeldt dat er een verhoogde kinderbijslag toegekend wordt wegens een handicap van ten minste 66 % of een UiTPAS met kansenstatuut op naam ;
- in een gezinsvervangend tehuis of in een medisch-pedagogische instelling of in een pleeggezin verblijven ;
bewijsstuk : een schriftelijke of elektronische verklaring van de directie van de instelling waar de leerling verblijft of die de leerling geplaatst heeft ;

- het statuut van erkend politiek vluchteling bezitten ;

bewijsstuk : een attest uitgereikt door het Commissariaat-Generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen. Op dit attest moet bij nationaliteit expliciet "vluchteling" vermeld staan of een bewijs van inschrijving in het vreemdelingenregister in de gemeente waar de leerling verblijft of een identiteitsbewijs voor vreemdelingen ;

- voor ten minste 66 % arbeidsongeschikt zijn ;

bewijsstuk : een attest van de ziekteverzekering als het een geldigheidsperiode vermeldt en een graad van arbeidsongeschiktheid of mindervaliditeit van ten minste 66 % of een attest van de Rijksdienst voor Ziekte- en Invaliditeitsverzekering (R.I.Z.I.V.) conform artikel 100 § 1 van de wet van 14.07.1994 betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen of een attest van de Federale Overheidsdienst Sociale Zaken, met vermelding van "vermindering van het verdienvermogen tot een derde of minder van wat een valide persoon door een of ander beroep op de algemene arbeidsmarkt kan verdienen" ;

- begunstigde zijn van de verhoogde verzekeringstegemoetkoming ;

bewijsstuk : een attest van de verhoogde verzekeringstegemoetkoming door het ziekenfonds dat is uitgereikt door de overheidsinstantie die de uitkering betaalt of een attest dat de leerling een leefloon van het O.C.M.W. ontvangt of een uitkering die daarmee gelijkgesteld is of een UiTPAS met kansenstatuut op naam.

Artikel 5.-

De attesten en bewijzen die het verminderd inschrijvingsgeld rechtvaardigen, moeten geldig zijn in de maand september van het schooljaar waarvoor de korting wordt aangevraagd.

Artikel 6.-

Een jongere die geboren is na 31.12.2005 betaalt verminderd inschrijvingsgeld :

- indien een ander lid van dezelfde leefeenheid (hoofdverblijfplaats op hetzelfde adres) het inschrijvingsgeld al heeft betaald in dezelfde of in een andere academie voor deeltijds kunstonderwijs ;
- voor iedere extra inschrijving in een andere studierichting in dezelfde of in een andere academie voor deeltijds kunstonderwijs.

Artikel 7.-

Alle 18- tot 24-jarigen vallen per definitie onder het verminderd tarief voor volwassenen. Hiervoor moeten geen specifieke documenten worden voorgelegd.

Bijdrage voor de V.Z.W. "VRIENDENKRING VAN DE GEMEENTELIJKE MUZIEKACADEMIE VAN SINT-PIETERS-WOLUWE"

Artikel 8.-

Het tarief van de bijdrage wordt als volgt vastgesteld :

- voor de jongeren met verminderd tarief : 11,00 EUR ;
- voor de andere jongeren : 9,00 EUR ;
- voor de volwassenen met verminderd tarief : 2,00 EUR ;
- voor de andere volwassenen : 3,00 EUR.

Het bedrag van de voornoemde bijdrage moet verplicht worden doorgestort aan de V.Z.W. "VRIENDENKRING VAN DE GEMEENTELIJKE MUZIEKACADEMIE VAN SINT-PIETERS-WOLUWE".

Kosten voor de verhuur van een muziekinstrument

Artikel 9.-
Het tarief van de jaarlijkse retributie wordt als volgt vastgesteld :

- gitaar, viool, cello, klarinet, trompet, hobo, fluit, cornet, hoorn, trombone, tuba : 60,00 EUR ;
- contrabas, fagot, saxofoon, harp : 85,00 EUR.

Retributieplichtige
Artikel 10.-
De retributie is verschuldigd door de persoon ingeschreven in de Academie of, in geval een minderjarig kind, door hun ouders of elke andere persoon wettelijk verantwoordelijk.
Artikel 11.-
Het inschrijvingsgeld en de bijdrage zijn onmiddellijk te betalen op het ogenblik van de inschrijving.
De retributie voor de verhuur van een muziekinstrument is onmiddellijk te betalen bij ontvangst van het muziekinstrument.
Artikel 12.-
De invordering van de retributie gebeurt langs elk mogelijk gerechtsmiddel.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

Interpellations - Interpellaties

25.04.2023/A/0014 **CC - Interpellation - "Récupération Eau Pluviale - European Green Cities Award" (M. Michel NAETS)**

LE CONSEIL,
Vu le dossier intitulé "Récupération Eau Pluviale - European Green Cities Award"", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de M. Michel NAETS, conseiller communal ;
ENTEND :

1. l'interpellation de M. Michel NAETS, dont résumé ci-après établi par l'intéressé :
   "Monsieur le Président,
   Je voudrais vous parler de la récupération de l'eau pluviale.
   A l'image de la Commune de Wetteren en Flandre Orientale je vous propose de réfléchir quant à l'opportunité de récupérer les eaux pluviales de nos plus grands édifices communaux ;
   Le changement climatique nous promet des aléas considérables de périodes de fortes précipitations suivie de longues périodes de sècheresse ;
   En attendant que nos décideurs trouvent une formule adéquate et durable, les collectivités locales devront y faire face, au risque de grever les budgets communaux considérablement ;
   Car à l'avenir un de ces problèmes sera effectivement la raréfaction de l'eau ;
   Si malgré les intempéries récentes que nous avons connues en ce mois de janvier, mon message peut vous sembler insensé, Jean-Pascal Van Ypersele lui en est convaincu.
   A l'image donc de la Commune de Wetteren en Flandre Orientale je vous

propose de récupérer les eaux pluviales de nos plus grands édifices communaux tel que de l'Hôtel Communal ou le Centre Sportif, et de les récolter dans de multiples bassins souterrains ;
Ainsi récoltée, dans un premier temps cette eau sera disponible pour nos plantations communales en été; à termes, avec des subsides, cette eau pourra être filtrée et rendue propre à un usage intelligent où même à la consommation ;
Pour les plus sceptiques, sachez qu'un jour de par sa nécessité impérieuse la récupération des eaux fluviales sera obligatoire ;
J'invite donc les autorités communales à budgéter sans tarder cette alternative et de participer avec ce projet à la **European Green Cities award**." ;

2. l'intervention de M. Laurent de SPIRLET, conseiller communal ;
3. la réponse suivante qui lui est donnée par Mme Caroline LHOIR, échevin :
"Monsieur le Conseiller,
Je suis ravie d'entendre que la question de la récupération de l'eau pluviale est prise en considération à travers notre conseil communal.
Tout d'abord, je tiens à souligner que tout le monde autour de la table du Collège est conscient des **constats scientifiques** concernant l'impact du changement climatique sur notre environnement, nos ressources naturelles et notre société. Les événements extrêmes tels que des périodes plus longues et plus intenses de pluies intenses et de sécheresses sont de plus en plus fréquents et préoccupants. Nous sommes conscients que la **gestion intégrée de l'eau pluviale** et plus spécifiquement la récupération de l'eau de pluie, est une préoccupation cruciale pour la durabilité de notre commune.
D'ailleurs, **3 objectifs opérationnels relatifs à l'eau** se retrouvent spécifiquement dans le **plan Climat communal** que nous adopterons d'ici l'été :
    1. Renforcer l'utilisation rationnelle de l'eau, avec notamment :
        - Mieux mesurer les quantités consommées et éviter les fuites, par l'ajout d'équipements de mesure et de détection
        - Choisir des essences vivaces et indigènes nécessitant moins d'arrosage ;
    2. Déconnecter les eaux pluviales du réseau d'égouts, avec notamment :
        - Maximiser l'infiltration des eaux pluviales là où elles tombent
        - Favoriser les revêtements infiltrants en zone de stationnement
        - Favoriser les toitures vertes et toitures stockantes
        - Inciter les particuliers et le tertiaire à s'équiper de citernes ;
    3. Utiliser l'eau pluviale en remplacement de l'eau de distribution :
        - Dans nos bâtiments
        - Dans les espaces verts
        - Dans l'espace public pour la propreté

Pour illustrer ces objectifs, voici **quelques exemples récents de projets** en cours dans nos projets et chantiers relatifs aux **bâtiments publics communaux**. Cette approche percole aussi progressivement au niveau de nos travaux de **voiries**, selon les solutions techniques et budgets disponibles.
Nous avons déjà équipé plusieurs de nos bâtiments publics de **citernes** pour récupérer l'eau de pluie, et nous continuons dans cette direction chaque fois que des rénovations le permettent.

Vous pouvez trouver une liste de ces bâtiments sur notre site Web dédié à la durabilité : https://durable.woluwe1150.be/mise-en-place-de-citernes-deau-de-pluie/.

- A u **Commissariat de police** situé dans les bâtiments de l'Hôtel communal : 4 citernes de 10.000 litres. L'eau est utilisée pour alimenter les sanitaires du commissariat.
- Au **Magasin Communal** : 2 citernes de 20.000 litres. Elles permettent d'alimenter les citernes d'arrosage et la balayeuse.
- Au **Centre Sportif Sportcity** : une citerne de 10.000 litres qui permet notamment l'arrosage du terrain de tennis.
- Au **terrain de football situé rue Kelle** : une citerne de 40.000 litres.
- A la **crèche « L'Arc-en-Ciel de Stockel »** : 2 citernes de 10.000 litres alimentent l'ensemble des sanitaires de la crèche, machines à laver et point d'eau pour l'extérieur.

En outre, d'autres réalisations récentes sont en cours ou prévues, notamment sur le site scolaire de Joli-Bois :

- **Rénovation des blocs sanitaires WC à Joli-Bois** été 2022 - doublage des tuyauteries en vue d'une alimentation des sanitaires en eau pluviale (pas encore de citerne installée dans la cour mais l'installation est prête au niveau des WC). Ceci sera également prévu pour les sanitaires des écoles Chant d'Oiseau et du Centre (travaux prévus en été 2023).
- Participation à plusieurs **« Audit eau » proposés par l'IBGE/Bruxelles Environnement** avec un subside **« Quickwins »** visant à la gestion des eaux de pluies sur différents sites. Plusieurs sites scolaires (cours de récréation) ont été introduits et le site scolaire de Joli-Bois a été retenu. Nous avons réalisé l'étape 5 (visite du site avec le facilitateur eau de BE) le 16/02/23 pour étudier toutes les possibilités de récupération/déconnexion des EP sur le site et/ou via une meilleure infiltration sur la parcelle. Et cela en lien avec les nouveaux projets de construction d'écoles Maternelle FR et NL prévues sur le site.
- Des tests de perméabilités d'infiltration d'eau ont été réalisés par Bruxelles Environnement sur le site Joli-Bois. Nous attendons leur rapport.
- Intégration dans les projets de nouvelles écoles Maternelle FR et NL de meilleure gestion des eaux pluviales sur le site ; à savoir : une **noue** sur le site NL + un **massif drainant** sur le site FR pour **infiltration partielle à la parcelle du trop-plein des citernes** (au lieu d'un rejet direct aux égouts) + **toiture végétalisée** (tampon des EP) + citernes EP pour sanitaires et arrosage des plantations + etc.
- Valorisation des revêtements de **cour de récréation perméables** (Komex et plein terre pour les projets JB FR et NL).

Enfin, je vous invite à aller vous promener également du côté de la rue du Duc, à hauteur de la trémie du tram, où nous avons rénové la **placette** et intégré un **premier petit bassin de pluie végétalisé**, qui permet d'accueillir et tamporiser/infilter une partie des eaux pluviales, plutôt que de les envoyer à l'égout.
Enfin, je dirais encore que nous jugeons comme vous essentiel de stocker l'eau de pluie pour des usages tels que le nettoyage des voiries et l'arrosage des

plantations communales en été. Cependant, nous pensons qu'il est également **essentiel d'aller vers une utilisation rationnelle de l'eau,** en mesurant notamment les quantités consommées et en évitant les fuites, tout en privilégiant des essences vivaces et indigènes nécessitant moins d'arrosage. C'est dans ce sens qu'est établi notre plan de gestion différenciée des espaces verts.
En résumé, nous sommes d'accord avec vous et nous poursuivrons nos efforts pour valoriser la gestion intégrée des eaux pluviales dans nos projets et chantiers à venir.".

Le Conseil prend acte de l'interpellation et de la réponse donnée.

Dominique Harmel entre en séance / treedt in zitting.

25.04.2023/A/0015 **CC - Interpellation - "Dispositif chèques-sport - Suivi" (Mme Cécile VAINSEL)**

LE CONSEIL,
Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Dispositif chèques-sport - Suivi"", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de Mme Cécile VAINSEL, conseiller communal ;
ENTEND :

1. l'interpellation de Mme Cécile VAINSEL, dont résumé ci-après établi par l'intéressée :
   "Monsieur le Bourgmestre,
   En votre qualité d'échevin des sports, vous m'avez assuré avoir mis en place une politique ambitieuse de soutien à la pratique sportive des 6-18 ans par le biais du CPAS 15.000 € ont été affectés au dernier trimestre 2022 à cette politique.
   Questions posées au Collège des Bourgmestre et Echevins
   Pouvez-vous me dire combien d'enfants ont bénéficié d'une intervention sur cette base pour s'affilier au club sportif de leur choix en 2022 ?
   Quel montant a été effectivement consommé par rapport à l'enveloppe prévue ?
   Quels critères de revenus appliquez-vous en la matière ?
   De même, pouvez-vous me confirmer que cette enveloppe a bien été maintenue en 2023 ?
   Pouvez-vous me dire combien d'enfants ont bénéficié d'une intervention de notre commune par le biais du CPAS pour accéder à la pratique sportive de leur choix en 2023 ?
   Vous avez également annoncé votre intention de faire la publicité de cette politique, pouvez-vous préciser de quelle façon vous avez diffusé les informations à destination des familles ? Je rappelle que nous avions convenu ensemble que le public cible dépassait les seuls bénéficiaires du RIS." ;
2. la réponse suivante qui lui est donnée par M. Benoît CEREXHE, bourgmestre :
   "Madame la Conseillère,
   Je me souviens parfaitement des débats que nous avions eu à propos du dossier ce que l'on appelle les « Chèques Sports ». Et je ne sais plus trop la quantième fois que vous nous interpellez sur le sujet.
   Je peux vous dire que pour l'année 2022, nous avons eu en tout 56 personnes, qui ont été soutenues par notre CPAS, pour la participation à des activités sociales, sportives et culturelles ou pour permettre la participation à des

associations sportives sociales ou culturelles.
Et ce pour un budget total, quand on ajoute les initiatives d'inclusion par le biais d'aides aux techniques de l'information, cela fait 11.284 EUR.
Une soixantaine de bénéficiaires, sur un budget initial de 15.000 EUR inscrits pour 2022.
Et je vous confirme que ce budget de 15.000 EUR a été maintenu, et ce pour répondre à une autre de vos questions.
Sur les critères d'attribution, je ne peux que vous renvoyer à ce qui avait été dit dans ce même hémicycle, à savoir que ce montant est affecté aux personnes qui sont dans un état de besoin. Le Président du CPAS, Monsieur Philippe Van Cranem était d'ailleurs très légitimement intervenu lors du dernier Conseil communal et je m'en réfère à ses propos.
Les données pour 2023 sont en cours de traitement et elles seront disponibles à la fin de l'exercice 2023.
S'agissant des critères retenus, nous accordons la mesure à toute personne qui fait usage des services publics relevant des missions du CPAS, sous quelle que forme que ce soit ; j'entends les Services au sens le plus large).
A la lumière ce qui précède, on peut dire que les critères et considérations pouvant être pris en compte sont, par exemple :

- avant tout et de manière exclusive : la mesure dans laquelle les ressources sont insuffisantes ;
- la charge d'enfants ;
- les handicaps éventuels qui rendent la participation à la vie sociale encore plus difficile ;
- le degré d'isolement (mesuré par la fréquence des contacts sociaux, de participation à des événements, etc.).

A votre question de savoir si l'enveloppe a bien été maintenue en 2023, je vous réponds bien entendu oui. Le CPAS bénéficiant d'un subside structurel pour l'épanouissement social, culturel et sportif des concitoyens.
Sur la publicité faite auteur de cette politique d'aide faite à travers le sport, elle s'est articulée de la manière suivante :

- Via les Assistants sociaux, au moment de la rencontre avec un nouvel usager ;
- Via la Concertation scolaire communale :
  - Pour toucher les directions, le corps enseignant et les équipes psycho-éducatives au sein de nos écoles ;
- Via la coordination sociale ;
  - Au cours de ses assemblées plénières et des réunions partenaires ;
- Via courrier de l'Echevine de l'enseignement aux parents des écoles communales ;
- Via courrier du CPAS adressé à tous les bénéficiaires du revenu d'intégration et de l'aide sociale.

Et nous communiquerons dans le Wolu Mag du mois de juin, car je pense que c'est bien de le faire au moment de la rentrée scolaire. Le système mérite une communication plus large.
Je ne vais pas revenir sur le débat que nous avons eu avec les différences des politiques menées entre Woluwe-Saint-Pierre et Ixelles, mais je pense avoir répondu précisément à vos questions.

Au surplus et pour toute clarté : trois volets d'intervention sont prévus dans le cadre de l'article budgétaire du CPAS prévue pour l'aide, à savoir une intervention pour l'aide à la pratique sociale ou sportive ou culturelle ; un autre volet pour l'aide à des associations, sportives, sociale ou culturelles et enfin, et je vous ai dit de l'avoir intégré, un volet pour les initiatives d'inclusion aux techniques de l'information et de la Communication.
Cela fait en nombre de ventilation des bénéficiaires : 23 pour le point 1 ; 33 pour le point 2 ce qui fait 56. Je n'ai donc pas considéré que le point 3 rentrait dans le cadre cette aide directe à la pratique sportive. Cela aurait fait 67 personnes.
A votre suggestion de voir la Commune de Woluwe-Saint-Pierre figurer dans la brochure de la VGC, que vous mettez en avant, je la lirai avec attention. Car je pense que les initiatives en matière de « Sport pour Tous » doivent être encouragées et valorisées.
Vous savez, madame Vainsel, j'étais encore cette semaine à la piscine de Sportcity, où l'on donnait gratuitement des cours de natation pour les jeunes qui sont à Fedasil. Ceux-ci viennent une ou deux fois par semaine pour recevoir ces cours, et ce totalement gratuitement !
Nous menons également toute une série d'autres initiatives, comme celles liées à la pratique du tennis… Il me plairait donc bien évidemment d'être répertorié au sein des supports de Communication que vous évoquez et qui valorise l'accès au « Sport pour Tous). Je verrai donc cela bien volontiers avec le Président du CPAS afin de voir comment ou peut relayer les informations.
Pour « l'aide à la pratique sportive auprès d'une association », répertoriée dans les chiffres que je vous ai communiqués tout à l'heure, elle est bien entendu légitime. Car il faut entendre le terme « association » dans le sens de « club ». Et tous les clubs que je connais, sont bel et bien des « asbl », établis sous cette forme juridique. Je vous garantis que ces « asbl », ces « clubs » ne recherchent, ni font de profit…
On intervient donc en faveur de celles et ceux qui en ont objectivement besoin afin de participer aux activités proposées par ces associations. A quel pourcentage ? Je me renseignerai bien volontiers, mais à ma connaissance, aucune Commune ne prend 100 % des frais, cotisations ou participations en charge.".

Le Conseil prend acte de l'interpellation et de la réponse donnée.

Anne-Charlotte d'Ursel entre en séance / treedt in zitting.

25.04.2023/A/0016 **CC - Interpellation - "Suivi du test réalisé rond-point Montgomery et nouveau projet de réaménagement de l'avenue de Tervueren" (Mme Anne-Charlotte d'URSEL et M. Etienne DUJARDIN)**

LE CONSEIL,
Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Suivi du test réalisé rond-point Montgomery et nouveau projet de réaménagement de l'avenue de Tervueren"", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de Mme Anne-Charlotte d'URSEL et M. Etienne DUJARDIN, conseillers communaux ;
ENTEND :

1. l'interpellation de Mme Anne-Charlotte d'URSEL et M. Etienne DUJARDIN, dont résumé ci-après établi par les intéressés :
"Monsieur le Bourgmestre,

Le réaménagement de l'avenue de Tervuren et du rond-point Montgomery est un projet qui suscite de nombreuses réactions depuis de nombreuses années, notamment en raison du manque de concertation de la part du Gouvernement bruxellois. En effet, la décision de tester un nouvel aménagement du square et de planifier une piste cyclable bidirectionnelle coute que coute a été mal vécue par les riverains qui avaient pourtant proposé avec la commune un projet alternatif.

Bruxelles-Mobilité a entrepris un réaménagement temporaire du rond-point Montgomery en mars de l'année dernière, en supprimant une bande de circulation et en installant une piste cyclable à l'extérieur du rond-point. Cependant, le marquage au sol de ce test s'efface, ce qui rend la lisibilité plus difficile pour les usagers de la route. Par ailleurs, il appartient de se poser la question sur le fait de placer des blocs de béton pour tester un aménagement qui n'est même pas envisagé et qui ne sera même donc jamais mis en œuvre.

Questions posées au Collège des Bourgmestre et Echevins

Le test sur le square était vraisemblablement prévu jusqu'en octobre 2022. Qu'en est-il aujourd'hui ? Les riverains n'ont toujours pas reçu d'informations sur les résultats de ce test. Quels sont-ils ? Qu'est ce qui a été décidé à l'occasion de la réunion qui s'est tenue entre le cabinet d'Elke Van Den Brandt et les communes concernées ?

Nous apprenions il y a quelques semaines, à l'occasion de l'interpellation du groupe MR au parlement bruxellois qu'alors même que ce test n'était pas encore terminé, Bruxelles-Mobilité avait préparé un nouveau projet pour le réaménagement de l'avenue de Tervuren. Quelques éléments ont été apportés par la ministre de la Mobilité. Les modifications apportées sur Etterbeek ont été présentées. Qu'en est-il précisément pour le square Montgomery et la partie sanpétrusienne de l'avenue de Tervueren jusqu'au Palais Stoclet ?

Nous demandons la tenue d'une nouvelle réunion de concertation avec les riverains et associations de riverains qui réclament le respect de 4 principes de la vision globale qu'ils défendent depuis 4 ans déjà :

la création d'une piste cyclable (monodirectionnelle dans les deux sens) sécurisée et confortable entre le square Léopold II et le Cinquantenaire, l'apaisement des voies latérales, la préservation de l'accessibilité du quartier, ses commerces, ses écoles (pas de suppression de places de stationnement et pas de restrictions d'accès de voirie injustifiées et la reconversion de l'avenue en boulevard urbain.

Au sujet de la phase de test, jusque quand celle-ci est-elle prévue ? Quelle en est votre évaluation ? Quelle est votre évaluation de la sécurité des différents types d'usagers (accidents, presqu'accidents, confort,…) ?

Vous êtes-vous concertée avec les riverains sur les nouveaux aménagements de l'avenue ? Comment les consulterez-vous dans le cadre de l'évaluation du test ?

Qu'avez-vous prévu pour le stationnement ? Comment allez- vous compenser lune éventuelle suppression de places ?

En ce qui concerne le rond-point Montgomery, sachant que l'infrastructure actuelle, qui se résume grosso modo à quelques blocs de béton et de la peinture, se veut "provisoire" et ne reflète pas l'avant-projet final. Pouvez-vous nous dire quel était donc l'intérêt de cet aménagement temporaire voué à ne jamais être mis en œuvre ? Afin d'améliorer la sécurité des usagers du rond-point, avez-vous prévu de solutionner la problématique du marquage au sol qui s'efface ?" ;

2. l'intervention de Mme Cathy VAESSEN, conseiller communal ;
3. la réponse suivante qui leur est donnée par M. Benoît CEREXHE, bourgmestre :

"Ce dossier a d'abord été très mal emmanché par la Région, et tel que vous le rappelez, il a fait l'objet d'une longue vive opposition de la part des riverains et des 3 communes et des réserves énormes de la part de la zone de police en termes de sécurité. Nous nous sommes en effet opposés bec et ongle au projet de la Région de créer une piste bidirectionnelle au sud de l'avenue, supprimant ainsi plus de 50 places de parking sur notre commune pourtant bien utiles aux riverains et qui aurait eu pour effet de déplacer ces besoins en stationnement dans les rues voisines. Et je dois bien constater que nous avons eu raison de camper fermement notre position, puisque celle-ci a manifestement fini par être entendue par la Région puisqu'en septembre dernier, nous avons été invités par la Ministre à une réunion où elle nous a présenté les lignes directrices d'un projet totalement revu, ne partant plus d'une position régionale inacceptable pour nous, mais basé cette fois sur les points d'attention communaux. Et je souligne ici que contrairement à ce que certains prétendent, ceux-ci consistent en le fait de trouver un point d'équilibre entre tous les utilisateurs, quel que soit leur mode de déplacement, et non d'en favoriser l'un ou l'autre. Cela a toujours notre ligne de conduite.
Entre-temps, il est vrai qu'un aménagement temporaire du rond-point Montgomery a été mis en place. Là encore, nous avons bataillé ferme, aux côtés des riverains que je remercie encore pour leur rôle prépondérant dans ce dossier, pour rectifier le projet initialement proposé par la Région et faire en sorte que la situation soit acceptable pour les habitants et les utilisateurs du rond-point. J'avais déjà eu l'occasion lors d'une de vos précédentes interpellations. Nous avons fait une évaluation de cet aménagement consistant en principalement en une réduction du rond-point à 3 bandes, conjointement avec la zone de police l'été dernier. Cela nous paraissait acceptable mais il y avait un problème de remontées de files du côté de Woluwe-Saint-Lambert, avenue de Broqueville, mais pour le reste, cette solution nous semblait rencontrer les attentes sur le plan de la sécurité. Nous avons eu l'occasion d'en faire part à la Région, et le nouveau projet global de réaménagement tient compte de cette évaluation. Certains avaient imaginé un projet encre plus dingue, à savoir réduire d'encore d'une bande, pour n'en avoir plus que 2. S'il est vrai qu'au départ nous avons-nous-mêmes été surpris de voir que la Région proposait un aménagement définitif qui n'avait rien à voir avec ce test temporaire, celui-ci a finalement porté ses fruits puisque le projet final s'en inspire. Il est dans l'intention de la Région d'organiser une réunion publique pour les riverains juste avant l'été. Les 3 communes ont toujours insisté pour que les riverains soient associés. Et nous ne cessons d'insister sur le fait que rien ne peut être fait sans concertation et sans une adhésion des personnes qui vivent dans ce quartier.
Je pourrai vous transmettre copie de l'évaluation que nous avons réalisée au sujet de cette phase test. Dans le projet actuellement sur la table, vous avez cité un certain nombre de balises pour les riverains, je peux vous dire qu'elles sont prises en compte dans le projet. 7 points me paraissent essentiels :

- Création de pistes cyclables uni directionnelles au nord et au sud de l'avenue entre Mérode et le square Léopold II ;
- Ces pistes seront au centre d'un double alignement d'arbres, c'est-à-dire qu'il est prévu d'agrandir les bermes plantées d'arbres qui existent actuellement pour y mettre la piste cyclable et une rangée d'arbres supplémentaires. 80 nouveaux arbres sont prévus dans ce cadre ;
- Ce projet prévoit de rendre ce futur nouveau boulevard urbain plus convivial. À cette fin, avec l'objectif de casser l'actuel barrage urbain que représente l'avenue de Tervueren, le projet prévoit donc des

traversées cyclos-piétonnes : une sur Etterbeek entre Mérode et Montgomery et l'autre sur Woluwe-Saint-Pierre entre Montgomery et Léopold II ;

• Il est toujours bien prévu qu'une fois que la station Montgomery aura été réaménagée, le tram ne circule plus dans les rues Martin et duc ;

• Au niveau du rond-point Montgomery, trois bandes de circulation seront maintenues dans l'anneau, vers son centre, et la zone verte qui sépare la périphérie du centre du rond-point sera élargie pour accueillir une piste cyclable unidirectionnelle en site propre ;

• Il est en outre bien prévu que l'insertion des véhicules depuis les voiries donnant sur le rond-point se fasse par deux de front tel que le souhaitent la commune et les riverains, pour garantir une capacité d'absorption suffisante de véhicules dans le rond-point et ainsi une fluidité du trafic ;

• Et j'en terminerai en disant à nouveau que ce projet ne se fera pas au détriment du nombre de places de stationnement dans le quartier.

Voilà où nous en sommes aujourd'hui. Ce serait en effet positif si la Région arrivait maintenant avec son projet encore plus élaboré afin de pouvoir le présenter aux riverains mais vous voyez bien que les balises que nous partageons avec eux ont été, me semble-t-il, rencontrées. Et les échos du côté de Saint-Lambert et Etterbeek par rapport à ces évolutions sont aussi positifs. Il faut rester prudent, le diable se cache parfois dans les détails, mais je pense qu'on arrive maintenant à un point d'équilibre qu'on ne rencontrait pas dans les projets précédents.".

Le Conseil prend acte de l'interpellation et de la réponse donnée.

25.04.2023/A/0017 **CC - Interpellation - "Aide à la précarité des étudiants" (M. Michel NAETS)**

LE CONSEIL,
Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Aide à la précarité des étudiants"", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de M. Michel NAETS, conseiller communal ;
ENTEND :

1. l'interpellation de M. Michel NAETS, dont résumé ci-après établi par l'intéressé :
"Monsieur le Président,
La conjoncture économique met un grand nombre de citoyens en situation de grand désarroi.
Les augmentations généralisées, y compris des produits de première nécessité, force bien des ménages à la plus grande sobriété.
Une catégorie dont on parle peu, mais qui en souffre probablement le plus, sont nos jeunes étudiants.
Souvent un sentiment de honte empêche ces jeunes en situation de difficulté financière a entamer des démarches auprès des structures académiques ou scolaires.
Questions posées au Collège des Bourgmestre et Echevins :
A l'aube des examens de fin d'année, j'invite le collège à lancer une campagne de sensibilisation pour que ces jeunes osent entamer les démarches

nécessaires.
Très pratiquement je sollicite votre bienveillante autorité afin d'organiser l'accès à un repas chaud pour celles et ceux dont les capacités financières ne le permettent pas.
Cette aide pourrait être organisée à petite échelle dans notre Maison de Repos qui dépend du CPAS, dont les résidents auraient du reste la joie de voir une agréable mixité transversale des âges.
Je remercie les personnes qui m'ont longuement exposé les problèmes qu'elles connaissent actuellement et j'espère que notre assemblée répondra favorablement et a cet appel à l'aide." ;

2. la réponse suivante qui lui est donnée par Mme Carine KOLCHORY, échevin :

"Monsieur le Conseiller communal,
Je vous remercie pour votre interpellation et la suggestion que vous y faites.
La problématique de la précarité estudiantine, singulièrement à Bruxelles, n'est pas neuve. Le nombre d'étudiants bénéficiant d'une aide du CPAS ne cesse d'ailleurs d'augmenter, pouvait-on récemment lire dans les colonnes du Soir. En Belgique, plus de 25.000 étudiants bénéficient d'un « revenu d'intégration sociale » (ou « R.I.S. ») du CPAS, soit une hausse de 20% en quatre ans ! Ils étaient 8.500 il y a quinze ans ! Sans compter toutes celles et tous ceux qui ne s'adressent pas au CPAS par méconnaissance du système ou qui n'osent pas le faire parce qu'ils sont gênés… C'est ce qu'on appelle communément le non-recours aux droits qui touche malheureusement énormément de personnes. C'est une problématique connue et qui a déjà fait couler beaucoup d'encre pour tenter d'y remédier, notamment au Parlement bruxellois, mais également, plus récemment, au niveau européen … Mais là, je m'éloigne du sujet…
Il est clair que les crises sanitaire, énergétique et économique que l'on a vécues ces dernières années ne sont pas étrangères à cette aggravation de la précarité chez de nombreux ménages et chez les étudiants. Certains d'entre eux ne parviennent plus à subvenir à leurs besoins primaires et sont contraints de réduire drastiquement leurs sorties, leurs achats de 1ère nécessité, de rogner sur la nourriture, de vivre dans le froid, voire de postposer les soins de santé. Nous ne pouvons que regretter cette situation qui affecte considérablement les conditions de vie de tous ces jeunes et, dans des cas de plus en plus nombreux, leur santé mentale.
Pour les aider à faire face à cette situation, les étudiants de 18-25 ans (ou plus selon les cas) disposent d'un statut particulier dans la loi de 2002 sur le droit à l'intégration sociale. Ce statut leur permet de bénéficier, outre du « R.I.S. » d'un CPAS, d'un soutien complémentaire pour couvrir les frais liés aux études (minerval, intervention dans l'achat de vêtements spécifiques, frais psy, aide alimentaire, internet, etc.). Pour y avoir droit, il faut répondre à des conditions d'âge, de nationalité, de résidence, de disponibilité sur le marché de l'emploi et de revenu.
Des aides hors CPAS existent aussi : les aides financières directes octroyées par les universités, soit sous la forme d'une réduction du minerval, soit via l'octroi d'un montant pour assumer les dépenses du quotidien. Ces établissements reçoivent d'ailleurs une subvention de la Fédération Wallonie-Bruxelles pour ce faire. L'on peut aussi citer, notamment, l'achat de matériel de seconde main.
Pour ce qui concerne l'objet de votre question, c'est-à-dire l'accès à un repas chaud, les restos universitaires en proposent généralement à bas prix (entre 3 et 5 EUR pour un plat du jour équilibré) ; il existe aussi des bons plans sur internet. Je pense notamment au site 1repas1euro qui répertorie, notamment,

des idées de recettes pas chères à faire sur une semaine et établit une liste de courses garantie "petits budgets".
Pour terminer sur une note plus sanpétrusienne, même si l'administration communale et, singulièrement, son service des Affaires sociales n'a ni les ressources financières ni humaines pour répondre aux demandes de ces jeunes, il existe quelques initiatives pour aider celles et ceux qui ont des difficultés financières. J'en veux pour preuve Proxcity, le service porté par notre CPAS, qui livre, notamment, des repas à domicile… Et j'ai eu vent d'un très beau projet collectif, qui est actuellement en gestation, porté par l'asbl communale PAJ et les jeunes de la Cité de l'Amitié pour livrer 1 repas/semaine à un public en difficulté.
Quant à la mixité transversale des âges que vous mettez en avant dans votre interpellation, en tant qu'échevine de la famille et des seniors, je sais combien les rencontres intergénérationnelles peuvent être une richesse pour tout le monde… D'ailleurs, je développe, dans mes compétences, des initiatives en ce sens… Je suis certaine que le président de notre CPAS ici présent a pris bonne note de votre suggestion ce soir…".

Le Conseil prend acte de l'interpellation et de la réponse donnée.

25.04.2023/A/0018 **CC - Interpellation - "Inquiétudes concernant la santé des enfants suite à l'incendie de l'école Notre-Dame des Grâces" (Mme Cathy VAESSEN)**

LE CONSEIL,
Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Inquiétudes concernant la santé des enfants suite à l'incendie de l'école Notre-Dame des Grâces"", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de Mme Cathy VAESSEN, conseiller communal ;
ENTEND :

1. l'interpellation de Mme Cathy VAESSEN, dont résumé ci-après établi par l'intéressée :
"Monsieur le Bourgmestre,
Comme vous le savez, le samedi 1er octobre 2022, un grave incendie a dévasté l'école Notre-Dames des Grâces au départ de sa salle polyvalente.
Le lundi 10 octobre, une partie des classes les moins impactées ont pu réintégrer leurs locaux et, le mardi 8 novembre, tous les élèves ont pu réintégrer l'école. Les parents d'élèves ont tous été agréablement surpris par cette rapidité d'exécution – à tout le moins dans un premier temps –.
Selon des parents qui m'ont contactée, certains enfants se plaignent depuis lors de troubles respiratoires. D'autres enfants et enseignants auraient des maux de tête. Durant plusieurs semaines, une forte odeur de brûlé était perçue dans les locaux et des enfants rentraient le soir à la maison avec des vêtements qui sentaient le brûlé.
Les élèves ont vu passer plusieurs équipes de spécialistes protégées de la tête aux pieds pour nettoyer la suie dans le reste de l'école. Pour rappel, du mobilier en plastique ou avec des vernis, des frigos et du matériel de cuisine ont brûlé dans ces locaux. Selon les pompiers que j'ai pris le soin de contacter avant de vous interpeller, la combustion de ces matériaux lors de l'incendie a très probablement dégagé des fumées toxiques chargées de Composés Organiques Volatiles (COV) et de particules fines, très dangereuses pour la santé. Un incendie produit également des Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques (HAP). Les HAP sont des Composés Organiques Semi-Volatiles (COSV) et sont présents essentiellement sur les poussières.

Les changements de températures et le chauffage des locaux les rendent volatiles. Ces composés chimiques peuvent notamment générer des troubles respiratoires, des migraines et irriter les yeux. Ils sont classés cancérigènes et perturbateurs endocriniens.
Il ressort également de l'avis de la commission de concertation du 27 janvier 2022 du projet d'extension de l'école qu'il y a une présence d'amiante dans les revêtements de sols de l'école (un des objectifs de ce projet est de les retirer et mettre de nouveaux revêtements de sols). Certains parents craignent que la chaleur dégagée lors de l'incendie et les actions de nettoyage qui ont suivi aient pu également libérer d'autres éléments nocifs pour la santé de leurs enfants, emprisonnés dans les sols jusque-là.
Ce n'est que le jeudi 12 janvier 2023, que des éléments calcinés ont été retirés de la salle polyvalente par des équipes encore une fois protégées de la tête aux pieds. Selon les parents qui m'ont contactée, la forte odeur de brûlé qui s'était au fil des jours atténuée a refait vivement surface. Le fait que cette odeur n'avait pas totalement disparue pourrait s'expliquer par le fait qu'une des deux bouches d'aération de la salle polyvalente qui donne sur le couloir de la section maternelle était restée ouverte pendant tout ce temps.
Ce n'est que le 23 mars que cette bouche d'aération a enfin été colmatée suite à un contact téléphonique que j'ai eu avec le pouvoir organisateur de l'école. Toutefois, les parents d'élèves ont par la suite constaté que la porte entre ce même couloir et la salle polyvalente restait par moment (notamment toute la journée du 6 avril) grande ouverte, libérant dans l'école de nouveaux relans toxiques.
Enfin, depuis le mercredi 10 avril, la salle polyvalente a commencé à être vidée de son contenu carbonisé.
Ni l'école, ni l'administration communale que certains parents ont contacté ne semblent avoir communiqué à ce propos de manière à rassurer ceux-ci. Des parents sont inquiets pour la santé de leurs enfants, mais n'osent pas/plus en référer ouvertement à la direction de l'établissement qui considère qu'il est normal - je les cite - que « *cela ne sente pas la rose après un tel incendie* ».
C'est pour ces raisons que je souhaite vous interpeller aujourd'hui. En effet, l'article 135, § 2 de la Nouvelle loi communale, permet au bourgmestre de prendre toute mesure individuelle destinée à assurer dans la commune le maintien de l'ordre public, c'est-à-dire de la sécurité, de la tranquillité, de la propreté ou de la salubrité publiques. Par salubrité publique, on entend tout ce qui touche à l'hygiène et à la santé des habitants d'une commune. La protection de l'ordre public vise non seulement les espaces publics mais également les espaces accessibles au public ou dans des lieux privés.
Questions posées au Collège des Bourgmestre et Echevins

1. Trouvez-vous normal que cette odeur de brûlé ait persisté dans les locaux de l'école pendant autant de mois et à un tel point que des enfants rentraient chez eux avec des vêtements qui sentaient le brûlé ?
2. Avant de permettre à l'école de réouvrir partiellement et ensuite totalement, pourquoi n'avez-vous pas fait revenir le SIAMU (ou éventuellement un organisme externe) afin qu'ils effectuent des tests de salubrité des bâtiments (test de qualité de l'air intérieur pour s'assurer que les lieux accessibles à tous sont bien entièrement décontaminés de tous HAP, COV, ... et que les bouches d'aération de la salle polyvalente sont bien condamnées) ? Seule l'école ou le Bourgmestre en tant que responsable de sa commune (et ce même s'il ne s'agit pas d'une école communale) peut demander aux pompiers d'effectuer ces tests. Les frais de l'intervention sont très

limités et représentent minimum 188 EUR pour une visite d'1 heure du service prévention des pompiers.

3. Vu que la commune a apparemment été contactée par ces parents d'élèves dans les semaines qui ont suivi la réouverture de l'école, pourquoi n'avez vous pas décidé à ce moment de faire réaliser ces tests pour objectiver la situation? Avant de vous interpeller, j'ai bien entendu pris le temps d'échanger avec la direction et le pouvoir organisateur de l'école et il ressort de mes prises de contact que ceux-ci estiment ne pas devoir réaliser une telle analyse de la qualité de l'air si vous, en tant que Bourgmestre, ne le leur demandez pas ...
4. Alors que la salle polyvalente a été vidée des déchets carbonisés le 12 janvier et du 10 au 19 avril, les cours dans toute l'école ont continué. Estimez-vous que modifier les entrées et sorties de l'accès à ce bâtiment suffisent à éviter toute diffusion de produits toxiques dans les locaux occupés par des enfants et une partie du corps enseignant ? N'aurait-il pas été possible d'organiser cette évacuation des déchets carbonisés durant une période de vacances scolaires ?
5. Que comptez-vous faire dans les prochains jours pour rassurer toutes les personnes qui fréquentent l'école ?
6. Comptez-vous tirer des enseignements afin qu'une telle situation ne se reproduise pas ailleurs dans la commune ?" ;

2. les interventions de Mme Cécile VAINSEL et M. Georges DALLEMAGNE, conseillers communaux ;
3. la réponse suivante qui lui est donnée par M. Benoît CEREXHE, bourgmestre :

"Madame Vaessen,

Je vous remercie pour votre interpellation. Tels que vous exposez les faits, et on commence s'y habituer, on est en droit de penser qu'une négligence, peut-être même lourde, aurait été commise suite à l'incendie de l'école Notre-Dame des grâces du Chant d'Oiseau. C'est l'impression que peut donner le contenu de votre interpellation aujourd'hui.

La réalité du point de vue communal, et aussi du point de vue de l'école, est cependant totalement différente. En effet, aucun parent, d'après la direction et le pouvoir organisateur de l'école -je dis bien aucun parent- n'a fait part à l'école de l'une ou l'autre des inquiétudes que vous exposez dans votre récit. Ni même à l'association des parents d'élèves, dans l'hypothèse où certains parents craindraient de discuter de cela directement avec la direction pour une raison que j'ignore. L'école a pourtant elle-même tendu la perche pour que des parents réagissent. Elle a en effet adressé un courrier à tous les parents d'élèves de l'école -cela concerne 1200 parents- pour expliquer les démarches entreprises au lendemain de l'incendie, et en particulier le nettoyage mené par une société bien connue pour intervenir dans ce type de sinistre (on ne peut pas citer de nom en séance publique du Conseil communal). Cela n'a engendré aucune réaction ou question de la part des parents. Pas même dans les groupes WhatsApp des représentants de classe de l'association des parents d'élèves.

Coté commune, suite à votre affirmation selon laquelle elle aurait été contactée par des parents à ce sujet, nous avons fait le tour de l'ensemble des services. Il m'est revenu qu'une dame a appelé le secrétariat central et a fait part de ses inquiétudes vis-à-vis des locaux et des conditions sanitaires pour les enfants suite à l'incendie. Il lui a été conseillé d'écrire un mail au Bourgmestre, ce qui n'a manifestement pas été fait. À l'exception de cet appel, aucune trace d'e-mail ou d'appel téléphonique à ce sujet n'a pu être trouvée à la commune.

Vous présentez comme une évidence le fait que suite à cet incendie, et tenant compte que la salle polyvalente ravagée par les flammes allait demeurer en l'état pendant au moins de nombreuses semaines après le sinistre, des éléments toxiques, selon vous, étaient susceptibles d'atteindre les personnes fréquentant l'école, donc très majoritairement des élèves. Je ne pourrais imaginer que ni le SIAMU, dont c'est le métier, ce n'est pas la première fois qu'ils sont concernés par un incendie dans un lieu d'équipements collectifs, ni la société dont la mission de base consiste à réhabiliter des bâtiments après des incendies, n'aurait émis la moindre réserve quant au fait de retourner dans l'école après son nettoyage.

Je tiens également à nouveau préciser les choses, comme je l'ai fait au Conseil d'octobre dernier. C'est le pouvoir organisateur de chaque établissement scolaire qui porte la responsabilité de la prévention et de la sécurité incendie. Dans l'enseignement libre, c'est donc le PO de l'établissement qui gère cela, et la commune n'est pas le PO de cette école. Et je vous rappelle que je n'ai eu aucune plainte. Dans vos questions, vous prétendez que j'ai fait rouvrir l'école suite à l'incendie. C'est inexact. Je ne l'ai ni faite fermer, ni faite rouvrir. Je n'ai pris aucun arrêté. C'est le PO de l'école qui prend les décisions.

L'école a d'ailleurs reçu l'accord des pompiers le jour même de l'incendie pour éventuellement continuer la fancy fair dans la cour donnant sur l'avenue des Eperviers. Ces gens dont c'est le métier -et je ne pense qu'on puisse critiquer les compétences du SIAMU ici à Bruxelles- ont autorisé de continuer la fancy fair dans la cour arrière. Ce que l'école a décidé de ne pas faire pour toute une série de raison. Les pompiers ont également donné leur accord pour un retour au sein du bâtiment après le passage de la société dont c'est le métier qui s'est occupée du nettoyage complet de l'établissement (contenant + murs + plafonds + sols + matériel). Le retour des élèves a été réalisé par phase en fonction de l'avancement de la société de nettoyage au sein des différents étages. Par ailleurs, les portes, les bouches d'aération et fenêtres de la salle polyvalente étaient calfeutrées par cette entreprise dès le lendemain de l'incendie. Ces gens interviennent toujours en extrême urgence. Toutes les gaines de ventilations ont été nettoyées (facture à l'appui).

Dès lors, je le répète, à partir du moment où ni le SIAMU, ni la société spécialisée, n'ont fait part de quelconque réserve ou précautions à prendre pour rentrer en classe une fois les travaux de nettoyages réalisés, et qu'aucun parent n'a pris contact ni avec l'école, ni avec l'association de parents d'élèves, ni avec la commune sous la réserve de cette personne dont je n'ai jamais reçu le mail… Que voulez que je fasse ? Je peux vous garantir que s'il avait existé le moindre doute raisonnable quant à un problème de qualité de l'air, je n'aurais pas hésité une seconde à prendre des mesures. Mais je suis sûr que l'école -dont je tiens à souligner la grande responsabilité dont ont fait preuve la direction et le PO dans la gestion de ce sinistre- l'aurait fait d'initiative. Elle a payé 200.000€ de nettoyage. Pourquoi n'aurait-elle pas consenti à payer quelques centaines ou milliers d'euros supplémentaires en cas de doute, alors qu'elle passe aussi ses journées dans ces locaux ?

Ceci est donc pour moi presque un non fait. Pourquoi « presque » ? Parce qu'il y a tout de même une chose qui m'interpelle ici particulièrement. Vous semblez être l'unique détentrice d'informations importantes concernant la santé d'élèves d'une école située sur le territoire communal. Tels que m'exposez les faits, j'ai le très désagréable sentiment que vous avez privilégié un devoir d'investigation visant à mettre en évidence une faute dans le chef de la commune, ou de l'école. N'aurait-il pas été plus simple, plus élégant, plus logique, plus évident en fait, de m'appeler comme vous l'avez déjà fait

dans d'autres dossiers, pour qu'on en discute et qu'on prenne ensemble les meilleures décisions ? Mais vous n'avez jamais pris contact avec moi sur ce dossier alors que manifestement pendant des mois vous le suivi, vous avez pris des contacts avec tout le monde, sauf avec moi. Et vous arrivez maintenant en me disant que vous avez toute une série d'éléments sur lesquels j'aurais aimé échanger avec vous, dans l'intérêt de notre commune, de nos citoyens et de l'école si c'est ce que vous poursuivez. Vous avez attendu des mois pour me parler de quelque chose qui, s'il était avéré, malgré toute la chaîne d'erreurs que cela impliquerait, serait en effet préoccupant. Alors soit maintenant des parents viennent avec des éléments tangibles, mais il semble que personne n'en ait, des certificats médicaux, ou au moins des témoignages probants, soit on est ici en train de brasser du vent et de perdre notre temps et j'espère qu'à l'avenir, vous aurez ce souci, dans un dialogue qu'on souhaite ici, et je pense que d'autres auraient pris cette initiative-là, de pouvoir collaborer majorité comme opposition sur ce dossier qui pourrait préoccuper tout le monde.".

Le Conseil prend acte de l'interpellation et de la réponse donnée.

Carla Dejonghe quitte la séance / verlaat de zitting.

Motions - Moties

25.04.2023/A/0019 **CC - "Motion Aéroport de Bruxelles-National" (majorité DéFi, LB-Ecolo Groen)**

LE CONSEIL,
Vu le dossier intitulé "Motion Aéroport de Bruxelles national", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal au nom de la majorité DéFi, LB-Ecolo Groen ;
Entend les interventions de M. Jonathan de PATOUL, M. Georges DALLEMAGNE, Mme Cécile VAINSEL, Mme Anne-Charlotte d'URSEL, M. Michel NAETS, M. Etienne DUJARDIN, conseillers communaux, et de M. Benoît CEREXHE, bourgmestre ;
DECIDE d'adopter la motion suivante :

Motion visant à exiger la prise en compte de l'avis de la Région bruxelloise, des communes bruxelloises et de leurs habitants dans le cadre de la procédure de renouvellement du permis d'environnement de l'aéroport de Bruxelles-National par les autorités régionales flamandes

Considérant que l'exploitant de l'aéroport de Bruxelles-National - Brussels Airport Company (BAC) - doit introduire avant le 08/07/2023 une demande de renouvellement du permis d'environnement de l'aéroport, accompagnée d'une étude d'incidences environnementales, auprès des autorités régionales flamandes étant donné que son permis actuel arrivera à échéance en juillet 2024 ;
Vu le décret du 25/04/2014 relatif aux permis d'environnement selon lequel les autorités régionales flamandes sont compétentes pour l'instruction de ce type de demande de permis et notamment, pour organiser l'enquête publique prévue dans le cadre de ladite instruction;
Vu l'arrêté du gouvernement flamand du 13/02/2015 portant désignation des projets flamands et provinciaux, en exécution du décret du 25/04/2014 relatif au permis d'environnement, rendant la demande de permis d'environnement déposée par BAC

obligatoire par le fait que, en Région flamande, l'exploitation de toute piste d'aviation de plus de 800 m nécessite une telle autorisation ;
Considérant que l'administration flamande a prévu d'organiser une enquête publique et des sessions d'information uniquement pour les habitants des deux communes sur lesquelles est implanté l'aéroport Zaventem et Kortenberg - et des deux communes jouxtant l'aéroport - Steenokkerzeel et Machelen ;
Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13/12/2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement ;
Vu l'article 26 de l'arrêté du Gouvernement du 27/11/2015 portant exécution du décret du 25/04/2014 relatif au permis d'environnement, qui prévoit que toute personne physique ou morale peut communiquer, durant l'enquête publique, ses points de vue, observations et objections, par voie analogique ou via le guichet environnement, au collège des bourgmestre et échevins de la commune où sera exécuté l'objet de la demande de permis ;
Considérant que bien que les infrastructures de l'aéroport soient situées sur le territoire de la région flamande, l'exploitation de l'aéroport, notamment de ses pistes d'atterrissage et de décollage, engendre des nuisances pour les riverains de l'aéroport domiciliés dans d'autres communes que celles mentionnées ci- avant, même si ces communes ne sont pas en Région flamande ;
Considérant les courriers des Ministres compétents en la matière M. Gilkinet et M. Maron et du Bourgmestre M. Cerexhe à propos de la procédure de renouvellement du permis d'environnement de l'aéroport de Zaventem dont ils pointent l'impact sur les habitants de la région Bruxelles Capitale et leur droit d'être protégés contre les nuisances sonores ;
Considérant que les habitants des communes bruxelloises, comme Woluwe-Saint-Pierre, sont survolés par près de 50% des avions au décollage ;
Considérant que certaines communes bruxelloises, dont Woluwe-Saint-Pierre, subissent par ailleurs de multiples épisodes intensifs d'approches des atterrissages sur la piste 01, dont certains de nuit ;
Considérant que ces mouvements aériens résultent directement de l'activité de l'aéroport ;
Considérant que ces chiffres risquent encore d'augmenter en 2023 pour se rapprocher de ceux d'avant la pandémie ;
Considérant que les communes bruxelloises et celle de Woluwe-Saint-Pierre en particulier sont à considérer comme le « public concerné » par le projet d'exploitation, tel que le conçoit la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13/12/2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement ;
Considérant que les communes sont des personnes morales de droit public, et peuvent donc communiquer leurs points de vue, observations et objections conformément à l'article 26 de l'arrêté du gouvernement du 27/11/2015 portant exécution du décret du 25/04/2014 relatif ;
Considérant que les habitants de la commune peuvent également faire valoir le même droit à exprimer leurs points de vue, observations et objections ;
Vu l'article 27 de l'arrêté du gouvernement flamand du 27/11/2015 portant exécution du décret du 25/04/2014 suivant lequel « si l'administration compétente constate que l'objet de la demande de permis peut avoir des incidences considérables sur l'homme et l'environnement dans une autre région (...) ou si l'autorité compétente de cette autre région le demande, l'administration compétente met la demande de permis à la disposition de l'autorité compétente pour avis » ;
Vu le décret du 05/04/1995 contenant des dispositions générales concernant la politique de l'environnement (dit décret << DABM ») qui prévoit en son article 4 (DABM) que «< s'il ressort de la notification (de réaliser une étude d'incidences sur

l'environnement) que le projet peut avoir des incidences considérables pour l'homme et l'environnement (...) dans d'autres régions ou si (...) les régions en font la demande, l'administration notifie le projet aux autorités compétentes des (...) régions en question, avec la demande de communiquer leurs commentaires à l'administration » ;
Considérant que la Région bruxelloise en tant que Région survolée devrait également faire valoir ses observations et objections concernant le permis d'environnement à délivrer et défendre les intérêts de ses habitants ;
Le Conseil communal de Woluwe-Saint-Pierre demande :

- **Au gouvernement flamand :**
  - de réaliser une évaluation du respect du permis d'environnement délivré à l'aéroport en 2004 ;
  - d'organiser une enquête publique qui s'étende à l'ensemble des communes bruxelloises subissant les nuisances résultant de l'exploitation de l'aéroport ;
  - de présenter d'ici juin 2023, aux Gouvernements fédéral et régionaux, ainsi qu'aux communes concernées et à la Plateforme de concertation, son analyse, ses actions et ses préconisations quant à une gestion des activités de Bruxelles-National visant à réduire les nuisances que ce dernier génère ;
- **Au gouvernement bruxellois :**
  - d'exiger que la question de la demande de permis d'environnement de l'aéroport soit inscrite à l'ordre du prochain comité de concertation et qu'il y demande que les communes de la Région soient consultées au même titre que les communes voisines de l'aéroport ;
  - d'exiger que les éléments suivants, dans un premier temps, soient défendus dans le cadre de la demande de permis de l'aéroport :
    - l'interdiction des vols de nuit (entre 22h00 et 7h00) ;
    - la limitation des mouvements annuels de l'aéroport à 220.000, en ce compris la suppression des vols de courte distance, dits « sauts de puce », ainsi que les vols privés (hors nécessités sanitaires, de sécurité, de protection civile ou d'activité diplomatique), en raison de leur faible utilité sociale et de leur fort impact environnemental ;
    - le soutien à la demande d'interdiction, à Brussels Airport, de certaines catégories d'avions dont l'émission acoustique dépasse certains seuils en raison de leur modèle ou de leur vétusté (limitation du tonnage MTOW (136 tonnes) des avions et diminution des niveaux individuels de bruit, notamment) ;
  - d'exiger officiellement que la Région flamande lui notifie la demande de permis d'environnement et l'étude d'incidences, et de communiquer, après concertation avec les communes et les habitants de la Région, un avis circonstancié sur la demande de permis ;
  - d'exiger que le nouveau permis d'environnement de l'aéroport apporte enfin des réponses positives aux différents jugements prononcés contre le survol intensif ces 20 dernières années, dont notamment :
    - l'arrêt de la Cour d'Appel du 17 mars 2005 ordonnant à l'État belge de mettre fin, sous peine d'astreinte, à l'usage abusif et intensif de cette piste 01 à l'atterrissage ;
    - l'arrêt de la Cour d'Appel du 9 juin 2005 qui exigeait que soit mis fin au survol intensif des quartiers densément peuplés des

communes de l'Est de Bruxelles, dont Woluwe-Saint-Pierre, en raison de l'utilisation intensive du virage « gauche court » ;

• l'arrêt du 19 juillet 2017 du Tribunal de Première instance de Bruxelles par lequel l'État belge s'est vu condamné à modifier les conditions d'utilisation de la route du ring et de la route aérienne utilisée pour les atterrissages sur la piste 01 pendant la période allant de 23h00 à 7h00 [...] ;

• l'arrêt de la Cour d'Appel du 22 octobre 2022 condamnant l'État belge [...] estimant en outre excessive l'utilisation de la piste 01 ;

• de tout mettre en œuvre pour que le concept de LEZ (Low Emission Zone, Zone de Basses Emissions) qui s'applique à la Région bruxelloise et qui contraint surtout ses habitants, ne se limite pas au « sol » bruxellois mais qu'il s'applique désormais également à tout engin qui, même depuis les airs, émet des particules fines qui retombent sur la Région, et qu'il impose des normes environnementales contraignantes afin de maintenir une qualité de l'air correcte pour ses habitants ;

• d'activer la procédure en conflit d'intérêt et d'introduire un recours dans le cas où le permis délivré ne tiendrait pas compte des demandes de la Région, des communes et des associations de riverains ;

• de continuer de percevoir les amendes à l'encontre des compagnies aériennes en infraction à l'arrêté du 27 mai 1999 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la lutte contre le bruit généré par le trafic aérien ;

• de soutenir toutes les propositions, que le Ministre fédéral de la Mobilité s'est engagé à présenter d'ici juillet, qui viseront à diminuer drastiquement les nuisances sonores émises par les avions fréquentant l'aéroport et devant inclure, outre les mesures listées dans la présente motion, les mesures les plus pertinentes présentées par ENVISA dans l'étude d'incidences, soit notamment une utilisation des routes aériennes optimisée en vue de diminuer le survol des zones les plus densément peuplées, ainsi qu'une diminution des quotas count ;

• de maintenir ses demandes de percevoir des astreintes telles que prononcées dans les divers jugements rendus à l'encontre de l'Etat fédéral dans cette affaire tant qu'une réponse satisfaisante n'a pas été apportée à ces différents jugements ;

• **Au Collège des bourgmestre et échevins :**

• de rendre, après concertation avec les habitants, un avis d'initiative aux autorités régionales flamandes à l'occasion de l'enquête publique sur la demande de permis d'environnement ;

• d'envisager, si nécessaire, toutes actions devant les juridictions compétentes pour faire respecter son droit et celui de ses habitants de participer à l'enquête publique ;

• de signifier, proactivement, à la ministre flamande de l'environnement, Mme Zuhal DEMIR, que la commune souhaite être consultée ;

• pour le surplus, que l'ensemble des demandes formulées dans la motion qu'il a votée le 24 mai 2022 fasse partie intégrante de la présente motion.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.
31 votants : 31 votes positifs.

GR - "Motie Luchthaven Brussel-Nationaal" (meerderheid DéFi, LB-Ecolo Groen)

DE RAAD,
Gelet op het dossier "Motie Luchthaven Brussel-Nationaal", dat namens de meerderheid DéFi, LB-Ecolo Groen, op de agenda van de Gemeenteraad is geplaatst ;
Hoort de tussenkomsten van Dhr. M. Jonathan de PATOUL, Dhr. Georges DALLEMAGNE, Mevr. Cécile VAINSEL, Mevr. Anne-Charlotte d'URSEL, Dhr. Michel NAETS, Dhr. Etienne DUJARDIN, gemeenteraadsleden, en van Dhr. Benoît CEREXHE, burgemeester ;
BESLUIT volgende motie aan te nemen :

Motie om te eisen dat er rekening wordt gehouden met het advies van het Brussels Gewest, de Brusselse gemeenten en hun inwoners in het kader van de procedure voor de hernieuwing van de omgevingsvergunning van de luchthaven Brussel-Nationaal door de Vlaamse gewestelijke overheden

Overwegende dat de exploitant van de luchthaven Brussel-Nationaal - Brussels Airport Company (BAC) - vóór 8 juli 2023 een aanvraag moet indienen bij de Vlaamse gewestelijke autoriteiten voor de hernieuwing van de omgevingsvergunning van de luchthaven, vergezeld van een milieueffectrapport, aangezien de huidige vergunning in juli 2024 afloopt;
Gelet op het decreet van 25 april 2014 betreffende de omgevingsvergunningen, volgens hetwelk de Vlaamse gewestelijke overheden bevoegd zijn voor het onderzoek van dit soort vergunningsaanvragen, in het bijzonder voor de organisatie van het openbaar onderzoek dat in het kader van dat onderzoek is voorzien;
Gelet op het besluit van de Vlaamse regering van 13 februari 2015 tot aanwijzing van de Vlaamse en provinciale projecten, in uitvoering van het decreet van 25 april 2014 betreffende de omgevingsvergunningen, waarbij de door BAC ingediende aanvraag voor een omgevingsvergunning verplicht wordt gesteld, omdat in het Vlaamse Gewest voor de uitbating van elke start- en landingsbaan langer dan 800 meter een dergelijke vergunning vereist is;
Overwegende dat de Vlaamse overheid van plan is een openbaar onderzoek en informatievergaderingen te organiseren die enkel bestemd zijn voor de inwoners van de twee gemeenten waar de luchthaven is gelegen - Zaventem en Kortenberg - en de twee aan de luchthaven grenzende gemeenten - Steenokkerzeel en Machelen;
Gelet op richtlijn 2011/92/EU van het Europees Parlement en de Raad van 13 december 2011 betreffende de milieueffectbeoordeling van bepaalde openbare en particuliere projecten;
Gelet op artikel 26 van het besluit van de Regering van 27 november 2015 tot uitvoering van het decreet van 25 april 2014 betreffende de omgevingsvergunningen, dat bepaalt dat elke natuurlijke of rechtspersoon tijdens het openbaar onderzoek zijn standpunten, opmerkingen en bezwaren, langs analoge weg of via het omgevingsloket, kan meedelen aan het College van Burgemeester en Schepenen van de gemeente waar het voorwerp van de vergunningsaanvraag zal worden uitgevoerd;
Overwegende dat, hoewel de luchthaveninfrastructuur zich op het grondgebied van het Vlaamse Gewest bevindt, de exploitatie van de luchthaven, met name de start- en landingsbanen, hinder veroorzaakt voor de omwonenden van de luchthaven die in andere dan de bovenvermelde gemeenten wonen, ook al liggen die niet in het Vlaamse Gewest;
Gelet op de brieven van de bevoegde Ministers, Dhr. Gilkinet en Dhr. Maron, en van Burgemeester Dhr. Cerexhe, betreffende de procedure voor de verlenging van de omgevingsvergunning voor de luchthaven van Zaventem, waarin zij wijzen op de gevolgen voor de inwoners van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en hun recht op bescherming tegen geluidsoverlast;
Overwegende dat de inwoners van de Brusselse gemeenten, zoals Sint-Pieters-

Woluwe, door bijna 50% van de opstijgende vliegtuigen worden overvlogen;
Overwegende dat bepaalde Brusselse gemeenten, waaronder Sint-Pieters-Woluwe, ook te maken hebben met meerdere intensieve landingen op baan 01, waarvan sommige 's nachts plaatsvinden;
Overwegende dat deze vliegbewegingen een rechtstreeks gevolg zijn van de activiteit van de luchthaven;
Overwegende dat deze cijfers in 2023 wellicht zullen stijgen en die van vóór de pandemie opnieuw zullen benaderen;
Overwegende dat de Brusselse gemeenten - en Sint-Pieters-Woluwe in het bijzonder - moeten worden beschouwd als het bij de exploitatie "betrokken publiek", zoals bedoeld in richtlijn 2011/92/EU van het Europees Parlement en de Raad van 13 december 2011 betreffende de milieueffectbeoordeling van bepaalde openbare en particuliere projecten;
Overwegende dat de gemeenten publiekrechtelijke rechtspersonen zijn en derhalve hun standpunten, opmerkingen en bezwaren kunnen meedelen overeenkomstig artikel 26 van het regeringsbesluit van 27 november 2015 ter uitvoering van het decreet van 25 april 2014 betreffende de omgevingsvergunningen;
Overwegende dat ook de inwoners van de gemeente hetzelfde recht kunnen uitoefenen om hun standpunten, opmerkingen en bezwaren kenbaar te maken;
Gelet op artikel 27 van het besluit van de Vlaamse Regering van 27 november 2015 tot uitvoering van het decreet van 25 april 2014, dat luidt als volgt: "*Als het bevoegde bestuur vaststelt dat het voorwerp van de aanvraag aanzienlijke effecten voor mens en milieu zou kunnen hebben in een ander gewest (...) of wanneer één van deze overheden hierom verzoeken, stelt het bevoegde bestuur de vergunningsaanvraag voor advies ter beschikking van de bevoegde autoriteit*";
Gelet op het decreet van 5 april 1995 houdende algemene bepalingen inzake milieubeleid (bekend als het "DABM"-decreet), dat in artikel 4 (DABM) stelt: "*Als uit de aanmelding (om een omgevingsveiligheidsrapport op stellen) blijkt dat het project (...) betekenisvolle effecten kan hebben voor mens of milieu (...) in andere gewesten, of als de (...) gewesten daarom verzoeken, meldt de administratie het project aan de bevoegde autoriteiten van de (...) gewesten in kwestie, met de vraag of ze hun commentaar aan de administratie kunnen meedelen*";
Overwegende dat ook het Brussels Gewest als overvlogen gewest zijn opmerkingen en bezwaren met betrekking tot de toe te kennen omgevingsvergunning kenbaar moet maken en de belangen van zijn inwoners moet behartigen;
De Gemeenteraad van Sint-Pieters-Woluwe verzoekt:

- **de Vlaamse Regering:**
  - een evaluatie uit te voeren over de naleving van de in 2004 aan de luchthaven verleende omgevingsvergunning;
  - een openbaar onderzoek te organiseren onder alle Brusselse gemeenten die hinder ondervinden van de exploitatie van de luchthaven;
  - de Federale en Regionale Regeringen, alsook aan de betrokken gemeenten en aan het Overlegplatform, haar analyse, acties en aanbevelingen tegen juni 2023 voor te leggen om de activiteiten van Brussel-Nationaal zodanig te beheren dat de hinder die zij veroorzaakt wordt verminderd;
- **de Brusselse Regering:**
  - te eisen dat de kwestie van de aanvraag voor een omgevingsvergunning voor de luchthaven op de agenda van het volgende overlegcomité wordt geplaatst en te vragen dat de gemeenten van het Gewest op dezelfde wijze worden geraadpleegd als de gemeenten die aan de luchthaven grenzen;

• te eisen dat de volgende elementen in eerste instantie worden verdedigd als onderdeel van de vergunningsaanvraag van de luchthaven:

  • een verbod op nachtvluchten (tussen 22u00 en 7u00);

  • de beperking van het aantal bewegingen van de luchthaven tot 220.000 per jaar, met inbegrip van de afschaffing van ultra korte vluchten, bekend als "hop-on-hop-off", en van privévluchten (behalve voor gezondheids-, veiligheids-, civielebeschermings- of diplomatieke activiteiten), wegens het geringe sociale nut en het grote milieueffect daarvan;

  • steun voor het verzoek om een verbod op bepaalde categorieën vliegtuigen waarvan de geluidsemissie door hun model of leeftijd bepaalde drempels overschrijdt, op Brussels Airport (waaronder beperking van het MTOW (136 ton) van vliegtuigen en vermindering van individuele geluidsniveaus);

• officieel te eisen dat het Vlaams Gewest haar in kennis stelt van de aanvraag voor een omgevingsvergunning en de effectenstudie, en om na overleg met de gemeenten en de inwoners van het Gewest een gedetailleerd advies over de vergunningsaanvraag mee te delen;

• te eisen dat de nieuwe omgevingsvergunning voor de luchthaven eindelijk positieve antwoorden geeft op de verschillende uitspraken tegen intensief overvliegen in de afgelopen 20 jaar, waaronder:

  • het arrest van het Hof van Beroep van 17 maart 2005 waarbij de Belgische Staat werd gelast om op straffe van een boete een einde te maken aan het misbruik en het intensieve gebruik van deze baan 01 bij de landing;

  • het arrest van het Hof van Beroep van 9 juni 2005, dat voorschreef dat het intensieve overvliegen van de dichtbevolkte wijken in de Oost-Brusselse gemeenten, met inbegrip van Sint-Pieters-Woluwe, moest worden stopgezet wegens het intensieve gebruik van de "korte bocht naar links";

  • het arrest van 19 juli 2017 van de Rechtbank van eerste aanleg van Brussel waarbij de Belgische Staat is veroordeeld tot wijziging van de gebruiksvoorwaarden van de ringroute en de luchtroute voor landingen op baan 01 in de periode van 23u00 tot 7u00 [...];

  • het arrest van het Hof van Beroep van 22 oktober 2022 waarbij de Belgische Staat [...] ook het gebruik van baan 01 buitensporig vindt;

• alles in het werk te stellen opdat het LEZ-begrip (Low Emission Zone, Lage-emissiezone), dat van toepassing is op het Brussels Gewest en dat vooral beperkingen oplegt aan zijn inwoners, niet beperkt blijft tot de "grond" van Brussel, maar voortaan ook van toepassing is op elke machine die, zelfs vanuit de lucht, fijne deeltjes uitstoot die op het Gewest neerdalen, en restrictieve milieunormen oplegt om een correcte luchtkwaliteit voor zijn inwoners te handhaven;

• de belangenconflictprocedure te activeren en beroep aan te tekenen indien de afgegeven vergunning geen rekening houdt met de verzoeken van het Gewest, de gemeenten en de buurtbewonersverenigingen;

• boetes te blijven opleggen aan luchtvaartmaatschappijen die het besluit van 27 mei 1999 van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de bestrijding van geluidshinder voortgebracht door

het luchtverkeer overtreden;

- alle voorstellen te steunen, die de Federale Minister van Mobiliteit heeft toegezegd vóór juli in te dienen, die tot doel hebben een drastische vermindering van de geluidsoverlast van vliegtuigen die gebruik maken van de luchthaven en die, naast de in deze motie genoemde maatregelen, de meest relevante maatregelen moeten omvatten die ENVISA in de effectstudie heeft voorgesteld, met name een optimaal gebruik van de vliegroutes om het overvliegen van de dichtstbevolkte gebieden te beperken, alsook een vermindering van de telquota;
- haar vorderingen tot betaling van dwangsommen zoals uitgesproken in de verschillende vonnissen tegen de Federale Staat in deze zaak te handhaven totdat op deze verschillende vonnissen een bevredigend antwoord is gegeven;

- **het College van Burgemeester en Schepenen:**
  - na overleg met de inwoners een initiatiefadvies uit te brengen aan de Vlaamse gewestelijke overheid ter gelegenheid van het openbaar onderzoek naar de aanvraag van een omgevingsvergunning;
  - indien nodig alle mogelijke vorderingen voor de bevoegde rechtbanken te overwegen, om ervoor te zorgen dat hun recht en dat van hun inwoners om aan het openbaar onderzoek deel te nemen, in acht worden genomen;
  - de Vlaamse minister van Leefmilieu, Mevr. Zuhal DEMIR, proactief mee te delen dat de gemeente wenst te worden geraadpleegd;
  - voor het overige, dat alle eisen in de motie waarover het op 24 mei 2022 heeft gestemd, integraal deel uitmaken van de onderhavige motie.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.
31 stemmers : 31 positieve stemmen.

SÉANCE À HUIS-CLOS - BESLOTEN ZITTING